

SECTION B.—PLEADINGS

SECTION B. — MÉMOIRES

I. MÉMOIRE DU GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE PORTUGAISE

Introduction

1. Le Gouvernement de la République portugaise a l'honneur de soumettre à la Cour internationale de Justice le présent mémoire, comme suite à sa requête introductive d'instance du 22 décembre 1955 et en exécution de l'ordonnance de la Cour du 13 mars 1956.

2. Conformément à l'article 42, paragraphe 1, du Règlement de la Cour, ce mémoire contiendra :

- a) un exposé des faits sur lesquels la demande est fondée ;
- b) un exposé de droit ;
- c) les conclusions du Gouvernement portugais.

Première partie

EXPOSÉ DES FAITS

A. *Les territoires portugais situés dans la péninsule hindoustannique, et spécialement le district de Damão, auquel se rapporte le présent litige*

3. Les territoires portugais de la péninsule hindoustannique se divisent en trois districts : au Sud, celui de Goa sur la côte du Malabar ; au Nord, ceux de Damão sur la côte de Cambaye, et de Diu sur celle de Guzarate (carte I¹).

4. Le district de Damão (chef-lieu Damão), auquel se rapporte le présent litige, se compose de trois territoires séparés, à savoir : sur la côte, le Damão proprement dit ; et à l'intérieur, le Dadra (ou Dadara) et le Nagar-Aveli (carte II²).

Ces trois territoires ne forment, au point de vue administratif, que deux arrondissements : l'arrondissement de Damão (chef-lieu Damão), constitué par la zone littorale ; et l'arrondissement de Nagar-Aveli (chef-lieu Vila Paço de Arcos, ou Silvassá), comprenant les deux zones intérieures, soit le Nagar-Aveli proprement dit et le Dadra.

L'arrondissement de Damão, que traverse le cours inférieur du Damanganga (ou Sandalcalo), est borné à l'Ouest par la côte, au Nord par le fleuve Collique, au Sud et à l'Est par le fleuve Calem et par une frontière terrestre irrégulière.

Les deux zones intérieures formant ensemble l'arrondissement de Nagar-Aveli constituent deux *enclaves*, entièrement encerclées

¹ Non reproduite. [Note du Greffe.]

² Voir pochette à la fin du volume. [Note du Greffe.]

par le territoire de l'Union indienne. Bien qu'assez proches, elles sont isolées l'une de l'autre, comme elles sont séparées de l'arrondissement littoral de Damão.

5. Damão, chef-lieu du district et de l'arrondissement du même nom, est un port de mer situé à l'embouchure du Damanganga, sur la rive gauche; Vila Paço de Arcos, chef-lieu de l'arrondissement du Nagar-Aveli, est située sur le territoire du Nagar-Aveli proprement dit.

Parmi les fleuves qui arrosent le district de Damão, le principal est le Damanganga, qui prend sa source dans l'Union indienne. Après sa sortie du Nagar-Aveli, qu'il divise en deux parties, il arrose le Sud et le Sud-Ouest du Dadra; plus en aval, il pénètre à nouveau en territoire portugais, dans le Damão littoral, qu'il divise également en deux parties, et va se jeter dans l'océan Indien à Damão.

6. Le Damão littoral est relié aux enclaves par une route d'environ 30 kilomètres, qui passe par la ville indienne de Vapi et longe la rive droite du Damanganga. Cette route part de Damão, traverse le territoire de l'Union indienne, puis Dadra, ensuite, de nouveau, le territoire de l'Union indienne pour aboutir à Nagar-Aveli à Vila Paço de Arcos. Il y a encore un autre chemin — sur la rive gauche du Calem — qui part de même de Damão, traverse le territoire de l'Union indienne et mène aussi à Vila Paço de Arcos en passant par Noroli. A Vila Paço de Arcos ces deux voies se rattachent au réseau des routes intérieures.

C'est par ces voies que, avant les événements récents qui ont donné lieu à la présente action, on circulait entre le Damão, le Dadra, et le Nagar-Aveli, comme on circulait, avant la construction de la route, par l'ancien chemin dont elle a sensiblement emprunté le tracé.

7. Une circonstance qu'il convient de mettre en relief est l'existence, à l'intérieur du Nagar-Aveli, d'un petit territoire appartenant à l'Union indienne: le village de *Mechval* (ou Megual).

8. Signalons encore que, traditionnellement, les circonscriptions territoriales dans ces contrées sont appelées *pragana*¹ et *village*.

La *pragana* est la circonscription la plus étendue, elle se rapproche de l'arrondissement par ses caractéristiques. Le Dadra et le Nagar-Aveli forment la *Pragana* de Nagar-Aveli.

Le village est une circonscription plus restreinte, il constitue une unité sociale et économique aux racines profondes.

L'ancien chef-lieu portugais du Nagar-Aveli était Dadra, en Dadra. Autrefois Damão était aussi appelé *Praça* (Place, Forteresse), et Vila Paço de Arcos, *Silvassá*, nom par lequel on la désigne encore couramment.

¹ *Pragana* est un mot d'origine locale.

* * *

B. *Historique des événements qui ont amené l'établissement de la souveraineté portugaise sur les territoires enclavés de Dadra et de Nagar-Aveli*

9. La zone littorale du district de Damão est soumise à la souveraineté du Portugal depuis le XVI^{me} siècle. Divers traités et accords ont reconnu cette souveraineté au cours de l'histoire, tels, au XVIII^{me} siècle, le traité de Raia (1739), le premier traité de Punem (1740), le second traité de Punem (1741) et les accords qui le complètent, conclus entre le Portugal et l'Empire mahratte, qui était alors souverain des territoires limitrophes.

Cette situation s'est maintenue jusqu'à ce jour sans interruption ni contestation.

10. Quant aux territoires enclavés de Dadra et de Nagar-Aveli, c'est au XVIII^{me} siècle qu'ils ont été acquis par les Portugais, dans les circonstances qui seront exposées ci-après.

La souveraineté portugaise s'y est exercée depuis lors d'une manière effective et ininterrompue, jusqu'au moment (juillet 1954) où se sont produits les événements qui ont donné naissance au différend actuellement soumis à la Cour.

11. L'acquisition de ces territoires résulte du troisième traité de Punem, qui fut conclu par le Portugal avec l'Empire mahratte en 1779.

Ce traité a été précédé de longues négociations qui furent menées, du côté portugais, par un luso-indien du nom de Narana (ou Naraena) Sinai Dumó — connu également sous le nom de Narana Vital Dumó ou de Narana Rau Vital.

Une série de questions restaient pendantes entre le Portugal et l'Empire mahratte depuis la conclusion du traité de Raia de 1739 (voir *supra*, par. 9), en vertu duquel certains territoires avaient été cédés aux Mahrattes par les Portugais, à savoir : le territoire de Baçaim et une partie de l'ancien territoire de Damão (qui en formaient la province du Nord). C'est pour régler ces questions que des négociations s'ouvrirent. Elles portèrent notamment sur le retour au Portugal des territoires de la province du Nord, cédés en 1739, ou, à défaut de cette rétrocession, sur l'acquisition d'autres territoires, à titre de compensation.

12. Le troisième traité de Punem (1779), qui sortit de ces négociations, fut rédigé en portugais et en mahratte.

L'original mahratte, daté du 17 décembre 1779 (7 du mois de Gilahés), est classé au feuillet 290 du « Livro 2^o das Pazés »¹ appartenant aux Archives historiques de l'État de l'Inde², à Goa.

¹ « Livro 2 des Traités de Paix ».

² La désignation légale de « État de l'Inde », donnée depuis le début du XVI^{me} siècle à l'ensemble des territoires portugais de la péninsule hindoustanique, ne signifie pas que ceux-ci aient personnalité internationale.

Ce traité est parfois cité comme de 1780 : c'est parce que la traduction portugaise officielle du texte mahralite fut faite en janvier de cette année-là. Elle est classée au feuillet 286 du « Livro 2º das Pazes » et elle a été publiée par Julio Firmino Judice Biker dans la « Coleção de Tratados e concertos de pazes que o Estado da India Portuguesa fez com os Reis e Senhores com que teve relações nas partes da Ásia e África Oriental desde o principio da Conquista até ao fim do Século XVIII », Tomo VIII, Lisboa, Imprensa Nacional, 1885, pages 67 et suivantes. (Annexe 1.)

13. C'est un pacte complexe, portant sur des matières variées. Les parties contractantes s'y promettent amitié, assistance, non-agression, liberté de commerce, alliance sur mer. Chacune d'elles s'engage à ne pas donner asile aux traîtres ni aux déserteurs de l'autre partie.

De plus — et c'est là le point qui nous intéresse directement —, l'article 17 du traité règle la cession au Portugal d'un certain nombre de villages (circonscriptions) mahrattes.

Il y est dit que les Portugais ont donné au Sarcar (Souverain mahratte) les plus grandes preuves d'amitié ; que cette amitié persistera à l'avenir ; et que pour cette raison *le Sarcar leur cède des villages produisant un revenu de 12.000 roupies et qui seront déterminés ultérieurement.*

Les villages qui furent ainsi cédés sont ceux qui constituent la Pragana de Nagar-Aveli.

14. Le 29 mai 1783, les autorités mahrattes expédièrent des ordres (« Sonodos ») pour que la Pragana de Nagar-Aveli fût remise au Gouvernement portugais de Damão, à l'exception de certains villages (annexe 2) (voir *infra*, par. 15), et pour que les « patels » (autorités administratives locales), ainsi que la population de la Pragana, obéissent sans restrictions au nouveau Gouvernement. (Annexe 3.)

Quelques jours plus tard, le 8 juin 1783, l'administrateur et commandant de Damão donnait décharge de la remise, par les Mahrattes, de la Pragana de Nagar-Aveli, excepté les villages réservés (annexe 4) ; le 10 du même mois, en présence de tous les « naïques » (chefs militaires) et des « patels » des villages cédés, il en prenait possession, au nom du Gouvernement de Damão et du capitaine général de l'État, pour la Reine du Portugal ; les « naïques » et les « patels » déclarèrent reconnaître, à partir de ce jour, pour leur Reine souveraine, la Très Fidèle Reine du Portugal, et être prêts à lui obéir en tout ce qui, par ses gouverneurs et par ses capitaines généraux, leur serait ordonné. (Annexe 5.)

15. Comme il vient d'être dit, quelques villages avaient été exceptés de la remise du Nagar-Aveli, à laquelle il fut procédé en 1783.

Mais il fut constaté que le revenu des villages cédés n'atteignait pas le chiffre de 12.000 roupies, prévu dans le traité de Punem de 1779. Aussi, les villages qui avaient été exceptés en 1783 firent-ils

l'objet d'une remise le 22 juillet 1785. Les autorités portugaises en donnèrent décharge (annexe 6) et entrèrent en possession de ces territoires le jour même. (Annexe 7.)

Parmi les villages remis en 1785, figure celui de Dadra.

16. Étant ainsi devenu souverain de la Pragana de Nagar-Aveli, le Portugal acquit ipso facto le droit d'y accéder, condition indispensable à l'exercice de sa souveraineté.

Ce droit d'accès comprenait notamment la possibilité d'envoyer, dans ces territoires enclavés, les représentants de son autorité.

A cet égard, il est intéressant de relever une convention de 1785, qui fut conclue en exécution du traité de 1779, comme complément à ce traité, et qui est contemporaine de la remise du Nagar-Aveli (Dadra inclus) (annexe 8).

Elle prévoit notamment (au n° 11) l'obligation pour les Portugais d'étouffer les révoltes qui pourraient survenir dans les territoires cédés, soulignant ainsi le fait que, si la souveraineté comporte des droits, elle entraîne aussi des devoirs. Il est évident qu'en faisant peser cette obligation sur le Portugal, la convention de 1785 ne mettait pas en doute, et consacrait nettement, son droit de faire passer par les territoires voisins et d'assurer la présence dans les enclaves soumises à sa souveraineté, des moyens nécessaires à l'exercice de celle-ci, notamment d'un nombre suffisant de fonctionnaires et d'agents pour y maintenir ou y rétablir l'ordre.

C'est d'ailleurs ce qui s'est toujours fait jusqu'au jour récent où l'exercice de ce droit s'est heurté à l'opposition de l'Union indienne.

* * *

C. Depuis l'acquisition des enclaves de Dadra et de Nagar-Aveli, et jusqu'aux événements qui ont donné naissance au présent litige, le Portugal n'a cessé d'exercer son droit de passage à travers les territoires voisins pour assurer les communications desdites enclaves entre elles et avec la zone littorale de Damão.

17. La situation qui vient d'être décrite s'est maintenue d'une manière paisible et ininterrompue pendant une période de près de deux siècles.

Les transferts de souveraineté dont les territoires voisins du Damão furent l'objet n'y apportèrent aucune modification. Par le traité du 13 juin 1817, conclu entre la Compagnie anglaise des Indes orientales et l'Empire mahratté, cette souveraineté passa à la Couronne britannique. Exercée d'abord par la Compagnie des Indes, elle le fut, à partir de la dissolution de celle-ci (2 août 1858), par la Couronne elle-même. Ayant acquis son indépendance le 15 août 1947, l'Inde, qui possédait personnalité internationale depuis 1918, devint à son tour souveraine des territoires en question.

Le droit de passage du Portugal ne fut pas affecté par ces changements. Il continua à s'exercer après 1817, après 1858, et après 1947:

comme il l'avait été auparavant. La Couronne britannique succéda aux obligations de l'Empire mahratte, comme l'Inde elle-même a succédé aux obligations de ses prédécesseurs.

Ce n'est que plusieurs années après avoir accédé à l'indépendance que l'Inde se mit à y apporter des restrictions, pour arriver finalement à s'y opposer de façon absolue.

18. Le droit de passage s'exerçait naturellement dans la mesure et suivant les modalités que déterminaient dans chaque cas les besoins de la souveraineté portugaise. Il comportait particulièrement le passage des agents de l'autorité, civile et militaire, ainsi que des particuliers et des biens. Jamais il ne fut contesté. Certaines questions se sont bien posées, en matière fiscale, au sujet du passage des marchandises. Mais le droit lui-même ne fut jamais mis en doute, et son exercice ne fut jamais interdit.

On en trouve d'innombrables preuves, qu'il serait trop long et même pratiquement impossible de passer toutes en revue. Quelques exemples suffiront.

19. Par la convention de 1785, le Portugal s'était engagé à étouffer les révoltes qui pourraient éclater dans la Pragana de Nagar-Aveli (voir *supra*, par. 16).

Pareil engagement exigeait — cela va de soi — la présence dans la Pragana d'agents de l'autorité, chargés d'éviter que l'ordre fût troublé et de réprimer les atteintes qui y seraient portées. D'où ces agents pouvaient-ils venir? Évidemment de la zone littorale du Damão, et *en traversant, par conséquent, le territoire qui sépare cette zone de la Pragana de Nagar-Aveli.*

20. En avril 1798, à la suite d'un incident d'ordre fiscal, les forces mahrattes occupèrent le village de Dadra, alors capitale de la Pragana de Nagar-Aveli.

Le gouverneur de Damão protesta immédiatement, par une lettre datée du 5 avril, adressée au commandant militaire mahratte de Bagavara.

Dans cette lettre, son auteur, après avoir demandé le motif d'une semblable occupation, déclarait qu'*une milice, s'il l'avait voulu, aurait pu être expédiée à Dadra avant que la garde mahratte y parvint*, et qu'il ne l'avait pas fait eu égard uniquement à la bonne amitié existant entre les deux pays, bonne amitié qui avait amené la cession de la Pragana de Nagar-Aveli au Portugal. (Annexe 9.)

De telles affirmations — spécialement celle qu'*une milice aurait pu être envoyée* — sont renouvelées par le gouverneur de Damão dans une lettre du 8 avril adressée aussi au commandant militaire de Bagavara. (Annexe 10.)

Dans ses réponses, le commandant ne fait pas la moindre remarque au sujet des déclarations répétées du gouverneur, sur *la possibilité de l'envoi d'une milice de Damão à Dadra.* (Annexes 11 et 12.)

Au bout de quelque temps, la réclamation portugaise fut accueillie et les autorités mahrattes donnèrent à leur garde l'ordre de se retirer. (Annexe 13.)

21. En dehors des forces permanentes, installées dans la Pragana de Nagar-Aveli, il y avait des détachements volants, expédiés de Damão sur Dadra et relevés périodiquement par d'autres unités de la Praça.

En cas de nécessité, le commandant militaire de Dadra pouvait ordonner aux « patels » la convocation d'archers, indépendamment de la venue de renforts de Damão.

Cette levée d'archers et cette venue de renforts se constatent, par exemple, en 1826. Le 3 mars de cette année, des cavaliers du Royaume de Dharampur (ou Darampor) étaient entrés dans Randa Pequeno, village du Nagar-Aveli, et avaient emmené son fermier. Le gouverneur de Damão envoya une protestation au Radjah de Dharampur, qui fit remettre en liberté le Portugais capturé. Mais le gouverneur ne se borna pas à prendre cette mesure. *Il envoya de la Praça, située en Damão littoral, au village de Noroli, situé en Nagar-Aveli (proprement dit), des fantassins et des pièces d'artillerie*, et il fit recruter, en outre, des archers dans les villages de la Pragana. Le gouverneur de Damão prévint le Gouvernement anglais de Surrate de l'incident, et en particulier il l'informa de la marche des troupes sur Noroli. (Annexe 14.)

Sans faire aucune objection au fait du passage des troupes, le gouverneur anglais lui répondit qu'il avait, sans perdre de temps, sommé le Radjah de mettre en liberté le sujet portugais. (Annexe 15.)

Cet épisode montre bien que, pour l'exercice de ses droits et pour l'accomplissement de ses devoirs de souveraineté, le Portugal ne disposait pas seulement des troupes normalement cantonnées dans la Pragana, mais qu'il les renforçait par des troupes venus du Damão littoral, quand et dans la mesure où les circonstances l'exigeaient.

22. En 1849, un autre incident se produisit dans le village de Randa Pequeno en Nagar-Aveli.

Un patel et quinze hommes armés venant du village de Vardum, situé sur le territoire du Radjah de Dharampur, pénétrèrent dans le village de Randa Pequeno et profitèrent de la foire hebdomadaire pour essayer de percevoir sur les vendeurs certains impôts.

Outre une protestation auprès du Radjah, le gouverneur de Damão fit renforcer le détachement de la Pragana et ordonna au commandant militaire de Nagar-Aveli d'envoyer, pour les foires hebdomadaires de Randa Pequeno, des patrouilles chargées d'y faire la police ; elles devaient, la foire terminée, retourner à leur caserne qui était à Dadra. (Annexe 16.)

Entre Dadra et Randa Pequeno s'insérait *une bande de territoire indo-britannique, que lesdites escortes devaient ainsi forcément traverser dans leurs déplacements hebdomadaires entre les deux villages.*

- Le gouverneur de Damão, après cet attentat, demanda aux autorités supérieures le renforcement de ses troupes. (Annexe 16.) Celles-ci ayant été reconnues insuffisantes pour le service ordinaire et aussi « pour parer à tout désordre du genre de celui qui survint il y a quelque temps dans le village de Randa Pequeno de la Pragana », le renforcement demandé fut effectivement accordé. (Annexe 17.)

23. L'organisation des forces militaires du Nagar-Aveli subit, au cours du temps, pas mal de transformations, qu'il serait oiseux de rapporter. Mais la circulation de forces armées entre le Damão et le Nagar-Aveli constitue un fait constant. On pourrait en citer d'innombrables manifestations dans des temps plus récents.

Elle se traduisait, notamment, par le mouvement régulier de relève des éléments constitutifs des forces du Nagar-Aveli et par l'accompagnement, régulier lui aussi, par une escorte, des fonds publics faisant route entre le Nagar-Aveli et le Damão.

Voici, à titre d'exemple, une illustration de cette dernière pratique. Le 30 avril 1943, le consulat du Portugal transmettait au gouverneur de Damão l'information fournie par le Gouvernement de la province de Bombay qu'on avait donné aux autorités compétentes des instructions pour le libre passage de trois hommes de troupe armés accompagnant le receveur de l'arrondissement de Nagar-Aveli. Au reçu de cette note le gouverneur envoya une dépêche requérant la police de fournir l'escorte qui devait venir de Nagar-Aveli. Il s'agissait du transport de fonds du trésor public de Nagar-Aveli à Damão. (Annexe 18.)

Des cas de ce genre se reproduisaient constamment.

24. Quant au transit des marchandises, s'il lui arriva de donner lieu à certaines controverses d'ordre fiscal (voir *supra*, par. 18), il ne fut jamais ni contesté dans son principe, ni interdit dans son application, les difficultés étant réglées à l'amiable.

D'une manière générale, les accords qui intervinrent à ce sujet admirent le libre transit du Nagar-Aveli (ou du Dadra) vers Damão sans paiement de droits, pour les produits provenant de ces territoires.

Cette liberté de transit, avec exemption de droits, était affirmée clairement dans les anciennes ordonnances mahrattes, celles, par exemple, du 26 avril 1779 (annexe 19) et du 5 juin 1802. (Annexe 20.) Il y était expressément ordonné de ne mettre aucune entrave au passage du bois de teck ou d'autres marchandises transportées de la Pragana de Nagar-Aveli au Damão « par voie terrestre ou fluviale », ni de percevoir sur eux aucun droit.

A un moment donné on en vint, tout en maintenant la liberté du transit et l'exemption des droits, à prendre l'habitude de fournir des certificats par lesquels les autorités portugaises attestaient l'origine et la nature des biens en transit. Cette coutume se maintint, avec quelques vicissitudes, jusqu'à l'époque actuelle.

25. Nous avons déjà relevé que l'Union indienne, pendant les premiers temps de son indépendance, maintint sans changement le *statu quo ante*.

Il est vrai qu'à un moment donné la pratique établie pour le transport des marchandises du Nagar-Aveli au Damão fut suspendue ; mais il n'en fut ainsi qu'en raison de doutes qui avaient surgi en ce qui concerne la provenance de certaines marchandises.

Devant les réclamations des autorités portugaises, les communications furent rétablies, sous condition que les certificats délivrés par l'administrateur du Nagar-Aveli se restreindraient aux produits originaires de ce territoire. Voir la note du ministère des Affaires extérieures de l'Inde en date du 16 novembre 1949. (Annexe 21.)

Quant aux fournitures du Gouvernement de Damão destinées aux services officiels du Nagar-Aveli, le ministère demandait que les autorités portugaises se missent en contact préalable avec le consulat général de l'Inde à Goa, et lui donnassent le détail des marchandises à transporter. Mais, sur ce point également, les réclamations formulées furent prises en considération : le ministère des Affaires extérieures de l'Inde, par sa note du 14 juin 1950, déclara que ces marchandises *pourraient être acheminées à travers le territoire indien*, à condition d'être accompagnées de certificats délivrés par le gouverneur de Damão — et cela sans aucune intervention de l'autorité consulaire indienne. (Annexe 22.)

26. Dans le même ordre d'idées, on doit mentionner aussi les notes échangées à New Delhi en 1950 au sujet de certaines facilités douanières (annexes 23 à 28).

Il fut alors convenu qu'à partir du 30 août 1950 les hautes personnalités (« *very important persons* ») des deux pays jouiraient de facilités douanières au passage d'une quelconque des frontières entre les différents territoires. Ces facilités restaient soumises toutefois à la condition que les autorités du pays auquel appartenaient lesdites personnalités aviseraient préalablement, et dans les délais voulus, de leur passage les autorités de l'autre pays.

Par une note du 8 août 1950, la légation du Portugal à New Delhi appela l'attention du ministère indien des Affaires extérieures sur le cas *exceptionnel du gouverneur du district de Damão*, qui n'avait pas été prévu dans l'accord. (Annexe 26.) Elle fit valoir que le gouverneur était obligé, *en vertu du caractère spécial de ses devoirs, de visiter très souvent* — en règle générale, une ou deux fois par semaine — *l'arrondissement de Nagar-Aveli, séparé du Damão par une bande de territoire de l'Union indienne de 30 kilomètres*. D'où elle concluait que les facilités douanières prévues par l'accord devraient lui être appliquées d'une manière permanente et *sans notification préalable*. Elle fit remarquer en outre que *cette manière de faire avait toujours été observée antérieurement*.

Dans une note du 28 août 1950, le Gouvernement indien se déclara d'accord pour que le *passage, dans les deux sens, entre le*

Nagar-Aveli et le Damão, du gouverneur de Damão en tournée, fût exempté de formalités douanières à titre permanent, et sans l'exigence d'un préavis. (Annexe 28.)

Ainsi, le régime prévu pour les « hautes personnalités » en général fut assoupli pour le gouverneur de Damão. Celui-ci, en raison de l'extrême fréquence des déplacements vers le Nagar-Aveli que lui imposaient les devoirs de sa charge — et conformément d'ailleurs à un usage traditionnel —, fut dispensé de la formalité de la notification.

Tout cela met très clairement en évidence que l'Union indienne, dans les premiers temps de son indépendance, ne s'opposa pas à l'exercice du droit de passage du Portugal entre les arrondissements du Damão et du Nagar-Aveli.

Les seules difficultés qui surgirent pendant cette période se rapportent à certains aspects du transit des marchandises. Elles n'invalident en aucune façon le respect du droit d'accès au Dadra et au Nagar-Aveli, comme droit appartenant traditionnellement et sans conteste au Portugal.

27. Il a été dit au début de ce mémoire qu'il existe un petit territoire indien, Mechval (ou Megual), enclavé dans le territoire portugais de Nagar-Aveli (*supra*, par. 7).

De même que les Portugais avaient libre accès au Nagar-Aveli, de même les Indiens et leurs prédécesseurs purent toujours accéder à Mechval. Le Portugal n'opposa jamais aucun obstacle à l'exercice de ce droit. Et quand l'exercice de ses propres droits en ce qui concerne les communications du Nagar-Aveli aura été restauré, il assurera à l'Union indienne le passage à destination de Mechval.

D. — *Le changement d'attitude de l'Union indienne et les événements qui ont donné naissance au présent litige*

28. Le 27 février 1950 — quelques années après avoir obtenu son indépendance —, l'Union indienne présenta au ministre des Affaires étrangères du Portugal, par l'intermédiaire de son ministre à Lisbonne, un aide-mémoire dans lequel elle ne demandait rien de moins que la remise des territoires portugais de l'Inde, proposant l'ouverture de négociations, pour que, une fois admis le principe de l'intégration, les moyens de la rendre effective fussent fixés. (Annexe 29.)

Le ministre des Affaires étrangères déclara sur-le-champ que son Gouvernement ne pouvait s'entendre avec une Puissance étrangère pour lui remettre des territoires et des citoyens portugais. Des raisons décisives d'ordre moral s'y opposaient, sans parler de l'obstacle constitutionnel : l'aliénation d'une partie quelconque du territoire national étant interdite par la constitution politique de la République portugaise (art. 2).

Par la suite, le ministère des Affaires étrangères portugais confirma par écrit, dans un mémorandum du 15 juin 1950, le point de vue du Gouvernement portugais. (Annexe 30.)

Le Portugal ne pouvait répondre que par un refus à la prétention, ouvertement déclarée, de l'Union indienne, de voir les territoires portugais de Goa, Damão et Diu passer sous sa souveraineté. Il exprima toutefois le désir — qui est toujours le sien — d'entrer en négociations pour régler amiablement tous les problèmes résultant du voisinage des deux États.

29. En 1953, la légation de l'Inde à Lisbonne, par des notes du 14 janvier et du 1^{er} mai, formula à nouveau les prétentions de son Gouvernement concernant le transfert des territoires portugais de l'Inde à l'Union indienne. (Annexes 31 et 32.)

Dans la première de ces notes le Gouvernement indien avisait le Gouvernement portugais qu'il était arrivé à la conclusion que sa légation à Lisbonne avait perdu son utilité pratique et qu'il était décidé à la fermer, à moins que le Gouvernement portugais ne se montrât disposé à discuter la question du transfert des territoires.

Le ministère des Affaires étrangères du Portugal répondit à ces notes le 15 mai, en maintenant la position qu'il avait précédemment définie et justifiée. (Annexe 33.)

Il contesta, d'autre part, que la légation de l'Inde à Lisbonne aurait perdu toute utilité pratique parce que le Portugal se refusait à aliéner ses droits sur Goa, Damão et Diu, comme si la raison d'être de cette légation n'avait été que d'acquérir les territoires en question et n'était pas de maintenir et de renforcer les bonnes relations entre les deux pays, notamment en facilitant la solution des multiples problèmes posés par leur voisinage.

Le 26 mai 1953, la légation de l'Inde informa le ministère des Affaires étrangères de la décision de son Gouvernement de mettre fin, à la date du 11 juin suivant, à sa mission diplomatique au Portugal — décision qui fut effectivement appliquée. (Annexe 34.)

30. Les faits qui viennent d'être relatés brièvement et objectivement furent le prélude des événements qui sont à la base de la présente action et qui trouvèrent leur point culminant dans l'interdiction totale, par le Gouvernement de l'Inde, des transports et de toutes autres communications entre le Damão, le Dadra et le Nagar-Aveli.

Ce changement d'attitude de l'Union indienne se manifesta après que le Gouvernement portugais eût repoussé ses prétentions à l'annexion des territoires portugais situés dans la péninsule de l'Hindoustan.

Voici, à titre d'exemples, quelques faits qui l'illustrent.

31. Les autorités indiennes, à partir de la fin de 1953, *interdirent le passage des fonctionnaires civils portugais, y compris le gouverneur*

du Damão, par le territoire indien, même entre le Damão littoral et les enclaves du Dadra et du Nagar-Aveli, sans obtention préalable d'un visa. (Annexe 35.)

D'abord limitée aux fonctionnaires européens, cette interdiction s'étendit ensuite aux fonctionnaires goésiens. (Annexe 36.)

Les autorités portugaises protestèrent contre l'exigence d'un visa pour les déplacements des fonctionnaires *entre le Damão et le Nagar-Aveli*, en invoquant qu'une telle exigence était contraire aux usages internationaux comme à la pratique traditionnelle des deux Gouvernements, et en faisant valoir que pareille mesure rendrait difficile l'administration desdits territoires, portant ainsi un grave préjudice aux populations locales. (Annexe 37.)

Malgré cette protestation, les autorités indiennes maintinrent l'interdiction, même pour les allers et retours entre Damão et les enclaves (annexe 38), tout en reconnaissant qu'il s'agissait là d'un cas spécial et qu'il était nécessaire de faciliter l'administration de l'*enclave portugaise de Silvassá (id est : le Nagar-Aveli, désigné par le nom de sa capitale)*. (N° 6 de l'annexe 38.)

Mais la seule facilité qu'elles accordèrent fut de consentir à ce que les visas de transit pour les fonctionnaires portugais européens du Damão et de Silvassá fussent délivrés par le magistrat judiciaire de Surrate.

Les autorités portugaises protestèrent à nouveau, soulignant qu'il s'agissait de fonctionnaires obligés de voyager entre différentes parties d'un même État, pour l'accomplissement de leur devoir ; que les règles de bon voisinage et de coopération internationale, comme l'intérêt des populations locales que l'État devait protéger et la nécessité de mesures rapides en cas de situations urgentes, exigeaient le maintien du libre passage des fonctionnaires. (Annexes 39 et 40, en particulier les n°s 7 de chacune d'elles.)

Ces nouvelles protestations ne furent pas entendues et un régime limitatif fut inauguré, par lequel l'Union indienne rendit l'administration des enclaves portugaises de plus en plus difficile.

L'octroi des visas qui lui étaient demandés se vit *retardé* ou *refusé*. (Annexes 41, 42 et 43.)

32. En octobre 1953, l'Union *interdit le passage par son territoire d'agents armés de l'autorité portugaise. Elle augmenta d'autre part ses propres forces armées le long de la frontière commune.*

Ces deux faits sont reconnus dans une note à la presse que le ministère des Affaires extérieures indien fit paraître le 23 juillet 1954. (Annexe 44.)

L'interdiction du passage d'agents armés entre le Damão et le Nagar-Aveli représente un acte sans précédent dans l'histoire de ces territoires, depuis qu'ils appartiennent à l'État portugais.

33. Le 3 février 1954, l'Union indienne alla encore plus loin, et *interdit le passage sur son territoire d'armes et de munitions, de quelque nature qu'elles fussent.* (Annexe 45.)

Venant s'ajouter aux mesures précédentes, cette interdiction devait avoir pour conséquence fatale de *rendre impossible la résistance du Portugal à des attaques comme celles qui, quelques mois plus tard, furent lancées contre le Dadra et le Nagar-Aveli.*

34. Bien d'autres difficultés et restrictions furent successivement imposées au transit des personnes et des biens entre le Damão et le Nagar-Aveli.

L'obligation, par exemple, établie par les autorités indiennes de déposer des sommes exorbitantes comme condition nécessaire au *transit des véhicules.* (Annexe 46.)

De même, la série de défenses énoncées dans la note que le consul général de l'Inde à Goa adressa, le 17 juillet 1954, au gouverneur général de l'Inde portugaise, au nombre desquelles l'interdiction de *faire transporter, à travers le territoire indien, entre le Damão et le Nagar-Aveli, des munitions pour armes à feu et du matériel militaire, par quelque officier portugais que ce soit ou à destination du Gouvernement portugais de l'Inde.* (Annexe 47.)

Ces restrictions et interdictions étaient si manifestement contraires aux usages établis et aux droits traditionnels du Portugal, qu'elles ne pouvaient manquer de susciter de vives protestations de la part de celui-ci.

Nous avons déjà signalé quelques-unes de ces protestations. En voici une autre, qui fut provoquée par les mesures relatives au transit des véhicules, mesures qui aboutissaient pratiquement à l'interdiction de transit.

« La légation du Portugal, d'ordre de son Gouvernement, proteste contre ces nouvelles mesures restrictives qui entravent clairement le trafic, non seulement de l'Union indienne vers le Damão, mais encore et surtout entre le Damão et le Nagar-Aveli. De telles mesures ont radicalement modifié l'usage traditionnellement observé dans ce chapitre, en ce qui concerne les territoires mentionnés, et bouleversent d'une manière injustifiable la vie de l'innocente population locale. » (Note de la légation du Portugal à New Delhi au ministère des Affaires extérieures de l'Inde, en date du 22 avril 1954.) (Annexe 48.)

35. Poursuivant son dessein d'isoler les enclaves du Dadra et du Nagar-Aveli, l'Union indienne en vint, le 21 juillet 1954, à *couper complètement les communications de ces territoires avec l'extérieur.*

Depuis lors, les autorités portugaises se trouvèrent empêchées non seulement d'envoyer dans les enclaves les renforts nécessaires à leur défense, mais encore de s'y rendre personnellement ou d'y envoyer des délégués afin de constater ce qui s'y passe.

Par ailleurs, l'Union déploya, entre le Damão et les enclaves et autour de celles-ci, des forces armées considérables, qui creusèrent des tranchées le long des frontières.

36. Protégées par ces préparatifs, des bandes armées, venues du territoire de l'Union, attaquèrent Dadra dans la soirée du 21 juillet 1954.

Les forces exiguës qui tenaient garnison à Dadra s'opposèrent aux assaillants ; mais, privées des secours indispensables, elles furent submergées et la bande des envahisseurs occupa Dadra le 22, après effusion de sang.

Dès le 23, la légation du Portugal présenta au ministère des Affaires extérieures à New Delhi une protestation formelle contre les activités de l'Union, qui seules avaient rendu possible l'agression perpétrée contre le territoire portugais de Dadra. (Annexe 49.)

Au mépris de cette protestation, l'Union indienne persévéra dans son attitude ; et, quelques jours après, une nouvelle agression commençait, cette fois contre le Nagar-Aveli.

Là encore les troupes portugaises en garnison à Nagar-Aveli, quoique trop faibles, s'opposèrent à l'invasion ; mais, comme à Dadra, elles durent céder au nombre ; et Nagar-Aveli fut occupé.

37. Le Gouvernement portugais voulut porter immédiatement secours aux territoires envahis et à leurs habitants. Il était indispensable pour cela d'envoyer des autorités et des forces portugaises *du Damão dans les enclaves*. Le Gouvernement portugais, qui aurait pu procéder sans autres formes à cet envoi, préféra en avvertir le Gouvernement indien et s'assurer qu'aucun obstacle ne serait mis au passage des renforts. Il obéissait ainsi à la préoccupation d'éviter, dans la mesure du possible, que ses actes — encore qu'indiscutablement légaux — pussent servir de prétexte à des troubles et à des désordres.

Le 24 juillet 1954, sur instructions de son Gouvernement, la légation du Portugal à New Delhi remit au ministère des Affaires extérieures de l'Union indienne une note réclamant du Gouvernement de l'Union *les facilités de transit voulues pour que les forces armées et les autorités en poste à Damão pussent se rendre au Dadra pour y rétablir l'ordre troublé et en expulser les envahisseurs*. (Annexe 50.)

Toujours dans le même esprit, et en présence des rumeurs qui lui parvenaient d'actes d'agression pratiqués contre des fractions du territoire de Nagar-Aveli, le Gouvernement portugais, par une note du 26 juillet 1954 de sa légation à New Delhi au ministère des Affaires extérieures de l'Union indienne, insista sur la nécessité évidente que *des délégués du gouverneur de Damão reçussent les facilités et les garanties nécessaires pour pouvoir se transporter immédiatement à Nagar-Aveli*, afin d'y rétablir le contact avec la population, d'y étudier la situation et de prendre les mesures administratives voulues. La note ajoutait que, si le Gouvernement de l'Union le désirait, le nombre des délégués pourrait être, au besoin, limité à trois. Elle signalait en outre qu'il y aurait tout avantage à ce que la mission ainsi constituée pût apprécier aussi les événements survenus en Dadra. (Annexe 51.)

Comme on le voit, les demandes du Portugal étaient non seulement parfaitement justifiées en droit, mais encore extrêmement raisonnables et modérées en fait. Dans l'enclave de Dadra, déjà occupée, il se proposait d'envoyer les autorités et les forces nécessaires pour rétablir l'ordre. Dans l'enclave de Nagar-Aveli, au sujet de laquelle il n'avait que des informations insuffisantes, il demandait que des délégués du gouverneur de Damão — réduits au besoin au nombre de trois — pussent se faire sur place une idée exacte de la situation.

A ces demandes, le Gouvernement de l'Union indienne opposa un refus catégorique par sa note du 28 juillet 1954 (annexe 52), manifestant ainsi la volonté bien arrêtée de rendre impossible tout contact entre les enclaves et les autres parties du territoire portugais et d'empêcher le Gouvernement portugais d'y exercer sa souveraineté.

38. Le motif allégué par l'Union indienne à l'appui de ce refus consistait à dire que l'excitation du peuple ne serait pas compatible avec le passage envisagé.

Le Gouvernement portugais proposa par sa note du 6 septembre 1954 (annexe 53) que quelques délégués *de nationalité étrangère* se rendent au Dadra et au Nagar-Aveli pour examiner la situation, l'excitation populaire — à supposer qu'elle existât — ne pouvant pas faire obstacle à la visite de ces délégués.

Cette proposition ne fut pas acceptée. (Annexe 54.)

39. C'est ainsi que, depuis juillet 1954, l'isolement complet des deux enclaves s'est trouvé réalisé et maintenu par l'attitude systématique du Gouvernement de l'Inde.

Que pareil état de choses soit incompatible avec les droits du Portugal et les obligations corrélatives de l'Union indienne, il n'est pas permis d'en douter.

40. Du fait de cet isolement, le Gouvernement portugais ne peut plus connaître avec certitude ce qui se passe actuellement dans ces enclaves. Toutes les informations qui lui parviennent signalent néanmoins que des éléments venus du territoire de l'Union indienne y soumettent la population à des actes et à des pressions arbitraires.

* * *

Deuxième partie

EXPOSÉ DE DROIT

41. Le droit de passage invoqué par le Portugal entre son territoire littoral du Damão et ses territoires enclavés du Dadra et du Nagar-Aveli — droit sur lequel est fondée la requête introductive

d'instance du 22 décembre 1955 — ne peut être sérieusement contesté.

Étant donné que ces territoires sont indiscutablement soumis à la souveraineté portugaise, qu'ils constituent par conséquent des parcelles d'un seul et même territoire, le droit du Portugal de transiter à travers l'Union indienne pour assurer entre eux les liaisons nécessaires se présente comme une nécessité logique, impliquée dans la notion même du droit de souveraineté, et, à supposer qu'il n'eût pas d'autre fondement, cette constatation suffirait pour le justifier. Mais ce n'est pas seulement de là qu'il découle. Ses bases conventionnelles et coutumières ne sont ni moins certaines, ni moins solides que le principe général auquel il se rattache.

42. Devant des situations de ce genre, les auteurs invoquent parfois la théorie dite des *servitudes internationales*. Pour un certain nombre d'entre eux, le droit de passage destiné à assurer les communications d'un territoire enclavé constitue une servitude, plus ou moins analogue à celles du droit privé. La doctrine est loin cependant d'être unanime au sujet de cette théorie.

Le Gouvernement portugais tient à déclarer, pour éviter toute équivoque, que ses revendications ne sont aucunement liées à la théorie des servitudes et qu'il n'entend pas prendre position dans la controverse que cette théorie soulève. Toute incursion sur ce terrain ne ferait que compliquer inutilement le débat et risquerait d'obscurcir une situation parfaitement claire.

Le droit dont le Gouvernement portugais se prévaut a un objet suffisamment précis, qui se dégage d'une pratique presque deux fois séculaire. Il comporte le transit des personnes et des biens, ainsi que le passage des représentants de l'autorité et des forces nécessaires pour assurer l'exercice effectif de la souveraineté dans les territoires enclavés.

Toute qualification doctrinale dont on pourrait l'assortir n'ajouterait rien à cette constatation. En revanche, elle aurait peut-être l'inconvénient de faire dévier la discussion en y mêlant des notions étrangères à la réalité juridique sur laquelle porte le différend.

43. Le droit de passage revendiqué par le Portugal repose à la fois sur une *base conventionnelle*, sur une *base coutumière* et sur les *principes généraux du droit*.

A. *Base conventionnelle*

44. Les faits exposés dans la Première partie du présent mémoire fournissent des preuves suffisantes de cette base conventionnelle.

45. En vertu du traité de Punem de 1779, le Portugal acquit la souveraineté sur les territoires enclavés du Dadra et du Nagar-Aveli, qui lui furent cédés par l'Empire mahratte (*supra*, par. 13).

Une fois cette souveraineté établie, son droit d'accès aux enclaves fut admis comme une nécessité évidente. La convention de 1785 vint le confirmer sous un aspect important — celui du *transit militaire* —, l'État portugais s'engageant à *étouffer les révoltes qui pourraient naître sur ces territoires*; ce qui n'était évidemment concevable que moyennant l'envoi des forces nécessaires au maintien ou au rétablissement de l'ordre.

D'autres instruments se rapportent au *transport des marchandises*. Il y fut reconnu que les produits provenant de l'arrondissement de Nagar-Aveli pouvaient passer en transit au Damão sans payer de droits, moyennant des certificats délivrés par les autorités portugaises; et que, dans les mêmes conditions, les marchandises destinées aux services officiels pouvaient passer en transit de l'arrondissement de Damão à celui de Nagar-Aveli.

On peut rappeler encore l'arrangement de 1950, lui aussi conclu avec l'Union indienne, sur les *facilités douanières*, prévus en général pour les « hautes personnalités », et spécialement pour le gouverneur du Damão, en raison des devoirs de sa charge qui l'obligent à *se déplacer très fréquemment entre l'arrondissement du Damão et celui du Nagar-Aveli*. (*Supra*, par. 26.)

46. Ces différents arrangements consacrent le droit de passage qui forme l'objet du présent litige. Certains règlent spécifiquement l'exercice de ce droit; tous en admettent l'existence. On ne peut les comprendre raisonnablement sans accepter le principe qui constitue leur *substratum* et qui éclaire le but qu'ils ont en vue.

Or c'est une des règles d'interprétation les moins contestées que celle d'après laquelle les conventions internationales doivent être comprises en fonction du *but* qu'elles poursuivent et de manière à produire un *effet utile* à cette fin.

Cette règle a été, fortement mise en relief dans de nombreux travaux de la doctrine — dans ceux notamment du *Harvard Research in International Law, Law of Treaties* (American Journal of International Law. Supplement, 29, 1935, pp. 937 ss.) et dans l'étude du professeur H. Lauterpacht (aujourd'hui Sir Hersch Lauterpacht, juge à la Cour internationale de Justice), parue en 1949 dans le *British Yearbook of International Law* sous le titre: *Restrictive Interpretation and the Principle of Effectiveness in the Interpretation of Treaties*. Elle a été consacrée à diverses reprises par la Cour permanente de Justice internationale (Série A, n° 9; Série A/B, n° 50; Série B, nos 6, 7, 9, 13, 17) et par la Cour internationale de Justice, qui l'a proclamée dans son arrêt de 1949 relatif à l'affaire du Détroit de Corfou (fond) (*Recueil 1949*, pp. 23-24) et dans ses deux avis consultatifs sur l'admission de nouveaux Membres des Nations Unies (*Recueils 1947-1948*, p. 62, et 1950, p. 8).

Dans le premier avis sur l'admission de nouveaux Membres des Nations Unies, la Cour a rejeté une interprétation qui aurait eu pour effet de faire perdre à la disposition « *sa signification et sa valeur* ».

Dans le second avis sur la même affaire, elle a proclamé que *les interprétations ne doivent pas conduire à des résultats déraisonnables ou absurdes.*

Dans son arrêt sur l'affaire du Détroit de Corfou, elle a affirmé qu'un accord doit être interprété « *d'une manière permettant à ses clauses de déployer leurs effets utiles.* »

Or, des accords comme le traité de Punem de 1779 et comme la convention de 1785 n'ont *signification et valeur*, ne conduisent à un *résultat raisonnable*, ne produisent un *effet utile*, que s'ils sont interprétés dans le sens d'un octroi à l'État portugais d'un droit de transit entre le Damão littoral et ses enclaves, comme moyen d'exercice de sa souveraineté, et notamment comme moyen d'assurer la défense de ces enclaves et d'y maintenir l'ordre.

47. Un autre principe d'interprétation universellement admis est que le sens d'un traité s'éclaire à la lumière de *l'attitude observée par les Parties dans son application.*

Sur ce point également la jurisprudence internationale est concluante.

Parmi les avis consultatifs de la Cour permanente de Justice internationale, on peut citer ceux qu'elle a donnés au sujet de la compétence de l'Organisation internationale du Travail (Série B, n° 2) et au sujet de la juridiction des Tribunaux de Dantzig (Série B, n° 15).

La Cour internationale de Justice s'est également prononcée en ce sens dans son arrêt précité du 9 avril 1949 relatif au Détroit de Corfou et dans son avis consultatif sur le Statut international du Territoire du Sud-Ouest africain (*Recueil 1950*, pp. 135-136).

La Cour permanente d'Arbitrage, elle aussi, avait eu l'occasion de prendre position sur ce point, notamment en 1910 dans le différend entre les États-Unis et la Grande-Bretagne au sujet des Pêcheries de l'Atlantique Nord (J. B. Scott, *Travaux de la Cour permanente d'Arbitrage de La Haye*).

Or les détenteurs successifs de la souveraineté sur les territoires contigus au Damão, au Dadra et au Nagar-Aveli, ont toujours interprété les instruments juridiques les liant au Portugal comme consacrant au profit de ce dernier le droit de passage qu'il revendique dans le présent litige.

48. De même, il est reconnu que le texte d'un traité doit être interprété comme couvrant les *conséquences nécessaires* des dispositions qu'il contient.

Cette règle a été énoncée, entre autres, par la Cour internationale de Justice dans son avis consultatif sur la Réparation des dommages subis par les agents des Nations Unies.

« Selon le droit international, dit la Cour, l'Organisation doit être considérée comme possédant ces pouvoirs qui, s'ils ne sont pas expressément énoncés dans la Charte, sont, par une conséquence nécessaire, conférés à l'Organisation en tant qu'essentiels à l'exercice des fonctions de celle-ci. » (*Recueil 1949*, p. 182.)

Peut-on hésiter à croire que le droit de passage revendiqué par le Portugal constitue une *conséquence nécessaire* de sa souveraineté sur les enclaves du Dadra et du Nagar-Aveli et donc une conséquence admise par les accords qui lui ont attribué cette souveraineté ?

B. Base coutumière

49. Le droit de passage du Portugal trouve également sa base dans la *coutume*. Il apparaît à la fois comme une *coutume locale* et comme l'application d'une *coutume générale*.

50. Le transit entre le Damão et les enclaves, ou entre les enclaves elles-mêmes, correspond à un usage ancien, continu et uniforme, observé comme un droit de l'État portugais et comme une obligation de l'État limitrophe.

Ce transit a toujours été pratiqué comme une nécessité, comme un moyen indispensable pour que le Portugal puisse exercer sa souveraineté sur les enclaves. Les faits qui attestent l'existence de cette pratique ont été suffisamment précisés dans la Première partie du présent mémoire pour qu'il soit nécessaire d'y revenir.

Un *titre historique* en résulte, qui suffirait au besoin pour donner un fondement solide au droit revendiqué dans le litige actuel. Qu'on le rattache à la notion de *prescription* ou à celle de *coutume*, peu importe. Les deux notions ont des connexions étroites et il est parfois difficile de les distinguer nettement. Ce qui est certain, c'est qu'un usage s'est développé pacifiquement, avec le consentement et même la participation active des États voisins intéressés ; c'est que cet usage, consolidé par le temps, confère au Portugal un droit qui ne peut plus être remis en question et qui existerait à son profit, même à défaut de tout autre titre.

51. Titre historique ou coutume locale, qui apparaît en même temps comme l'application particulière d'une coutume générale.

Le cas du Dadra et du Nagar-Aveli n'est pas en effet un cas unique. L'histoire offre de très nombreux exemples d'enclaves, et de nos jours on peut mentionner notamment :

— l'enclave indienne de *Mechval* en Nagar-Aveli, dont nous avons déjà parlé ;

— l'enclave britannique du *Basutoland*, dans l'Union de l'Afrique du Sud ;

— les enclaves belges de *Baarle-Duc*, dans les Pays-Bas ;

— les enclaves néerlandaises de *Baarle-Nassau*, dans Baarle-Duc ;

— l'enclave allemande de *Büdingen*, en Suisse ;

— l'enclave espagnole de *Llivia*, en France ;

— l'enclave italienne de *Campione*, en Suisse.

L'accès à ces enclaves est toujours admis au profit des États qui y possèdent la souveraineté. Il en était de même d'ailleurs pour les enclaves qui ont aujourd'hui disparu.

Nous sommes donc en présence d'une *coutume générale* qui suffirait pour établir le bien-fondé de la revendication du Portugal.

C. - *Les principes généraux du droit*

52. Parmi les droits que l'ordre juridique international reconnaît aux États, une distinction a été souvent faite entre les droits *fondamentaux* et les droits *dérivés*. Quoi qu'on pense de cette distinction, il est certain que les droits internationaux de l'État sont loin d'occuper tous la même position dans la hiérarchie des valeurs. Il en est qui, étroitement liés à la nature des choses, ont un caractère essentiel et relèvent des principes généraux, tandis que d'autres dépendent plus largement des contingences.

Dans la première catégorie figure sans l'ombre d'un doute ce qu'on est généralement convenu d'appeler le *droit à l'existence*.

Fauchille le considère même comme le seul droit vraiment fondamental. « De ce droit réellement primordial et essentiel, écrit-il dans son *Traité de droit international public*, découlent, comme corollaires nécessaires, se rattachant les uns aux autres par voie de déductions successives, comme les chaînons d'une unique chaîne, tous les autres droits classés comme *essentiels, innés, permanents, fondamentaux*. » (Tome I, 1^{re} Partie, par. 241.)

Et plus loin :

« Un État a incontestablement le droit de prendre toutes les mesures destinées à garantir son existence contre les dangers qui la menacent...

La conservation de soi-même comprend et implique l'exercice de tous les droits nécessaires à la sauvegarde de l'intégrité physique et morale de l'État, la faculté d'éloigner tout mal présent, de se prémunir contre tout danger certain de préjudice futur, de prendre les mesures nécessaires pour maintenir intacts les éléments mêmes de l'existence, le territoire, la population, le lien social. » (Par. 242.)

Ce droit à l'existence, avec tout ce qu'il comporte, n'est ni une création conventionnelle, ni une création coutumière. C'est un droit qui dépasse la convention et la coutume ; qui trouve en elles des confirmations, des précisions et des développements, mais qui s'enracine dans un principe général, ayant par lui-même force obligatoire.

53. Que le droit de passage revendiqué par le Portugal soit compris dans les exigences de ce principe général, il n'est pas difficile de le démontrer.

Le droit de l'État à l'existence est assuré par l'exercice de sa souveraineté. Celle-ci comprend des pouvoirs et des devoirs.

L'État peut et doit l'exercer, parce que les exigences de la collectivité nationale aussi bien que celles de la collectivité internationale, les convenances de l'existence intérieure aussi bien que celles des relations avec les autres États, le réclament.

Or, si la souveraineté s'applique à des enclaves, comment pourraient être exercés les droits, et être remplies les obligations corrélatives si l'État ne possédait pas le droit d'accès à ces enclaves ?

Comment pourrait-on dire souverain sur un certain territoire un État dont les autorités n'auraient pas la faculté de communiquer avec ce territoire ?

L'État à la souveraineté duquel est soumise une enclave a donc nécessairement le droit d'accès à celle-ci.

54. Le droit fondamental de l'État à l'existence implique le respect de son intégrité territoriale et de son indépendance.

Ne serait-il pas dérisoire d'admettre que ce qui est vrai de cette intégrité territoriale et de cette indépendance ne le serait pas d'une condition vitale, sans laquelle l'exercice effectif de la souveraineté est impossible ? Qui pourrait soutenir que les principes généraux interdisent de porter atteinte à l'intégrité du territoire d'un État et à son indépendance politique, mais n'interdisent pas de le détruire par étouffement ?

55. Les conventions et les coutumes auxquelles le Gouvernement portugais s'est référé plus haut ne sont, en réalité, que des manifestations concrètes de ce principe général. Elles le complètent en lui donnant certaines précisions, en l'adaptant à telle ou telle situation particulière ; mais elles trouvent en lui une base commune et leur ultime fondement.

56. La demande du Gouvernement portugais telle qu'elle est formulée dans la requête introductive d'instance s'appuie sur deux autres principes universellement admis.

Le premier de ces principes est que l'exercice de la souveraineté trouve sa limite dans le respect des droits d'autrui. En s'opposant à l'exercice du droit de passage du Portugal, l'Union indienne a donc agi en violation de ses obligations.

57. Le second principe n'est pas moins fermement établi que le premier. Il proclame qu'un État a l'obligation « de ne pas laisser utiliser son territoire aux fins d'actes contraires aux droits d'autres États », ainsi que la Cour l'a proclamé dans son arrêt du 9 avril 1949, relatif à l'affaire du Détroit de Corfou.

En tolérant l'organisation sur son territoire des entreprises armées qui ont été dirigées contre les enclaves portugaises, alors qu'il en avait connaissance et ne pouvait d'ailleurs pas les ignorer, le Gouvernement de l'Union indienne a donc également failli à ses obligations internationales.

58. Le droit de passage revendiqué par le Portugal dans la présente action s'appuie donc à la fois :

- 1° sur les principes généraux du droit ;
- 2° sur les accords que le Portugal a conclus avec les différents souverains dont l'autorité s'est exercée sur les territoires entourant ses enclaves de l'Inde — y compris l'Union indienne ;
- 3° sur le titre historique que lui confère une pratique près de deux fois séculaire ;
- 4° sur une coutume générale, à laquelle correspond, en l'espèce, une coutume locale et que celle-ci ne fait que confirmer.

Chacun de ces justifications serait à elle seule suffisante. En se superposant les unes aux autres, elles consolident le fondement du droit revendiqué.

59. Avant de clore ce mémoire en formulant les conclusions qui s'en dégagent, le Gouvernement portugais tient à rappeler le « principe universellement admis devant les juridictions internationales ... d'après lequel les parties en cause doivent s'abstenir de toute mesure susceptible d'avoir une répercussion préjudiciable à l'exécution de la décision à intervenir et, en général, ne laisser procéder à aucun acte, de quelque nature qu'il soit, susceptible d'aggraver ou d'étendre le différend ». (C. P. J. I., *Affaire de la Compagnie d'Électricité de Sofia*, ordonnance du 5 décembre 1939, Série A/B, n° 79.)

Le Gouvernement portugais entend se conformer scrupuleusement à ce principe. Il est en droit d'attendre que le Gouvernement de l'Union indienne le fasse également.

Conclusions

60. Les considérations de fait et de droit qui précèdent permettent au Gouvernement portugais de conclure à ce qu'il

PLAISE A LA COUR :

1. De dire et juger :

- a) que le Portugal a un droit de passage sur le territoire de l'Inde en vue d'assurer les liaisons entre son territoire de Damão (Damão du littoral) et ses territoires enclavés de Dadra et de Nagar-Aveli ;
- b) que ce droit comporte le transit des personnes et des biens, ainsi que le passage des représentants de l'autorité et des forces armées nécessaires pour assurer le plein exercice de la souveraineté portugaise dans les territoires en question.

2. De dire et juger :

- a) que le Gouvernement de l'Inde doit respecter ce droit ;
- b) qu'il doit s'abstenir, en conséquence, de tout acte susceptible d'en entraver ou d'en compromettre l'exercice ;
- c) qu'il ne peut davantage laisser s'accomplir de tels actes sur son territoire ;

3. De dire et juger que le Gouvernement de l'Inde a agi et continue d'agir contrairement aux obligations rappelées ci-dessus ;

4. De l'inviter à mettre fin à cet état de choses illicite.

(Signé) João de Barros FERREIRA DA FONSECA,

Agent du Gouvernement de la
République portugaise.

**Annexes au Mémoire du Gouvernement de la
République portugaise**

Annexe I

TRAITÉ ENTRE LE ROYAUME DU PORTUGAL ET L'EMPIRE
MAHIRATTE CONCLU A PUNEM LE 17 DÉCEMBRE 1779

[Traduction de la traduction officielle portugaise¹ du 6 janvier 1780.]

TRADUCTION DU TRAITÉ CONCLU A PUNEM

Sur le sceau, qui est à la fin, il est dit : Roi Xahu, Seigneur du Peuple et Trésor de Joie, son Ministre et Secrétaire, Madou Rau Naraena.

TRAITÉ D'ACCORD FAIT PAR LE SARCAR DE L'HONORÉ MADOU RAU PANDIT PRADAN, EN L'AN 1180 DE L'HÉGIRE (1779), AVEC L'ESTIMÉ NARAENA VITAL DUMÓ AGISSANT POUR LE GRANDIOSE D. JOSÉ PEDRO DA CAMARA, VICE-ROI PORTUGAIS DE GOA,

lesquels, examinant les matières se rapportant à l'amitié, établirent cet accord entre ledit Sarcar et les Portugais de Goa dans la forme suivante :

1^a

Si'il arrive que se rencontre sur mer la flotte du Sarcar avec celle des Portugais, ou que se rencontrent deux embarcations isolées, une de chaque partie, ou qu'une unique embarcation d'une des parties rencontre toute la flotte de l'autre partie, elles auront des procédés amicaux. Un article.

2

Si'il arrive que la flotte du Sarcar et celle des Portugais se rencontrent en mer, que l'une manque d'eau et de bois, l'autre en possédant en abondance, celle-ci réapprovisionnera celle-là en ces denrées. De la même manière, si l'une manque de vivres et que l'autre en soit bien munie, celle-ci en fournira à la première en recevant en argent liquide le prix en roupies. Ce qu'ils pratiqueront réciproquement. Un article.

3

La flotte du Sarcar ne s'opposera pas aux bateaux des ports portugais qui naviguent dans les mers de Chine pour commercer, transportant des cargaisons de marchandises à quelque port que ce soit pour y faire des achats et des ventes, ni les Portugais ne gêneront les bateaux des ports du Sarcar qui commerceraient avec ceux de Chine. Un article.

4

Les esclaves mâles et femelles qui s'enfuiraient des possessions du Sarcar sur les terres des Portugais seront rendus. Ce qu'ils pratiqueront réciproquement. Un article.

5

Les points litigieux antérieurs à ce traité ne seront plus remis en discussion ; réciproquement. Un article.

¹ Du mahratte.

² La numérotation des articles n'est pas faite dans l'original.

6

Puisque maintenant cet accord a été établi entre les deux parties, elles correspondront réciproquement avec sincérité s'il survient quelque mécontentement pour un motif quelconque de discorde et présenteront le litige par la voie de Procureur. Un article.

7

Les embarcations, parangues et barges marchandes qui, des possessions portugaises voudraient entrer dans celles du Sarcar avec des marchandises, aux fins de commercer, pourront le faire en payant au Sarcar des droits du même ordre que ceux anciennement perçus, et de la même façon, sans vexations pour personne. Les marchands ayant vendu leurs articles pourront emporter en franchise légumes et autres denrées. De même, les marchands des possessions du Sarcar qui entreraient dans celles des Portugais en barge ou parangue pourront leur vendre leurs légumes et autres denrées, et acheter en échange ce qu'ils voudront et, payant les droits de la manière depuis toujours employée, pourront retourner librement sans être opprimés par personne. Les parties se sont accordées réciproquement. Un article.

8

Quand les flottes, ou n'importe quelles nefes ou manchuas de guerre, des deux parties rencontreront des bateaux marchands des possessions du Sarcar et des Portugais, faisant route vers un port quelconque, elles ne devront pas les arraisonner sous prétexte qu'ils n'ont pas l'autorisation, mais elles leur donneront liberté totale. De même, s'il arrive que l'ennemi s'empare en mer de bateaux marchands de l'une ou de l'autre, ou des deux puissances, si les deux flottes, ou même un seul navire de guerre de l'une de ces deux puissances les rencontrent, ils porteront secours au bateau saisi en le mettant en liberté et en le convoyant pour assurer sa sécurité jusqu'à proximité de ses fleuves. Les commandants qui agiront ainsi seront récompensés par leurs chefs. Un article.

9

Quand la flotte du Sarcar, rencontrant la flotte ennemie, lui livrera bataille, la flotte et les frégates des Portugais survenant, elles lui prêteront aide et secours, sauf si cet ennemi était l'allié des Portugais. Et ceci les flottes des deux parties le pratiqueront. Un article.

10

Cet accord entre le Sarcar et les Portugais sera communiqué aux gouverneurs, spécialement à ceux des zones frontières et aux chefs des flottes, en leur ordonnant son observance. Au cas où lesdits Gouverneurs et Mahrattes y manqueraient, les Portugais et le Sarcar, de leur propre initiative, remettraient les choses en ordre. Ce qu'ils observeront réciproquement. Un article.

11

Si des soldats, des chefs militaires importants, des personnages, éminents ou non, de la Cour, et autres ressortissants s'enfuient des terres du Sarcar dans celles des Portugais, pour continuer leurs attaques et leurs conspirations contre lesdites terres du Sarcar, il ne leur sera pas

donné asile, ni permis de se réunir, ni, en particulier, lesdits traîtres ne pourront rester sur les confins des possessions. De même, si des soldats, des chefs militaires importants, et autres individus se réfugient des territoires portugais dans ceux du Sarcar, continuant leurs attaques et conspirations contre les territoires portugais, il ne leur sera pas donné asile, ni permis de se réunir, ni, en particulier, lesdits traîtres ne pourront rester sur les confins de ses possessions. Et cette observance sera réciproque. Un article.

12

Les Portugais ne prêteront pas secours aux ennemis du Sarcar, et ne leur fourniront ni approvisionnements ni aucun autre produit. Le Sarcar, non plus, ne donnera ni aide ni autre chose aux ennemis des Portugais. Un article.

13

Qu'une des deux parties soit faible ou forte, l'autre n'entrera en conflit avec elle, sous aucun prétexte, mais au contraire elle la traitera avec une sincère amitié, conformément à l'accord. Un article.

14

Les Cipayes et autres individus des domaines du Sarcar qui s'enfuieraient sur ceux des Portugais ne pourront y rester, ni y recevoir asile, mais devront être rendus. De même les soldats et autres individus des domaines portugais qui s'enfuieraient dans ceux du Sarcar, n'y resteront pas, ni n'y recevront asile, mais seront obligés de s'en retourner. Un article.

15

Les Portugais n'établiront à l'avenir aucune fortification en face de n'importe lequel des domaines de Goudjerate, Saunt, Cantevad, Surate, ni d'aucune autre place appartenant au Sarcar ; et ils donneront libre accès aux dépendances de ces domaines par les ports traditionnels de celles-ci, qu'ils possèdent actuellement. Un article.

16

Les bateaux marchands des domaines du Sarcar réputés perdus, et les bateaux naufragés qui échoueraient sur les côtes des Portugais seront restitués avec leur cargaison de marchandises. Au cas où ils entreraient dans ces ports par crainte de l'ennemi, les Portugais ne feront pas de difficultés ; et ceci sera rempli réciproquement. Un article.

17

Comme les Portugais lui ont fourni les plus grandes démonstrations d'une amitié prouvée par Naraena Vital Duinó et continueront à l'avenir de même sorte, le Sarcar donnera dès cette année à Damão, les spécifiant, des villages d'un revenu de 12.000 roupies, sans avoir sur eux domination et sans élever d'autres difficultés ; les Portugais, selon l'Accord établi, n'y construiront pas de forts, et les villages seront déterminés. Un article.

18

Ces derniers temps, la frégate des Portugais a été arraisonnée par le Sarcar, et par la flotte de Vizaedurga (Griem) ; elle a été restituée pour répondre à l'amitié des Portugais, et comme prix des marchandises il a promis de verser en roupies les sommes suivantes :

| | |
|--|--------------|
| En espèces, en un an | 66.454 |
| Bois de teck qui sera transporté en un an de Baçaim à Damão, pour la somme de | 3.000 |
| | Total 69.454 |

La somme est de 69.454 roupies qui seront ordonnées. Un article.

Il y a en tout, dans l'Accord, 18 articles à observer réciproquement, dans la forme qu'il prescrit. Ainsi a-t-il été entendu. Écrit le 7 du mois de Gilahés (17 décembre 1779). Résolution ferme.

Il est écrit sur le petit sceau : Fin de l'écrit.

Traduit par moi, Ananta Camotim Vaga, interprète de l'État de l'Inde le 6 janvier 1780.

(Signé) Ananta Camotim VAGA.

[Arquivo Histórico do Estado da Índia — Livro 2^o de Pazes. Tratados das Pazes entre o Magestoso Estado e Puném. (Ano de 1779) fls. 286r.-289v.]

Annexe 2

ORDRE DU SUBEDAR DE BAÇAIM AU CHEF DE SUARIM,
EN DATE DU 29 MAI 1783

[Traduction de l'enregistrement officiel portugais.]

ENREGISTREMENT DE L'ORDRE DE ANANDA RAU BICAGI, SUBEDAR DE BAÇAIM, POUR BALAGI QUESSÓ, FAISANT CHEF DE SUARIM DANS LA JURIDICTION DE BAGAVARÁ

L'an Suma Salás Samanin Maiam Va-alafa, a été communiqué le Sonodo du Sarcar, du 17 du mois de Rabilacár, par lequel est ordonné la remise au Gouvernement portugais de Damão de villages représentant 12.000 roupies de revenu, dans la juridiction de Baçaim. En exécution du présent ordre il a donné la Pragana de Nagar-Avely, étant réservés pour le Sarcar les droits¹ de ladite Pragana et six villages, à savoir : village de Dadra, village de Morcol, village de Ranadem-Grande, village de Sely, village de Sacly et village d'Auly. Ils restent au Sarcar de la manière ci-dessus indiquée, il remettra audit Gouvernement les autres villages de la Pragana et ordonnera au Peuple et aux patels de ladite Pragana d'obéir audit Gouvernement et ainsi fera-t-il accomplir.

Aujourd'hui 27 du mois de Jamadilacár qui est le 29 mai 1783.

[Secretaria do Governo de Damão. Livro do Registo dos Tratados-I-1783/1840, fls. 11.]

¹ Le mot « droits » désigne ici et dans les annexes 3, 4 et 5 les impôts perçus par les douanes. Sur la cessation de cette réserve, voir les annexes 6, 7, 13, 19 et 20.

Annexe 3

ORDRE DU SUBEDAR DE BAÇAIM AUX PATELS ET AU PEUPLE DE LA PRAGANA DE NAGAR-AVELI, EN DATE DU 29 MAI 1783

[Traduction de l'enregistrement officiel portugais.]

ENREGISTREMENT DE L'ORDRE DU SUBEDAR DE BAÇAIM, ANANDA RAU BICAGI, POUR LES PATELS ET POUR LE PEUPLE DE LA PRAGANA DE NAGAR-AVELI, L'AN SURSAN SALÁS SAMANIN MAIAM VA-ALAFÁ, QUI EST EN PORTUGAIS : L'AN 1783

Les droits de la Pragana de Nagar-Aveli, le village de Dadrá et ses droits et encore les villages de Morcol, de Ranadem-Grande, de Sely, de Sacly et d'Auly sont réservés au Sarcar.

Ils restent au compte du Sarcar dans la forme ci-dessus indiquée, et les autres villages j'ordonne qu'ils soient donnés au Gouvernement portugais de Damão auquel ils obéiront sans opposition aucune, passant sous les ordres de ce Gouvernement.

Aujourd'hui, 27 du mois de Jamádilacar qui est le 29 mai 1783.

[Secretaria do Governo de Damão. Livro do Registo dos Tratados-I-1783/1840, fls. 11.]

Annexe 4

REÇU DE LA PRAGANA DE NAGAR-AVELI, ÉTABLI LE 8 JUIN 1783

[Traduction de l'enregistrement officiel portugais.]

ENREGISTREMENT DU REÇU QUE L'ADMINISTRATEUR ET COMMANDANT MANUEL ANTÓNIO DE FARIA DÉLIVRA A BALAGI PANT QUÉSSÓ

Manuel António de Faria, citoyen de Damão et de cette ville l'Administrateur et Commandant, Juge du Contentieux, Procureur de la Couronne et des Finances, Auditeur du Ressort, Magistrat du Canton, Juge des Justifications et des impôts, curateur des défunts et des Absents dans ladite cité et ses dépendances, pour Sa Majesté Très Fidèle que Dieu Garde, etc., certifie que, me trouvant dans le village de Dadrá de la pragana de Nagar-Aveli avec Balagi Pant Quéssó, un des chefs de Suarim de la Juridiction de Bagavará, Nagar-Aveli, Calana et Puary, j'ai reçu dudit chef Balagi Pant Quéssó au nom de la Majestueuse Reine Très Fidèle du Portugal, Ma Souveraine, la Pragana de Nagar-Aveli, à l'exception des droits de ladite Pragana et des six villages suivants : Dadrá, Marcol, Ranadem-Grande, Sely, Sacly et Auly ; ledit chef m'a remis cette Pragana sur l'ordre, daté du 29 mai de l'année en cours, qu'il en a reçu du Subedar et Général de Baçaim, Ananta Rau Bicagy et ceci en vertu du Sonodo qu'il a reçu du Très Heureux Madó Rau Pandito Pardana, Seigneur de Punem et de son Empire, pour remettre au Majestueux État les villages pouvant donner un revenu de douze mille roupies par an, en accomplissement du Traité de Paix fait à Punem en l'an 1780¹, et ledit Subedar Général s'est obligé à faire

¹ Il s'agit du traité reproduit à l'annexe 1, la date mentionnée ici et dans les annexes 5, 6 et 7 étant celle de la traduction portugaise officielle. Voir par. 12 du mémoire.

la remise en plus de cette Pragana, après avoir constaté leur revenu au Darbar de Punem, d'autres villages pour atteindre auxdites douze mille roupies de revenu par an.

Fait par moi, Francisco Caetano Coutinho Pereira, Tabellion Public des Écritures, Greffier du Contentieux des Finances qui ai signé avec ledit Administrateur.

Dadrá, le 8 juin 1783. Francisco Caetano Coutinho Pereira; Manuel António de Faria.

[Secretaria do Governo de Damão. Livro do Registo dos Tratados-I-1783/1840 fls. 2r - Doc. 5.]

Annexe 5

ACTE DE PRISE DE POSSESSION DE LA PRAGANA DE NAGAR-AVELI, EN DATE DU 10 JUIN 1783

[Traduction de l'original portugais.]

DESCRIPTION ET PRISE DE POSSESSION DE LA PRAGANA NAGAR-AVELY DE LA JURIDICTION DE DAMÃO

ACTE DE PRISE DE POSSESSION DE LA PRAGANA DE NAGAR-AVELY, A L'EXCEPTION DES DROITS AFFÉRENTS ET DES SIX VILLAGES DE DADRA, MORCOL, RANADEM-GRANDE, SELY, SANCLY, ET AMBLY

En l'an 1783 après la naissance de Notre Seigneur Jésus Christ, le 10 juin, dans le village de Noroly de la Pragana Nagar-Avely, en présence de l'Administrateur et Commandant de Damão, Manuel António de Faria qui fait fonction de Juge du Contentieux et Procureur, Auditeur et Magistrat du Ressort, et de l'huissier du Trésor Lucas de Sá Batista, moi, Francisco Caetano Coutinho Pereira, tabellion public des Écritures et greffier du Trésor, venu avec les sus-nommés audit village prendre possession de ladite Pragana, sur l'autorisation que le Gouverneur de la Place de Damão, João Gomes da Costa, a reçue du Subedar Général de Baçaim, Ananda Rau Bicagi, le 29 mai de l'année en cours, pour être mis en possession de ladite Pragana, à l'exception des droits afférents et des six villages énumérés plus haut, pour le compte du Majestueux État Portugais, en vertu des ordres qui furent expédiés par la Maison de Punem audit Subedar Général, selon lesquels cette maison donnait audit État des villages d'un revenu de douze mille roupies par an, conformément au traité d'accord fait à Punem le 6 janvier 1780; par cet ordre, par un autre ordre de Balagi Pant Quessó, chef du Suary de Bagavara, de Calana Puary et de Nagar-Aveli, en date du 8 juin de la même année, et sur l'ordre encore que ledit Subedar général a reçu de faire la remise de ladite Pragana au susdit État Portugais, ledit Juge et Procureur du Trésor a fait convoquer tous les naïques et patéis de ladite Pragana, et après leur avoir intimé les ordres du susdit Subedar général et du chef Balagi Pant Quessó et après avoir reconnu les villages et leur revenu il leur a déclaré qu'il venait, dans ce village de Noroly, prendre possession des soixante-deux villages de la Pragana de Nagar-Avely, y compris celui de Noroly, et que cette prise de possession était

faite au nom dudit Gouverneur de la Place de Damão, João Gomes da Costa, et du très Illustre et très Excellent Seigneur D. Frederico Guilherme de Sousa, Gouverneur et Capitaine Général de l'Inde et de l'Asie portugaise, pour la Royale Couronne de la Reine Très Fidèle du Portugal, Notre Dame, que tous reconnaîtront pour leur Souveraine, et aux Gouverneurs et Capitaines Généraux de laquelle ils obéiront ; tous lesdits naïques et patels ayant répondu qu'à partir de ce jour ils reconnaissaient pour leur Reine et Dame la Très Fidèle Reine du Portugal, qu'ils étaient prêts à obéir en tout ce qui leur serait ordonné par ses Gouverneurs et Capitaines Généraux, ledit Juge du Contentieux et Procureur, aussitôt après, en présence de tous, prit possession des soixante-deux villages déclarés plus haut, ayant ouvert et fermé les portes, ayant coupé des branches d'arbres fruitiers et non fruitiers, foulant le sol et lançant de la terre en l'air, ayant dit « vive la Souveraine Reine du Portugal, Notre Dame! » ; tous ayant répondu à voix haute « Vive ! », il considéra l'acte comme terminé et m'ordonna de faire cet acte qu'il signa avec l'Huissier du Trésor, tous les Naïques et Patels et moi-même, le Tabellion et Greffier, qui l'ai rédigé.

— Francisco Caetano Coutinho Pereira — Manuel António de Faria — Lucas de Sá Batista — Seing de Jam Ramá Naïque — Seing de Ser Bapú Naïque — Seing de Gunágy Baból Patel — Seing de Siradá Deogy Patel — Seing de Darmágy Vangar Naïque — Seing de Ramá Malgy Naïque — Seing de Guimbol Caná Patel — Seing de Arju Gocol Naïque — Seing de Pilagy Patel — Seing de Vissá Darmó Patel — Seing de Natú Valá Patel — Seing de Ramogy Patel — Seing de Reris Damá Patel — Seing de Govan Nangy Patel — Seing de Caná Vanssa Patel — Seing de Tontíá Lacamá Patel — Seing de Augy Candú Naïque — Seing de Iriá Bicá Patel — Seing de Radu Candoriá Patel — Seing de Razan Querariá Naïque — Seing de Moríá Patel — Seing de Bicary Dacú Patel — Seing de Saugy Damgrá Patel — Seing de Vicá Cussana Patel — Seing de Mariá Malorá Patel — Seing de Ratane Sangy Patel — Seing de Siva Naeriá Patel — Seing de Rupagy Naïque — Seing de Cheiytá Ramá Patel — Seing de Mangy Vor Patel — Seing de Daná Caná Patel — Seing de Anssá Patel — Seing de Suncá Gorat Patel — Seing de Mayamgy Satua Patel — Seing de Sonian Darman Patel — Seing de Rataná Arpalíó Patel — Seing de Moliá Patel — Seing de Laxy Dagy Patel — Seing de Mariá Somá Patel — Seing de Ditó Dariá Patel — Seing de Dacú Janá Patel — Seing de Malgy Rarió Patel — Seing de Bicá Patel — Seing de Bablá Dangrá Patel — Seing de Givá Bimá Patel — Seing de Janá Vessá Patel — Seing de Janá Vagá Patel — Seing de Suban Naïque — Seing de Raniam Patel — Seing de Calú Patel.

[Arquivo Histórico do Estado da Índia. Livro do Termo de Posse de Nagar-Aveli.]

Annexe 6

REÇU DES SIX VILLAGES RESTANTS DE LA PRAGANA DE
NAGAR-AVELI, ET DES DOUANES DE CELLE-CI,
ÉTABLI LE 22 JUILLET 1785

[Traduction de l'enregistrement officiel portugais.]

ENREGISTREMENT DE LA COPIE DU REÇU ÉTABLI PAR LE COMMANDANT ET ADMINISTRATEUR DU TRÉSOR ROYAL ET JUGE DU CONTENTIEUX A SADACIVA PANT, ADMINISTRATEUR DES SIX VILLAGES RESTANTS DE LA PRAGANA DE NAGAR-AVELI, DE LA MANIÈRE SUIVANTE :

Manuel António de Faria, Commandant et Administrateur du Trésor royal, Juge du contentieux, Procureur de la Couronne de la Place de Damão. Dans le village de Dadrá, de la Pragana de Nagar-Aveli, à Sadaciva Pant, Administrateur des six villages restants de ladite Pragana. Au nom de la Souveraine Reine du Portugal, Notre Dame, j'ai reçu dudit Sadaciva Pant, Administrateur desdits six villages, ces mêmes villages, à savoir Dadrá, Ranadem-Grande, Sely, Sacly, Auly et Morcol, j'en ai pris possession et aussi des douanes de toute la Pragana ; villages et douanes que remit le très Heureux Madu Rau Pandito Pradana, Seigneur de Punem et de son Empire, au Majestueux État Portugais, par le traité d'Accord conclu à Punem en 1780 ; et, de la manière dont j'ai reçu, et dont j'ai pris possession, desdits six villages restants de la Pragana de Nagar-Aveli, de laquelle j'ai pris possession le 10 juin 1783, pour la couronne de la Très Fidèle Reine du Portugal, Notre Dame, et aussi des douanes de toute la Pragana, avec toutes les solennités de la loi, je fis établir par le Tabellion Public des Écritures et greffier du contentieux du Trésor, qui a signé ci-dessous, ce reçu que j'ai signé avec lui.

Dadrá le 22 juillet 1785. Francisco Caetano Coutinho Pereira. Manuel António de Faria.

[Secretaria do Governo de Damão. Livro do Registo dos Tratados-I-1783/1840 - fs. 6r.]

Annexe 7

ACTE DE PRISE DE POSSESSION DES SIX VILLAGES
RESTANTS DE LA PRAGANA DE NAGAR-AVELI ET DES
DOUANES DE CELLE-CI, EN DATE DU 22 JUILLET 1785

[Traduction de l'enregistrement officiel portugais.]

ENREGISTREMENT DE L'ACTE DE PRISE DE POSSESSION DES SIX VILLAGES RESTANTS DE LA PRAGANA DE NAGAR-AVELI ET DES DOUANES DE CELLE-CI, DE LA MANIÈRE SUIVANTE :

En l'an 1785 après la naissance de Notre Seigneur Jésus Christ, le 22 juillet, dans le village de Dadrá de la pragana de Nagar-Aveli, en présence du Commandant et Administrateur du Trésor Royal de la place de Damão, Manuel António de Faria et de l'huissier du Trésor,

Lucas de Sá Baptista, moi Francisco Caetano Coutinho Pereira, tabellion public des Écritures et Greffier du Contentieux du Trésor venu à ce village prendre possession des six villages restants de ladite pragana et aussi des douanes sur l'autorisation que le Gouverneur de ladite place de Damão, João Gomes da Costa, a reçu par Sonodo du Très Heureux Mado Rau Pandito Pradana, Seigneur de Puncem et de Son Empire, et du Subedar Général de Baçaim, Givagi Gopal, pour l'administrateur desdits villages, Sadaciva Pant, de les remettre au Majestueux État Portugais pour qu'ils restent en possession de la Très Fidèle Reine du Portugal notre Souveraine ainsi que toute la pragana de Nagar-Aveli et ses Douanes conformément au traité d'accord fait à Puncem le 6 janvier 1780 par lequel ladite Maison de Puncem donnerait à l'État Portugais des villages qui rendraient 12000 roupies par an pour l'approvisionnement de la place de Damão; étant aussi présent ledit administrateur Sadaciva Pant, celui-ci en présence des Naïques et patels de ces villages dit qu'il ne mettait pas en doute la remise desdits villages et des douanes de toute la pragana et parce que ainsi était conforme au traité, le susdit Commandant et administrateur du Trésor Royal a pris possession des villages et douanes mentionnés au nom dudit Gouverneur de la place de Damão João Gomes da Costa et du Très Illustre et Très Excellent Seigneur Gouverneur et Capitaine Général de l'État de l'Inde, Dom Frederico Guilherme de Souza, avec toutes les solennités d'usage, pour la Couronne de la Reine de Portugal Notre Souveraine, et il a ordonné d'établir cet acte qu'ont signé ledit administrateur Sadaciva Pant, les naïques et patels ci-dessous déclarés, ledit Commandant et administrateur et l'huissier du Trésor, moi, dit tabellion et rédacteur qui l'ai écrit — Francisco Caetano Coutinho Pereira — Manuel António de l'aria — Seing de Sadaciva Pant, administrateur des six villages — Seing de Jan Ramá, naïque de la Pragana — Seing de Arryguna Gocol, naïque de ladite Pragana — Seing de Dagi Naná, patel de Dadrá — Seing de Naná Gaogi, patel du village de Sely — Seing de Damá Malgi, naïque du village de Morcol — Seing de Oliá Ramogi, patel du village d'Auly — Seing de Bicá Ramogi, patel du village de Saely — Seing de Cacar Bimogi, patel du village de Ranadem-Grande — Lucas de Sá Baptista.

[Secretaria do Governo de Damão. Livro do Registo dos Tratados-I-1783/1840 fls. 5v.]

Annexe 8

CAPITULATIONS RELATIVES AUX CONDITIONS DANS LESQUELLES LE PORTUGAL A REÇU LA PRAGANA DE NAGAR-AVELI

[Traduction de l'enregistrement de la traduction officielle portugaise de 1785.]

TRADUCTION DES CAPITULATIONS PAR LESQUELLES LE SARCAR DE PUNEM A REMIS LA PRAGANA DE NAGAR-AVELI A L'ÉTAT DE S. M. TRÈS FIDÈLE POUR ASSURER LE MAINTIEN DE LADITE PRAGANA DANS LA FORME FIXÉE PAR LESDITES CAPITULATIONS SUIVANTES

1°

Les pagodes situées à Dadrá, Noroli et dans les autres villages de la Pragana de Nagar-Aveli doivent être conservées dans leur état du temps du Seigneur mahratte.

2°

Les fermiers des Praganas de Calana, de Povari, de Sanjana et de Naer vont couper du bois de teck dans ladite Pragana et ont coutume de payer comme droit une charretée dudit bois au Patel du village, et emportent une charretée en franchise pour dix charretées, payant seulement les droits pour huit charretées au percepteur des droits de ladite Pragana.

3°

Si les dublâs serfs et les fermiers de ladite juridiction s'en absentaient pour aller dans la juridiction du Seigneur mahratte, il s'efforcera de les remettre aux Portugais, et ceux-ci doivent agir de même, au cas où quelques-uns des fermiers et dublâs s'absenteraient pour gagner ladite Pragana.

4°

Tout coupable qui s'enfuierait sur les terres du Seigneur mahratte, et aussi de son pays pour cette juridiction devra être remis d'une juridiction à l'autre.

5°

Les brahmanes et les batelâs qui vivent dans ladite Pragana, et qui étaient exempts du paiement des canons des maisons et des billets de mariage, doivent conserver le même usage sans qu'on innove rien de contraire à cet usage.

6°

Les fermiers de la Juridiction du Seigneur mahratte ont l'habitude d'emporter du bois pour la construction des maisons, de la paille et du bois de feu, sur lesquels ils ne payent aucun droit ; les Portugais doivent la conserver sans changement, de même qu'ils doivent laisser passer en franchise tout objet que ledit Seigneur mahratte veut emporter pour le service d'une quelconque de ses forteresses, et maisons du Sarcar.

7°

Les Maures Cassabés qui se trouvent à Damão et dans sa Juridiction ont l'habitude d'amener les troupeaux des possessions du Seigneur

mahratte à Damão, ce qu'on n'a jamais autorisé ; et quand ils constateront que lesdits Maures veulent emporter certains troupeaux du Nagar-Aveli, les Portugais ne les laisseront emporter en aucune manière, et les châtieront comme ils le méritent.

8^o

Les Portugais ont l'habitude d'élèver dans leur foi tous les enfants orphelins ; c'est ce qu'on ne pourra pas faire avec les habitants du Nagar-Aveli.

9^o

On ne doit en rien entraver les habitants de ladite Pragana dans les rites et les coutumes de leurs dévotions, qu'ils devront continuer à pratiquer comme au temps du Seigneur mahratte.

10^o

Les recouvrements que les fermiers du Seigneur mahratte auraient à faire dans ladite Pragana seront faits sans nul empêchement, par accord direct avec les débiteurs.

11^o

Ils ne doivent édifier aucune Place ni aucune forteresse dans ladite Pragana et ils étoufferont toute rébellion des Colys qui se produirait dans ladite Pragana.

[Secretaria do Governo de Damão. Livro do Registo dos Tratados-I-1783/1840. fls. 111.]

Annexe 9

LETTRE DU GOUVERNEUR DE DAMÃO AU CHEF DE
BAGAVARA, EN DATE DU 5 AVRIL 1798

[Traduction de la traduction officielle portugaise de l'époque.]

TRADUCTION DE LA COPIE DE LA LETTRE DU GOUVERNEUR DE DAMÃO,
DUARTE FRANCO DE HORTA, A RAMACHANDRA NARANA, CHEF DE BAGAVARA

Aujourd'hui à midi j'ai répondu à Votre Seigneurie au sujet du différend de la dette entre Manachergi Nourogi et le Chef Gulmahamad, et d'ici quatre jours le Chef et les gens peuvent venir, je lui communiquerai ce qui aura été résolu.

Maintenant, j'ai reçu la nouvelle que Votre Seigneurie a envoyé une garde dans la Pragana de Nagar-Aveli et qu'elle était arrivée au village de Dadra. Depuis que le Très Heureux l'a cédée au Majestueux État celui-ci en a pris possession comme d'une chose sienne et j'ignore sur quoi se base l'envoi par Votre Seigneurie de ladite Garde, car Elle sait qu'en cette matière Elle aurait dû écrire au Très Excellent Capitaine Général à Goa, d'où, après cette affaire traitée avec le Sarcar de Punem, la solution de ceci aurait dû m'être communiquée par ledit Très Excellent, afin que j'exécute ses ordres ; c'est pourquoi il faut me déclarer le motif de

la venue de ladite garde, pour que j'en rende compte au Très Excellent Capitaine Général, et qu'il soit communiqué au Sarcars de Punem, et que vienne de lui une réponse juste. Et Votre Seigneurie a l'obligation de répondre à ce sujet. Il n'y aurait pas de raisons pour que je n'envoie pas la milice prendre des mesures avant l'arrivée de ladite Garde ; cependant comme la pragana n'a pas été conquise par les armes, et qu'une bonne amitié existe entre les deux Sarcars, et que ce fut par stipulation de cette amitié que cette pragana fut cédée par le Très Heureux à Sa Majesté, sans pouvoir sur elle d'un autre Souverain, et comme, très certainement, le Très Heureux, comme Grand, ne mettra pas en doute une cession faite par amitié à Sa Majesté, Votre Seigneurie doit penser de même. Votre Seigneurie a écrit sa lettre avec beaucoup d'amitié, parlant d'affaires particulières, sans m'apprendre cependant ladite nouvelle, procédé qui est contraire à cette amitié, c'est pourquoi j'attends qu'elle fasse retirer ladite garde illégale. Pour moi j'ai écrit là-dessus à Goa, où mon Supérieur prendra une décision, réclamant à Punem, où cette affaire doit être traitée pour éclaircir ce qu'il y a à faire, et notre amitié étant ferme, je n'ai pas besoin d'en dire plus.

Écrite le 17 du mois de Saval (5 avril 1798).

Que Votre Seigneurie me conserve en sa grâce et son amitié.

[Arquivo Histórico do Estado da India. Livro de Damão n° 5 A. fs. 288.]

Annexe 10

LETTRE DU GOUVERNEUR DE DAMÃO AU CHEF DE
BAGAVARA, EN DATE DU 8 AVRIL 1798

[Traduction de la traduction officielle portugaise de l'époque.]

LETTRE DU GOUVERNEUR DE DAMÃO, A RAMACHANDRA NARANA, CHEF
DE BAGAVARA

Je pense que Votre Seigneurie a reçu ma lettre du 5 avril, dans laquelle je lui parlais de la question de la garde placée dans la pragana de Nagar-Aveli, et je m'étonne de ne pas avoir reçu Sa réponse, que j'attends toujours.

J'apprends que ladite garde se livre à des actes arbitraires qui ont jeté le trouble parmi les Naïques, les Patels et la population. Ceci est au préjudice des deux parties. Veuillez donc l'éviter, en donnant des ordres à ladite garde, car Votre Seigneurie, ne le faisant pas, serait responsable des dégâts. A moi il ne me coûterait rien d'envoyer des troupes faire évacuer la garde et prendre des mesures dans la pragana, mais je ne ferai rien à cause de l'ancienne amitié qui subsiste entre les deux Sarcars. J'ai déjà rendu compte à Goa d'où je pense on a communiqué ce litige au Sarcars de Punem et suivant ce qu'il résoudra, j'attends les ordres du Très Excellent Capitaine Général de Goa ; de ceci, Votre Seigneurie doit être certaine, et pour cela doit faire respecter ladite pragana ; il ne sera pas bon d'y causer des dégâts, considérant comme je garde le silence jusqu'à aujourd'hui, pour ne pas nuire à la bonne amitié du

Sarcar, et eu égard à celle-ci Votre Seigneurie doit s'attendre à ce que j'exécute les ordres que je recevrai de mon supérieur de Goa. Je n'ai pas besoin d'en dire plus long.

Écrite le 20 du mois de Saval (8 avril).

[Arquivo Histórico do Estado da India. Livro de Damão n° 5 A. fs. 289.]

Annexe II

LETTRE DU CHEF DE BAGAVARA AU GOUVERNEUR
DE DAMÃO, EN DATE DU 7 AVRIL. 1798

[Traduction de la traduction officielle portugaise de l'époque.]

RÉPONSE DE RAMACHANDRA NARANA FAITE AU GOUVERNEUR DE DAMÃO

J'ai reçu la lettre de Votre Seigneurie où elle me demande d'envoyer le chef Gulmahamad avec un prud'homme dans quatre jours, pour que, informée de l'affaire par les deux parties, elle prenne une décision.

Quant à dire, en un long récit, que je n'ai pas annoncé l'envoi que j'ai fait de la Garde dans la pragona de Nagar-Avely, procédé contraire à notre amitié, j'ai écrit récemment deux lettres. Les ordres du Sarcar sont rigoureux, c'est sur eux que j'ai envoyé la garde, et comme il y a amitié entre le Très Heureux et Votre Seigneurie le fait qu'elle ait été envoyée n'a pas d'importance, car le Très Heureux a perçu les recettes d'un an sur les domaines : tous ont payé ; il ne peut avoir de crainte pour cette action et il n'en aura pas. Votre Seigneurie a rendu compte à Goa, au Grandiose Général, la réponse viendra, mais étant déjà venu le montant des revenus exacts d'une année, il n'y a là nul conflit. J'ai envoyé la carte de Votre Seigneurie à Baçaim. Votre Seigneurie doit écrire au Très Heureux Subedar qui répondra dans les huit jours. Il est bon de faire les choses avec droiture et comme nous sommes amis, que Votre Seigneurie ne s'inquiète pas de la garde. J'ai moi aussi écrit au Subedar, Votre Seigneurie en fera autant, et j'accomplirai la réponse qu'il y aura. Je suis heureux que Votre Seigneurie ait fait suspendre la vente de la Maison de Manachergi Nourogi, et d'ici quatre jours j'enverrai le chef Gulmahamad ; Votre Seigneurie voudra bien l'entendre et décider de l'affaire avec Justice. Je ne m'étends pas davantage.

Écrit le 18 du mois de Saval (7 avril).

[Arquivo Histórico do Estado da India. Livro de Damão n° 5 A. fs. 288v.]

*Annexe 12*LETTRE DU CHEF DE BAGAVARA AU GOUVERNEUR
DE DAMÃO, EN DATE DU 9 AVRIL 1798*[Traduction de la traduction officielle portugaise de l'époque.]*

RÉPONSE DE RAMACHANDRA NARANA AU GOUVERNEUR DE DAMÃO

J'ai reçu aujourd'hui la lettre de Votre Seigneurie, datée d'hier, mais je n'ai pas encore reçu de réponse à celle du 1^{er} courant (20 mars). Quant à dire que la Garde qui a été dans la pragana de Nagar-Aveli a causé des troubles dans la population, ce qui était contre l'amitié, la lettre du cinq, que j'ai reçue à neuf heures le 6, a reçu une réponse à une heure de l'après-midi, et je m'étonne que Votre Seigneurie n'ait pas reçu cette réponse que je lui ai expédiée. Il n'y a pas besoin d'inquiéter le peuple, et pour éviter des dommages aux deux Sarcars j'ai ordonné au Carcuno de ladite garde de ne pas nuire à la population, et de se tenir en garde, je lui ai réitéré le même ordre maintenant ; il n'y aura pas de troubles injustes. La garde est allée, conformément aux ordres du Sarcar, à prendre les mesures qu'il voulait ; comme Votre Seigneurie, sans ordre de Goa, ne peut donner d'argent, et que Goa ne peut manquer de régler la question après le compte rendu de Votre Seigneurie, il est inutile qu'elle invoque beaucoup de questions, car il n'y a pas de changement dans l'amitié, si ancienne, qui subsiste entre les deux Sarcars, et il n'y aura aucune difficulté, une fois leur réponse arrivée, du côté de Baçaim ni de Punem, où Votre Seigneurie doit écrire. Je ne m'étendrai pas davantage.

Écrit le 21 du mois Saval (9 avril).

Traduites¹ par moi interprète de l'État, Bouguna Camotim Vaga.

[Arquivo Histórico do Estado da India. Livro de Damão n° 5 A. fs. 289.]

*Annexe 13*LETTRE DE DADO ARI ET VAMANAGI ARI A PARRIRAMA
PANTA NANA ET VITAL PANTA DESSAY,
EN DATE DU 17 MAI 1798*[Traduction de la traduction officielle portugaise du 31 mai 1798.]*

Copic

Traduction

Aimés et Honorés Parrirama Panta Nana et Vital Panta Dessay.

Nous, Dado Ari et Vamanagi Ari, vous envoyons nos salutations, déclarant que l'Honoré Vital Rao Gorqui, Émissaire des Portugais de Goa, a exposé que, la pragana de Nagar-Aveli à Damão ayant été cédée avec ses droits à l'État Portugais, on a voulu percevoir pour le Sarcar, conformément aux ordres généraux, les revenus d'un an, ce pourquoi le chargé de la Forteresse d'Arzunagodo y a placé une garde, et l'émissaire a demandé qu'on fit retirer cette garde sans qu'elle perçût ces revenus.

¹ Référence à cette lettre et à celles des annexes 9, 10 et 11.

Par conséquent, nous rendons compte à Vos Seigneuries que ledit recouvrement ne comprend pas l'État Portugais, et leur demandons de faire sortir la garde que le chargé de Arzunagodo a placée, en restituant ce qui a été perçu sur l'intervention de cette garde ; et les droits seront décomptés dans les comptes annuels, dont on enverra des déclarations spécifiées.

Écrit le 30 du mois de Gilcao (17 mai 1798).

Nous ne nous étendrons pas davantage.

Signature.

Traduit le 31 mai 1798.

Bouguna Camotim Vaga,
Interprète de l'État.

[Arquivo Histórico do Estado da Índia. Livro de Damão n° 5. fis. 295.]

Annexe 14

LETTRE DU GOUVERNEUR DE DAMÃO AU GOUVERNEUR DE
SURREATE, EN DATE DU 7 MARS 1826

[Traduction de l'enregistrement de l'original portugais.]

Au très Illustre Monsieur João Romer, Agent politique et Gouverneur de Surrate.

J'ai l'honneur de vous informer que le 3 de ce mois, quelques cavaliers de Darampor sont entrés dans le village de Randa Pequena de la Jurisdiction de cette Place, et qu'ils ont commis l'insulte d'emmener prisonnier le Baniane Gorage, fermier dudit village, comme il ressort du compte rendu du Commandant Militaire. Ayant fait procéder à une enquête auprès de différents témoins, ils m'ont tous certifié le fait, et dernièrement une personne de cette Place, qui se trouvait à Darampor, m'a avisé que ledit Baniane était arrivé là garrotté et qu'on l'avait mis en prison, puis qu'on avait fait former un cercle d'hommes pour le fouetter en lui disant de donner 40.000 roupies faute de quoi on le tuerait ; que là-dessus il en survint quelques autres qui le sauvèrent des coups, mais ledit Baniane est encore prisonnier, jusqu'au moment où il donnera 5.000 roupies sans quoi il sera battu. On ne permet pas qu'il lui soit donné d'aliments et on exerce sur lui d'autres sévices. Ce même Radjah de Darampor, il y a à peu près un mois, a pendant quelque temps empêché le passage des charrois de bois, qui venaient à cette Place, et récemment il a exigé de nouvelles contributions pour les personnes, les bœufs et les charrettes qui sortaient de ladite Jurisdiction, ce dont je vous informerai mieux plus tard. J'ai immédiatement écrit audit Radjah de me remettre ledit fermier et les hommes qui l'avaient enlevé de force, pour les punir, et j'ai fait marcher cent hommes d'infanterie avec deux pièces d'artillerie sur le village de Noroli de ladite Jurisdiction, et j'ai ordonné la mise sous les armes de 500 villageois, jusqu'à ce que ledit Radjah me donne une satisfaction convenable de l'injure reçue, car même si ledit Baniane avait commis un crime sur son territoire il aurait pu m'en aviser pour que je le châtie, mais jamais violer avec une force armée le territoire de Sa Majesté le Roi mon Souverain ; c'est pourquoi j'ai fait amener dans cette Place tous les sujets dudit Radjah, qui se trouvaient sur les terres de ma Juri-

diction et j'ai donné l'ordre au Commandant de la Force armée de se mettre sur la défensive. Je n'ai pas encore reçu de réponse à la lettre que j'ai écrite au susdit Radjah, ce qui me donne à entendre qu'il persiste dans ses procédés perfides ; je me vois dans la triste nécessité d'agir, pour l'honneur de ma Nation et de la charge que j'occupe, je constate que mon sujet est encore retenu en prison. Donc, je vous avise, pour connaître les relations que le Gouvernement Britannique entretient avec ce Radjah, car s'il est sujet de Sa Majesté Britannique, je réclamerai justice à l'Honorable Gouverneur en son Conseil. Si ces relations n'existent pas entre le Radjah et le Gouvernement Britannique, je me propose d'obtenir la satisfaction due par les moyens que le Droit des gens et la dignité de ma charge m'offrent.

Dieu conserve Votre Seigneurie de longues années durant.

Damão, 7 mars 1826.

[Arquivo Histórico Ultramarino. Coleção de Nagar-Aveli — Pasta 147.]

Annexe 15

LETTRE DU GOUVERNEUR DE SURRATE AU GOUVERNEUR
DE DAMÃO, EN DATE DU 9 MARS 1826

[*Enregistrement de l'original anglais.*]

Réponse du Gouverneur de Surate à ce Gouvernement, reçue le 12 mars¹.

To His Excellency Snr. Julião José da Silva Vieira Governador de
Damão

Sir,

I have the honor to acknowledge the receipt of Your Excellency's letter, dated the 7th instant, informing me of the infraction of the Portuguese territory, by some horsemen of the Raja of Dhurumpor coming to the village of Randá, and therein seizing the person of the farmer of the village, named Jeuray whom they forcibly carried away to Dhurumpor, where he is still retained and maltreated ; and of the measures you have taken to obtain the release of Jeuray and satisfaction for the insult. I have lost no time in calling upon the Raja to set your subject at liberty, and to give an explanation of his alleged misconduct, that suitable reparation for the insult may follow. The Hurkará proceeding to Dhurumpor will deliver this letter to Your Excellency ; by his return I hope to hear that Jeuray has been released. I have the honor to be, Sir, your most obedient servant.

John Romer A. G. Surrate 9th March 1826.

Certifié conforme à la lettre du Gouverneur de Surrate qui se trouve dans ce Secrétariat et à la réponse dudit Gouverneur qui se trouve aussi dans ce Secrétariat du Gouvernement. Damão, le 4 mai 1826¹.

Joaquim Jacob Salv.^{or} Ferns.
Secrétaire du Gouvernement.

[Arquivo Histórico Ultramarino. Coleção de Nagar-Aveli — Pasta 147.]

¹ Traduit du portugais.

Annexe 16

DÉPÊCHE DU GOUVERNEMENT DE DAMÃO AU GOUVERNEUR GÉNÉRAL DE L'ÉTAT DE L'INDE, EN DATE DU 7 MARS 1849

[Traduction de la copie de l'original portugais.]

État de l'Inde — Gouvernement Général. Nova Goa — Copie.

Doc. de la dépêche n° 17 de l'an 1850.
Gouvernement de Damão — Numéro trente-sept.

Très Illustre et Très Excellent Seigneur,

J'ai l'honneur de porter à votre connaissance que j'ai appris, par un rapport du Commandant de la Pragana, qu'un Patel et quinze hommes armés de flèches, de sabres et autres armes, du village de Vardum, du territoire du Radjah de Darampor sont entrés dans le village de Randa Pequeno de notre Pragana à l'occasion de la foire de produits saisonniers et de poisson salé qui se tient d'habitude là chaque semaine, et voulurent percevoir les droits de vany, maltraitant et menaçant les marchands car ceux-ci leur disaient que le village était portugais, et qu'ils ne leur paieraient rien du tout. J'ai écrit au Radjah, qui vit à Surrate, au sujet de cet attentat, pour qu'il donne à ses sujets l'ordre impératif de ne plus perpétrer de pareils forfaits, et pour qu'il châtie son Patel du crime qu'il a commis ; que de la sorte les relations d'amitié qui existent depuis de longues années entre lui et le Gouvernement Portugais seraient conservées. Cependant j'ai fait renforcer le détachement de la Pragana de huit hommes et d'un caporal (et j'en aurais envoyé davantage si je l'avais pu) et j'ai ordonné au Commandant de la Province d'envoyer des patrouilles de six soldats et un caporal à ces foires hebdomadaires pour qu'ils y maintiennent l'ordre et évitent les rixes, et aussi pour imposer le respect ; à la fin de la foire ils devront rentrer. Vous voyez déjà par cela, Excellence, que la force des Compagnies est trop petite pour le service à assurer dans cette Place ; celles-ci sont en effet employées, en dehors des gardes, à divers services desquels, j'en suis certain, vous êtes au courant.

Aussi, je vous prie, Excellence, en vertu des motifs suséposés, de me permettre d'augmenter de trente soldats et de quatre caporaux la force des Compagnies pour que le service ne soit plus aussi lourd à la force qui existe en ce moment, et pour que j'aie toujours quelques disponibles pour un service extraordinaire, le cas échéant. Permettez-moi, Excellence, de vous rappeler à cette occasion de m'envoyer quelques officiers, car vous savez bien combien ils font défaut dans les Compagnies. Que Dieu garde Votre Excellence.

Forteresse de Damão, le sept mars mil huit cent quarante-neuf.

Au très Illustre et très Excellent Monsieur le Conseiller José Ferreira Pestana — Torcato José Marques, Gouverneur de la Place et de la Ville de Damão.

Pour copie conforme. Secrétariat du gouvernement général de l'État de l'Inde, le 10 janvier 1850.

(Signé) [Illisible.]

[Arquivo Histórico Ultramarino. Coleção de Nagar-Aveli — asta 204.P]

*Annexe 17*DÉPÊCHE DU GOUVERNEUR GÉNÉRAL DE L'ÉTAT DE L'INDE
AU MINISTRE DES AFFAIRES DE LA MARINE ET D'OUTRE-
MER, EN DATE DU 10 JANVIER 1850*[Traduction de l'original portugais.]*

État de l'Inde — Gouvernement Général.

N° 17.

Nova-Goa, 10 janvier 1850.

Très Illustre et Très Excellent Monsieur,

J'ai l'honneur de vous transmettre la copie de la dépêche n° 37 du 7 mars dernier par laquelle le Gouverneur de Damão me représente que la force des Compagnies de Chasseurs qui forment la garnison de cette Place, n'est pas suffisante pour assurer le service ordinaire, et l'est encore bien moins pour parer à tout désordre du genre de celui qui survint il y a quelque temps, dans le village de Randa Pequeno de la praga, et il me demande en conséquence l'autorisation d'augmenter cette force de trente hommes et de quatre caporaux d'escouade, en plus de l'effectif normal des Compagnies ; reconnaissant la nécessité d'une prompte décision à cet égard, pour obvier à de nouvelles mésintelligences avec les étrangers, j'ai concédé audit Gouverneur l'autorisation d'enrôler comme auxiliaires dans les susdites Compagnies, trente recrues, pour un délai d'un an. Je vous prie donc de bien vouloir solliciter de Sa Majesté la Reine la nécessaire approbation de ma décision, et comme de toute façon celle-ci prend fin en mai, et qu'il pourrait être nécessaire de maintenir par la suite cette augmentation, je vous prie d'obtenir de Sa Majesté une approbation plus complète pour aussi longtemps que les circonstances l'exigeraient, — exigence que je vais recommander au Gouverneur de Damão de faire ressortir, comme il convient, quand il y aura lieu, pour la soumettre à la connaissance de Sa Majesté, afin qu'Elle juge du besoin et donne à la question la solution la meilleure.

Dieu conserve Votre Excellence de nombreuses années durant.

Nova Goa, 10 janvier 1850.

Au Très Illustre et Très Excellent Ministre et Secrétaire d'État des
Affaires de la Marine et d'Outre-Mer.

José Ferreira Pestana.

[Arquivo Histórico Ultramarino. Coleção de Nagar-Aveli — Pasta 204.]

Annexe 18

DÉPÊCHE DU CONSUL DU PORTUGAL A BOMBAY AU GOUVERNEUR DE DAMÃO, EN DATE DU 30 AVRIL 1943

[Traduction de l'original portugais.]

Consulat du Portugal.
Bombay.

S. R.

Bombay, 30 avril 1943.

N^o 257.

Réf : 13 — D/43.

A Son Excellence, Monsieur le Gouverneur du district de Damão,
DAMÃO

J'ai l'honneur, en référence à votre dépêche n^o 7 du 5 courant, de vous rendre compte de ce que le Gouvernement de la Province de Bombay nous a avisés que les instructions voulues avaient été données aux autorités compétentes pour le libre passage de trois hommes de troupe en armes qui escorteront le percepteur de l'Arrondissement du Nagar-Aveli.

Pour le Bien de la Nation,
Le Vice-consul, gestionnaire,
António Pedro J. Fernandes.

[Décision manuscrite.]

A communiquer au bureau des Finances et demander à la Police l'escorte qui devra venir de la division de Nagar-Aveli où commence le déplacement. La remise sera faite après la réception des dépêches. 11-5-1943.

(Signature illisible.)

Timbre du Secrétariat du Gouvernement de Damão, n^o 615, du 11-5-1943.
[Secretaria do Governo de Damão. Coleção de Damão --- N^o (18) — 215.]

Annexe 19

ORDRE DU SARCAR DE PUNEM, EN DATE DU 26 AVRIL 1799

[Traduction de la traduction officielle portugaise.]

Enregistrement du Sonodo provenant du Sarcar de Punem, en date du 28 mai 1799, passé par le Seigneur actuel de ladite Cour, Bagirao Ragunate Pardane, pour pouvoir faire circuler, libres de droits du Seigneur mahratte, le riz, le bois de teck, et tout ce qu'il est nécessaire de porter de la Pragana de Nagar-Avely au Damão, appartenant au Service de Sa Majesté Très Fidèle.

Sursan tissá tisain Mayam va Alafa.

[Texte en paléographie mahratte.]

Traduction du Sonodo ci-avant du Sarcar de Pinem.

Moi, Bagirao Raganate Pradana, commande à Messieurs les percepteurs des revenus des droits de la Juridiction de Baçaim, qui savent bien que la Pragana de Nagar-Aveli de ladite Juridiction de Baçaim fut donnée au Fringui¹ de Goa, pour la subsistance de Damão, par ce Sarcar, et comme pour le riz, le bois de teck et toutes autres denrées que ledit Fringui¹ transporte par voie de terre ou d'eau à Damão, on a l'habitude établie anciennement de ne pas percevoir de droits et comme j'apprends que vous voulez innover et percevoir des droits — je commande pour cette raison, par ce Sonodo, que si le Fringui¹ de Goa transporte le riz, du bois de teck ou toute autre denrée, je dis : n'importe quelle chose, par route d'eau ou de terre, à Damão, laissez passer sans aucune entrave du fait des droits.

Zanigé vingt-six de la lune du mois de Gilcão, en portugais le 26 avril 1799.

Agrá pramana, c'est-à-dire pour un des Ministres dudit Sarcar, exécutez les ordres.

Timbré de son sccau.

[Secretaria do Governo de Damão. Livro de Registo dos Tratados -I- 1783/1840 fls. 20r.]

Annexe 20

LETTRE DU GÉNÉRAL DE BAÇAIM CANDERÃO NILACANTA
A SON AGENT ARY PANTA BAU, EN DATE DU 5 JUIN 1802

[Traduction de la traduction officielle portugaise.]

Enregistrement de la lettre de Canderão Nilacanta, Général de Baçaim qui vint accompagnée dudit Sonodo, avec recommandation impérative à son Agent Ary Panta Bau actuellement administrant le Gouvernement de Baçaim pour ce général. Sursan esane maya tainva alafa.

[Texte en paléographie mahratte.]

Traduction de la lettre ci-avant.

Je vous avise par cette lettre que la pragana de Nagar-Avely, des terres de Ramonagar de la juridiction de Baçaim, a été donnée par ce Sarcar, entièrement, avec ses droits, à l'État Portugais de la Capitale de Goa pour son ravitaillement. Votre Seigneurie a élevé des doutes et prétend que ladite pragana avait été donnée à l'exception des droits, disant qu'Elle n'avait pas découvert le Sonodo prouvant que cette donation comprenait les droits ; en fonction de quoi Votre Seigneurie a mis l'embargo sur les droits et a exigé le montant des revenus antérieurs desdits droits. J'en fus informé par Vital rau Gorquy, Émissaire portugais de la Capitale de Goa, qui me présenta une preuve de l'enregistrement du Dafator du Sarcar d'après laquelle la pragana a été donnée entièrement, avec toutes ses dépendances et droits pour leur approvisionnement ; c'est pourquoi j'écris à Votre Seigneurie, puisque d'après la preuve tirée du Registre du Dafator du Sarcar on ne doit pas considérer l'État Portugais comme débiteur de la somme des revenus précédents des droits ; pour cette raison on ne doit rien réclamer aux Portugais sur la perception de cette somme et tout doit être exécuté suivant la Charte

¹ C'est-à-dire « Portugais ».

Sonodo du Sar Subedar. Il ne sera pas davantage fait obstacle au passage des vivres et du bois de teck qu'on emporterait de cette Pragana à la Place de Damão d'après la coutume d'années ; de la façon prescrite par le Sonodo et le Dartoco du Sarcar, ils peuvent emporter par route de terre ou par route d'eau, etc.

5 de la lune du mois de Moramo de l'an Sursan isané mayam tain va alaf qui est le 5 juin 1802.

[Secretaria do Governo de Damão. Livro do Registo dos Tratados -I- 1783/1840 fs. 24r.]

Annexe 21

NOTE DU MINISTÈRE DES AFFAIRES EXTÉRIEURES DE
L'INDE A LA LÉGATION DU PORTUGAL A NEW DELHI, EN
DATE DU 16 NOVEMBRE 1949¹

Ministry of External Affairs,
India.

D. 3122 - Eur /49.
Government of India, New Delhi.

November 16, 1949.

The Ministry of External Affairs present their compliments to the Portuguese Legation in India, and with reference to their note No. 117 Proc. 6,8, dated the 27th September 1949, have the honour to state that the Government of India agree to continue the existing arrangements in respect of the export of rice and other local produce from Nagar-Aveli to Daman across Indian territory provided the Portuguese authorities at Nagar-Aveli undertake to issue permits for the transport to Daman of the produce of the Nagar-Aveli area only. The previous arrangement had to be suspended because the Portuguese authorities at Nagar-Aveli had admittedly not been very careful in ensuring that certificates were given in respect of food grains which were the product only of Nagar-Aveli. However, as the Portuguese India authorities have now given an assurance that this requirement will be observed strictly in future, necessary instructions are being issued to restore the previous arrangement, though the matter will be reviewed after a few months to examine its working.

2. As regards the future movement of Government stores from Daman to Nagar-Aveli, the Government of India consider that the best course would be for the Portuguese India authorities to approach the Consul General of India in Goa with such requests, giving details of the goods to be moved. The Consul General will thereafter take action to secure the movement of such goods in collaboration with the Indian Customs authorities. The Government of India trust that the Portuguese India Government would find this arrangement suitable and on receipt of a reply necessary instructions will be issued to the authorities concerned.

The Legation of Portugal in India,
Maiden's Hotel, Delhi.

¹ Il est bien entendu qu'en reproduisant les documents officiels indiens ci-après, le Gouvernement portugais fait toutes réserves sur l'exactitude de certaines affirmations qu'ils contiennent.

*Annexe 22*NOTE DU MINISTÈRE DES AFFAIRES EXTÉRIEURES DE
L'INDE A LA LÉGATION DU PORTUGAL A NEW DELHI, EN
DATE DU 14 JUIN 1950

Ministry of External Affairs, New Delhi.

The 14th June, 1950.

The Ministry of External Affairs present their compliments to the Legation of Portugal in India and have the honour to refer to correspondence resting with this Ministry's letter No. F. 5(16)-Eur. 1/50, dated March 8th, 1950.

2. In view of the repeated requests made by His Excellency the Minister of Portugal after the issue of the above-mentioned note of March 8th, 1950, the Government of India have considered the question of Government stores transiting through Indian territory from Daman to Nagar-Aveli. In view of the great anxiety of the Portuguese authorities that the concession previously allowed in respect of such Government stores be restored, the Government of India who have a desire to assist them as far as possible, have now agreed that Government stores from Daman to Nagar-Aveli should, once again, be allowed to transit through Indian territory, provided they are accompanied by certificates issued by the Governor of Daman, indicating the nature and the quantity of the goods and guaranteeing that they are Government stores. Such stores hereafter will not be required to be certified by the Consul General for India in Goa accordingly.

3. The Ministry of External Affairs take this opportunity to renew the assurances of their highest consideration.

The Legation of Portugal in India,
Maiden's Hotel,
DELHI.

*Annexe 23*NOTE DU MINISTÈRE DES AFFAIRES EXTÉRIEURES DE
L'INDE A LA LÉGATION DU PORTUGAL A NEW DELHI, EN
DATE DU 15 JUIN 1950

New Delhi (3),

Dated the 15th June, 1950.

The Ministry of External Affairs present their compliments to the Portuguese Legation in India and have the honour to refer to their Note No. 76 Proc. 8,3, dated May 10, 1950. While the Government of India regret their inability to accept the Portuguese Legation's version of

the incident, they agree that to avoid any possible misunderstanding in future, it would be advisable to lay down more precisely the procedure that may be reciprocally followed by the two Governments, in the matter of relaxation of the Customs formalities in exceptional cases, as suggested in para. 6 of the Legation's note under reference and previously discussed by the Joint Secretary to the Government of India, Ministry of External Affairs, with His Excellency the Minister.

2. The Government of India propose to issue instructions to their Customs authorities that, in future, no relaxation of Customs formalities will be made in favour of any person crossing the India-Goa border, in particular, and any border of Portuguese India, in general, EXCEPT as further provided in this note.

3. If any relaxation from Customs formalities is considered necessary by the Portuguese India authorities, in exceptional cases, for V.I.Ps. (very important persons), it is requested that the Governor of Goa should give advance information, in reasonable time, to our Consul General at Goa, or the Portuguese Consul General in Bombay may inform the Bombay Government, or His Excellency the Minister at Delhi may inform the Government of India. A relaxation in favour of the V.I.P. concerned will thereupon be granted.

4. Reciprocally, the Government of India trust that if requests for relaxation of Customs formalities are received in the case of V.I.Ps. from either our Consul General at Goa or the Bombay Government or the Government of India, as the case may be, the Portuguese authorities concerned will make necessary arrangements to grant such requests.

5. The only relaxation that is contemplated in the above is an exemption from customs examination and no relaxation from payment of customs duty or the signing of a baggage declaration form will be demanded on either side.

6. It may be added that on receiving confirmation in this matter from the Portuguese Legation, from a date to be intimated, the Government of India propose to issue instructions to the Customs authorities that in no other case will any relaxation from Customs formalities be permitted, whatever may have been the practice in the past.

The Ministry of External Affairs take this opportunity of renewing to the Legation of Portugal the assurances of their highest consideration.

To The Legation of Portugal in India,
NEW DELHI.

*Annexe 24*NOTE DE LA LÉGATION DU PORTUGAL A NEW DELHI AU
MINISTÈRE DES AFFAIRES EXTÉRIEURES DE L'INDE, EN
DATE DU 12 JUILLET 1950

No. 102.
Proc. 3,8.

The Legation of Portugal present their compliments to the Ministry of External Affairs and have the honour to refer to their note No. D.3082-Eur. 1/50, of the 15th June, in connection with the relaxation of Custom formalities in special cases.

The contents of the note were duly communicated to the Portuguese authorities in Goa who have now informed the Legation of their agreement with the arrangement therein suggested.

The implementation of such arrangement can therefore start taking place from a date convenient to the Indian authorities, of which the Legation would appreciate to be intimated.

The Legation would also be thankful to be informed of the name of the authority in the Bombay Government to whom communications mentioned in paragraph 3 of the Ministry's note should be sent.

The Legation of Portugal take this opportunity of renewing the assurances of their highest consideration.

Delhi, 12th July, 1950.

The Ministry of External Affairs,
Government of India,
New Delhi.

*Annexe 25*NOTE DU MINISTÈRE DES AFFAIRES EXTÉRIEURES DE
L'INDE A LA LÉGATION DU PORTUGAL A NEW DELHI, EN
DATE DU 3 AOÛT 1950

No. 5(15)-Eur. 1/50.

Ministry of External Affairs,
New Delhi (3).

Dated the 3rd August, 1950.

The Ministry of External Affairs present their compliments to the Legation of Portugal with reference to their Note No. 102, Proc. 1, dated 12th July 1950.

1. It is suggested that the Procedure agreed to regarding the relaxation of certain customs formalities for important persons moving between India and Portuguese Possessions should be brought into force from the 30th of August 1950.

2. The Indian authorities to be approached for the grant of necessary facilities will be :

- (1) In Delhi, the Ministry of External Affairs, through the Portuguese Legation.
- (2) In Bombay, the Collector of Central Excise, through the Portuguese Consulate.
- (3) In the Portuguese Possessions, the Consul General for India, Goa.

3. It is presumed that the corresponding Portuguese authorities will be :

- (1) In Delhi—the Portuguese Legation through the Ministry of External Affairs.
- (2) In Bombay, the Portuguese Consulate.
- (3) In the Portuguese Possessions, the Government of Portuguese India, through the Indian Consulate General, Goa.

4. Confirmation of this may kindly be intimated as early as possible so that the arrangements can be brought into force from the 30th of August 1950.

5. The Ministry of External Affairs take this opportunity of renewing to the Legation of Portugal the assurances of their highest consideration.

To

The Legation of Portugal in India,
New Delhi.

Annexe 26

NOTE DE LA LÉGATION DU PORTUGAL A NEW DELHI AU
MINISTÈRE DES AFFAIRES EXTÉRIEURES DE L'INDE, EN
DATE DU 8 AOÛT 1950

No. 119.
Proc. 8,3.

The Legation of Portugal present their compliments to the Ministry of External Affairs and, with reference to the Ministry's note No. 5(15) - Eur. 1/50, of the 3rd August, have the honour to state that the authorities at Goa have now noticed that in the Procedure agreed regarding the relaxation of certain custom formalities for important persons moving between India and Portuguese Possessions it was not considered the exceptional case of the Governor of the District of Daman who, on account of the special character of his duties is obliged to visit frequently, most often once or twice each week, the "concelho" of Nagar-Aveli, separated from Daman by a belt of 30 kilometers of Indian Union territory.

2. The Portuguese Legation venture therefore to request the good offices of the Ministry in order that, as a special concession, facilities of a permanent character, and without the need of previous notification, be extended to the Governor of Daman, in order that the relaxation of certain custom formalities, as foreseen in the new arrangements, be applied to

him any time he crosses Indian territory. It should be noted that such practice had previously always been extended to him.

3. This small point regarding the special case of the Governor of Daman being clarified, the new arrangements could be put into force from the 30th of August 1950, as suggested by the Ministry. The Legation also wish to confirm that the Portuguese authorities to be approached for the grant of necessary facilities will be those mentioned in the Ministry's note.

The Legation of Portugal take this opportunity of renewing to the Ministry the assurances of their highest consideration.

Delhi, 8th August, 1950.

Ministry of External Affairs,
Government of India,
New Delhi.

Annexe 27

NOTE DE LA LÉGATION DU PORTUGAL A NEW DELHI AU
MINISTÈRE DES AFFAIRES EXTÉRIEURES DE L'INDE, EN
DATE DU 22 AOÛT 1950

No. 125.
Proc. 8,3.

The Legation of Portugal present their compliments to the Ministry of External Affairs and, further to their note No. 119, Proc. 8,3, of the 8th August, 1950, have the honour to state that following on the conversation which took place the other day between Mr. U. S. Baj Pai and the Minister, and after consultation with the Portuguese authorities at Goa, these have agreed to bring into force from the 30th August next the arrangement regarding the relaxation of certain custom formalities for important persons moving between the Indian Union and the Portuguese territories in this sub-continent.

The Legation would be most grateful if the special case of the Governor of Daman could have, meanwhile, the kind and favourable consideration of the Indian authorities concerned, at their earliest convenience.

The Legation of Portugal take this opportunity to renew to the Minister the assurances of their highest considerations.

Delhi, 22nd August, 1950.

The Ministry of External Affairs,
Government of India,
New Delhi.

*Annexe 28*NOTE DU MINISTÈRE DES AFFAIRES EXTÉRIEURES DE
L'INDE A LA LÉGATION DU PORTUGAL A NEW DELHI, EN
DATE DU 28 AOÛT 1950

Government of India,
Ministry of External Affairs,
New Delhi (2).

The 28 August, 1950.

No. F. 5(15)-Eur. 1/50.

The Ministry of External Affairs, Government of India, present their compliments to the Legation of Portugal in India and have the honour to refer to the Legation's note No. 125 Proc. 8,3 dated the 22nd August, 1950, regarding relaxation of certain customs formalities for very important persons of Indian Union and Portuguese India, moving between the Indian Union and Portuguese India.

The arrangements detailed in the Ministry's notes Nos. D. 3082-Eur. 1/50 and 5(15)-Eur. 1/50, dated the 15th June, 1950, and 3rd August, 1950, respectively which have been agreed to by the Portuguese authorities are being put into force with effect from the 30th August, 1950. The Government of India agree to the relaxation of customs formalities, in the case of the Governor of Daman on his visits to and from Nagar-Aveli as a permanent measure, without the necessity of previous intimation.

The Ministry take the opportunity to renew the assurances of their highest consideration.

The Legation of Portugal in India,
New Delhi (with one spare copy).

*Annexe 29*AIDE-MÉMOIRE PRÉSENTÉ PAR LA LÉGATION DE L'INDE A
LISBONNE AU MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DU
PORTUGAL, EN DATE DU 27 FÉVRIER 1950

[Traduction du portugais.]

Legation of India,
Lisbon.

27th February 1950.

AIDE-MÉMOIRE

The Government of India have noted with satisfaction the statement made by His Excellency Dr. Salazar, President of the Council, on the 20th of October, 1949, that problems relating to Portuguese colonies in India are capable of solution by friendly negotiations and that there is great scope for understanding between India and Portugal on moral and economic grounds. They are particularly gratified to note that with

regard to the Padroado the Portuguese Government have entered into negotiations with the Holy See to bring the matter to a speedy and amicable conclusion.

2. Dr. Salazar expressed the hope that the establishment of an Indian diplomatic mission in Portugal would help in solving the existing problems between the two countries to mutual satisfaction. The Government of India share this hope and feel that the time has come to bring to the notice of the Portuguese Government their views on the Portuguese colonies in India, a subject to which Dr. Salazar made reference in his speech.

3. For over 200 years India was under the domination of European Powers. The nationalist movement which, after a prolonged but peaceful struggle, succeeded in securing the transfer of power from British to Indian hands was not, in sentiment or purpose, confined to what were formerly British India and Indian States under British suzerainty. It was, within the geographical limits of India, a universal movement and remains so. The historical and cultural unity of India transcends political frontiers such as those that now demarcate the French Settlements or the Portuguese colonies. Popular feeling in these territories is for union with the new and free India of the Republic. Any other sentiment would be unnatural; the interruption of India's fundamental unity by a few hundred years of foreign rule over various segments of the country cannot, *in the perspective of history, be more than a transient phase.* This unity has no parallel in Europe or any other part of the world because, though often interrupted, it always remained an aspiration and, again and again, over the course of centuries was effectively restored. The movement for the union of the remaining foreign Settlements with the Indian Republic is part of this historical process; it is real and vital, and, as such, seeks urgent satisfaction.

4. The Portuguese Government are no doubt aware that the Governments of India and France started negotiations nearly two years ago to find a satisfactory solution of the problem of French Settlements on the Indian mainland. This was the inevitable outcome of Indian independence and the recognition by both India and France of the impact of this historic event upon all parts of India, Princely or French or Portuguese. The negotiations with France have been friendly and both Governments look forward to their early and successful conclusion. The Government of India now approach the Portuguese Government with the request for an immediate start of negotiations regarding the future of Portuguese colonies in India. They sincerely hope for a prompt and friendly response. Change is of the essence of history and the key to the maintenance of good relations between nations is adaptability to change. India is animated by no spirit of aggression or aggrandizement. In seeking a reunion of these colonies with herself, she is asking for nothing more than the fulfilment of a natural urge of tradition and human emotion. What France has recognised as natural and legitimate should not appear to Portugal as unnatural or unreasonable. India ardently desires the friendship of Portugal; the peaceful reunion of what is now Portuguese India with the Indian Republic will provide a lasting foundation for that friendship. Once the principle of reunion has been accepted, ways and means to achieve it can be devised in friendly consultation.

Annexe 30

MÉMORANDUM PRÉSENTÉ PAR LE MINISTÈRE DES AFFAIRES
ÉTRANGÈRES DU PORTUGAL A LA LÉGATION DE L'INDE A
LISBONNE, EN DATE DU 15 JUIN 1950

[Traduction du portugais.]

MÉMORANDUM

Le ministre des Affaires étrangères a promis à Son Excellence le ministre de l'Inde à Lisbonne, quand celui-ci lui remit son aide-mémoire du 27 février relatif à l'Inde portugaise, de confirmer par écrit les déclarations, qu'à cette date même il a eu l'honneur de lui faire. C'est cette promesse qui va maintenant être accomplie.

2. Par ledit aide-mémoire le Gouvernement de l'Inde invitait le Gouvernement portugais à engager avec lui des négociations relatives à l'avenir des « Colonies portugaises » dans l'Hindoustan. Toutes les raisons apportées concourent à mettre en relief que cet avenir serait, comme d'ailleurs l'aide-mémoire le rapporte expressément dans ses dernières phrases, la réunion de Goa, Damão et Diu à la République de l'Inde. Les négociations ne serviraient donc qu'à définir la manière dont l'État portugais de l'Inde serait intégré à l'Union indienne.

3. Toutes les fois que le Président du Conseil s'est référé à l'Inde, et il l'a fait avec un grand développement dans son discours du 20 octobre 1949, il a manifesté sans équivoque, non seulement le désir du peuple portugais, mais encore la meilleure volonté de son Gouvernement, pour la recherche de solutions acceptables par les deux parties aux multiples problèmes que la contiguïté des territoires, les interdépendances économiques, le fond commun de sentiments et de culture, créent entre l'État portugais de l'Inde et la République indienne. Cette bonne volonté pratique s'est affirmée à plusieurs reprises et continuera à s'affirmer, en proportion de l'amitié des sentiments de la République de l'Inde et le Gouvernement portugais est heureux de constater que cette politique est estimée selon sa vraie signification.

4. Il ne serait pas logique — et on ne serait donc pas autorisé à le faire — de partir de cette base de collaboration confiante dans le règlement des problèmes de voisinage pour parvenir à une position où ces problèmes auraient cessé d'exister, du fait de la remise à l'Inde d'une partie de la Nation portugaise. Mais, cela même n'empêchera pas qu'il soit fait référence au problème tel qu'il est posé au Gouvernement portugais dans l'aide-mémoire mentionné. On mettra de côté les raisons de parité avec d'autres pays européens, ce sont là des arguments que l'on désire d'autant moins discuter que la suite des événements a permis de constater qu'il n'y avait pas de parité véritable, voire même ressemblance, la question posée au Gouvernement français ayant d'ailleurs subi une autre orientation.

5. La prétention de voir réunis à l'Union indienne les territoires portugais de Goa, Damão et Diu ne doit pas être envisagée à la seule lumière des raisons de la nation bénéficiaire, mais aussi et surtout à la lumière des raisons qui ont engendré l'état de choses actuel en ce qui concerne la Nation portugaise et spécialement les populations de l'État portugais de l'Inde.

On reconnaîtra facilement que l'aspiration à l'unité géographique, développée peut-être par le mouvement qui a après tout abouti à la constitution dualiste de l'indépendance indienne, ne peut avoir ni valeur juridique, ni valeur morale ; on aurait peine à concevoir un tel objectif comme élément de développement pacifique de la communauté internationale, et comme sentiment moteur d'hommes de Gouvernement guidés par de sains principes moraux. Ceux-ci ne peuvent s'inspirer de raisons de pure symétrie ou de raisons d'ordre géographique pour créer ou consolider une réalité nationale. L'unité à laquelle l'Inde a atteint, pour être féconde, devra se contenir dans les limites déterminées par les autres réalités existantes que renforce de manière consistante un long processus historique, celui-ci ne pouvant en principe être considéré comme passible de continuéllés revisions.

L'idée de libération de peuples, supposés soumis par des méthodes coloniales, et qui serait aussi à la base du mouvement passionnel invoqué par l'aide-mémoire, est dénuée de fondement en ce qui concerne l'Inde portugaise : en réalité, celle-ci a précédé l'Union indienne dans la jouissance de libertés et de droits, identiques à ceux octroyés à n'importe quelle autre portion des territoires de la Nation portugaise. Et ceci constitue une des raisons pour lesquelles le Gouvernement portugais se permet de juger établie sur une équivoque l'affirmation selon laquelle le sentiment populaire dans les territoires de l'Inde portugaise se manifesterait dans le sens d'une réunion à la libre République de l'Inde. Quel que soit le poids dans les esprits de la grandeur, de la force et du prestige du nouvel État, celui-ci ne pourrait offrir à ces peuples un statut juridique plus attrayant que celui dont jouissent déjà, non depuis peu, mais de longue date, les nationaux de l'Inde portugaise. Il peut exister de rares individus qui, ne serait-ce que par la reconnaissance due au pays où ils exercent leurs activités, manifestent des sentiments différents ; mais le sentiment dominant chez les Portugais de l'Inde est, et ne peut manquer d'être, le plus naturel : un sentiment de fidélité à l'État dont ils s'enorgueillissent d'être les citoyens.

6. Cette fidélité au sentiment patriotique, le processus de formation historique de l'Inde portugaise qui s'étend sur quatre siècles et demi et sa pacifique intégration juridique, politique et morale, à l'État portugais, la singularité de la culture de ces populations où l'on peut constater, non un simple point de rencontre, mais bien de fusion entre deux civilisations, constituent, en dehors de l'insurmontable obstacle constitutionnel, des empêchements moraux assez forts pour ne pas permettre qu'un Gouvernement portugais s'entende avec une Puissance étrangère — même si on reconnaît des affinités spéciales à celle-ci — pour la remise de territoires et de populations.

7. L'aide-mémoire auquel il est ici répondu affirme que le changement est dans l'essence de l'histoire. On ne conteste pas cette assertion. Ce qui précède synthétise cependant l'état actuel de ces problèmes, et certainement aussi leur état dans l'avenir que l'on peut raisonnablement prévoir.

8. En conclusion : Le Gouvernement portugais comprend, sur le plan purement humain, les raisons de la République indienne, et pour ce motif ne se froisse pas de sa demande par ailleurs susceptible de blesser l'âme portugaise, comme on l'a constaté par la réaction générale contre ce que, bien qu'à tort, a été considéré comme une menace à l'intégrité nationale.

Son désir persiste d'entretenir et de resserrer des relations d'amitié avec la République de l'Inde et de collaborer, en pleine confiance, avec son Gouvernement à la solution de toutes les difficultés ou problèmes nés du fait même qu'il existe dans la péninsule hindoustannique un territoire et une population portugais. Il a voulu montrer sa bonne volonté et son esprit conciliant dans les références faites et dans l'examen de la question qui lui a été posée, mais il doit loyalement déclarer que cette question est une question qu'il ne peut discuter et pour le règlement de laquelle il peut, encore bien moins, accepter la solution proposée.

Lisbonne, 15 juin 1950.

Annexe 31

NOTE DE LA LÉGATION DE L'INDE A LISBONNE AU MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DU PORTUGAL, EN DATE DU 14 JANVIER 1953

Legation of India.
Av^o. António Augusto de Aguiar, 21-4^oEsq.
Lisbon (Portugal).

The Legation of India present their compliments to the Ministry of Foreign Affairs and have the honour to state as follows :

It will be recalled that an aide-memoire from the Government of India was presented to His Excellency the Foreign Minister of Portugal, in Lisbon, on February 27, 1950, regarding the future of the Portuguese possessions in India. It was explained in the aide-memoire that the nationalist movement which culminated in the establishment of a free and independent India had for its objective the achievement of the historical and cultural unity of India which had throughout the centuries transcended political frontiers such as those demarcating the Portuguese and French possessions in India. This movement for union was part of a historical process which sought urgent satisfaction. It was suggested accordingly that negotiations might be opened to determine the future of the Portuguese possessions in India and that, once the principle of the re-union of these possessions with India was accepted, ways and means to achieve it could be devised by friendly consultation between the Governments of Portugal and of India.

2. The Portuguese Government did not see their way to agree to this request. It was asserted, on their behalf, that Goa, Daman and Diu were not "colonies", but formed an integral part of Portugal, and that there was no popular sentiment in those territories in favour of re-union with independent India. These views were set forth in greater detail in a note, dated June 15, 1950, in which the Portuguese Government stated that they were unable to discuss and much less accept the solution proposed by the Government of India. The then Indian Minister in Portugal expressed deep disappointment at this reply, and stated that the Government of India could not accept this as a final disposition of the question or in any way acquiesce in the continuance of the existing position.

3. The Portuguese Government's note, referring to the political rights of the inhabitants of the Portuguese possessions in India, described the position as one of enjoyment of liberties and privileges identical with those recognised in any other part of Portuguese territory. It went on to say that this was one of the reasons why the Portuguese Government considered the statement that popular sentiment in the Portuguese possessions in India was in favour of merger with India to be due to a misapprehension. A totally different picture emerges from the record of events which are known to have occurred in the Portuguese possessions in India during the past few years. There has been a progressive curtailment of political liberties, many persons professing sympathy with the idea of merger with India having been punished summarily and severely and, in some cases, deported to far-away Portuguese prisons. Censorship of the press has been imposed, with consequent denial of freedom of speech and writing. Public meetings have been banned; arrests have been made without warrant; and resort has been had to trial by court martial.

4. In addition to these repressive measures, many decrees have been issued which have had the effect of depriving Indian citizens in Goa of freedom of residence, commerce, trade and occupation, as well as the right to acquire property. This action is not only contrary to the traditional friendship professed by the Government of Portugal towards India, but has also imposed serious disabilities on a group of people who are indistinguishable from the other inhabitants of Goa, Daman and Diu, in race, culture and creed. The many representations made by the Government of India to the Portuguese authorities on this subject have led to no result.

5. The hope has so far been entertained that, with time, a fuller understanding of the problem may incline the Portuguese Government to a more realistic approach. This hope has been disappointed, and the accumulating evidence of a policy directed to the suppression of all manifestation of sympathy with the cause of merger with India has hardened public opinion; and the demand is now widespread that the present unsatisfactory position should be brought to a speedy termination. Political barriers artificially created by accident of history can no longer stem the rising tide of national urge for unity. No longer, again, is it compatible with the status of India as an independent republic that pockets of foreign territory, however small in area and however friendly the Powers occupying them, should continue to exist on Indian soil.

6. The Government of India have accordingly come to the conclusion that no solution of this problem is now possible except on the basis of a direct transfer which will ensure the merger of these territories at an early date with the Indian Union. The Government of India would like, at the same time, to declare that it will be their desire to maintain the cultural and other rights, including language, laws and customs of the inhabitants of these territories, and to make no changes in such and like matters except with their consent.

7. The Legation of India earnestly hope that the Portuguese Government will agree to the opening of negotiations for the direct transfer of these territories to India. The Government of India have suggested that the principle of direct transfer should be accepted first and that this

should be followed by a *de facto* transfer of the administration. If this is agreed to between the respective Governments, the other steps, including such constitutional formalities as might be necessary, will offer no difficulty. The legal sovereignty of Portugal would continue until the steps then considered appropriate had been taken to give effect to the decisions arrived at. The Government of India would be glad if the Government of Portugal would accept these suggestions as a basis for the proposed negotiations.

The Legation of India take the opportunity to renew to the Ministry of Foreign Affairs the assurances of their highest consideration.

Dated the 14th January, 1953.

(*Signé*) Kewal Singh.

To the Ministry of Foreign Affairs,
Lisbon.

Annexe 32

NOTE DE LA LÉGATION DE L'INDE A LISBONNE AU MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DU PORTUGAL, EN DATE DU 1^{er} MAI 1953

Legation of India,
Avenida António Augusto d'Aguiar, 21-4^o. B.
Lisbon (Portugal).

The Legation of India present their compliments to the Ministry of Foreign Affairs and have the honour to state as follows :

On January 14, 1953, the Legation of India presented a note to the Ministry of Foreign Affairs about the future of the Portuguese possessions in India. The note recalled the earlier efforts of the Government of India to enter into negotiations with the Portuguese Government and stated that, in view of the failure of these efforts, the Government of India had come to the conclusion that no settlement is now possible except on the basis of a direct transfer which would ensure the merger of these territories with the Union of India. The Government of India also made it clear that it is their desire to maintain the cultural and other rights of the inhabitants of these territories and to make no changes in such and like matters except with their consent.

2. The Portuguese Government were invited to agree to the opening of negotiations between the two Governments, on the basis mentioned in the note, for the direct transfer of these territories. Although more than three months have elapsed, the Portuguese Government have sent no reply to the note and have even refused to discuss this question with the Indian Chargé d'Affaires in Lisbon. The Government of India have established a Legation in Lisbon in the expectation that this would assist in reaching a settlement on this question. The attitude of the Portuguese Government has, however, rendered impossible the achievement of this purpose.

3. The Government of India have accordingly come to the conclusion that their Legation in Lisbon has ceased to be of practical utility. They can see no advantage in keeping the Legation if the Portuguese Government are unwilling to discuss the future of their possessions in India with the Government of India's representative. They propose, therefore, to withdraw their Mission from Lisbon unless the Portuguese Government are prepared, on further consideration, to discuss the suggestions which have been made by the Government of India.

4. The Legation of India would be grateful for a very early reply to this note. They take this opportunity to stress once again that, in the Government of India's view, for the reasons stated in the note of January 14, 1953, the Portuguese possessions in India should become an integral part of the territory of the Union of India.

5. The Legation of India have the honour to renew to the Ministry of Foreign Affairs the assurance of their highest consideration.

(Signé) Kewal Singh.

Dated the 1st May, 1953.

To the Ministry of Foreign Affairs,
Lisbon.

Annexe 33

NOTE DU MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DU
PORTUGAL A LA LÉGATION DE L'INDE A LISBONNE, EN
DATE DU 15 MAI 1953

[Traduction du portugais.]

Proc. 337,2 (44).
N° 2.

Le ministère des Affaires étrangères présente ses compliments à la légation de l'Inde et a l'honneur de répondre aux notes du 14 janvier et du 1^{er} mai 1953 :

1. L'une et l'autre se rapportent au désir qu'a le Gouvernement de l'Union indienne d'obtenir du Gouvernement portugais qu'il consente à entamer des négociations relatives au transfert des territoires et des populations portugais de Goa, de Damão et de Diu. Or la position du Portugal dans cette affaire a été suffisamment définie et justifiée dans le mémorandum que le ministre des Affaires étrangères a remis au ministre de l'Inde à Lisbonne le 15 juin 1950. Les raisons qui y sont exposées ont conservé toute leur valeur, et le Gouvernement portugais juge donc de son devoir d'affirmer que c'est là une question qu'il ne peut discuter et pour laquelle il peut encore moins accepter la solution qui lui est proposée.

On pense que si l'exposé contenu dans le mémorandum était reconsidéré dans un esprit de coopération internationale par l'Union indienne, celle-ci ne manquerait pas de reconnaître le bien-fondé de la position prise.

2. De nouvelles circonstances susceptibles de déterminer un changement d'orientation n'apparaissent pas et les arguments invoqués dans la

première des deux notes citées, même s'ils n'étaient pas, comme ils le sont, peu justes, ne pourraient avoir assez d'importance en eux-mêmes pour modifier la ligne de conduite adoptée dans le problème de la souveraineté portugaise sur une des provinces qui constituent le territoire du Portugal.

3. Les réclamations de l'Union indienne contre l'application aux territoires portugais de l'Inde de certaines dispositions légales sont en train d'être étudiées avec soin, et le résultat de cette étude sera communiqué en temps utile, dans un esprit de raisonnable pondération des intérêts et en harmonie avec les bonnes relations que le Gouvernement portugais désire entretenir avec tous ses voisins. Mais on doit remarquer dès maintenant que, d'une manière générale, la législation visée ne s'attache pas à supprimer des situations et des possibilités, mais à les conditionner par d'adéquates mesures d'autorisation ; qu'il s'agit de mesures législatives qui s'appliquent aussi à d'autres territoires portugais et n'impliquent pas de condamnables discriminations ; et qu'un état d'esprit de saine compréhension des droits et des légitimes intérêts du Portugal contribuerait beaucoup, se développant dans l'Union indienne, à ce que cette législation ne soit plus nécessaire.

4. Ce fut avec surprise que le Gouvernement portugais prit connaissance de l'affirmation selon laquelle, dès qu'il devenait clair que le Gouvernement portugais ne pouvait pas commencer à discuter avec le Gouvernement indien la remise de ses territoires, la légation de l'Inde à Lisbonne cessait d'avoir une utilité pratique.

Le Gouvernement portugais refuse d'accepter une semblable thèse. On pense que l'utilité de la légation de l'Inde serait de maintenir et de fortifier l'amitié entre le Portugal et l'Inde et aussi d'aider à résoudre les multiples problèmes concrets qui découlent des relations de voisinage. Pour sa part, le Gouvernement portugais ne saurait envisager de semblable façon le but de l'existence de sa légation à New Delhi dans l'existence de laquelle il veut continuer à trouver des avantages pour les deux pays, et il éprouverait une vive satisfaction à savoir que l'Union indienne reconsidère ses projets de fermeture de sa légation à Lisbonne.

Le ministère des Affaires étrangères renouvelle à la légation de l'Inde les assurances de sa haute considération.

Lisbonne, le 15 mai 1953.

(Signé) J. A. CORRÊA DE BARROS.

Annexe 34

LETTRE DU CHARGÉ D'AFFAIRES A. I. DE L'INDE A LISBONNE
 AU MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DU PORTUGAL.
 EN DATE DU 26 MAI 1953

N° Pol. (P)-1/53.

Legation of India,
Lisbon (Portugal),

26th May, 1953.

Excellency,

I have the honour to write this in continuation of my letter No. POL. (P)-1/53, dated the 21st May, 1953, and to inform you that the Government of India having decided to withdraw their Mission in Lisbon, this Legation will be closed from the 11th June, 1953. With Your Excellency's permission, I shall be approaching the Protocol Department with a view to obtain necessary facilities for winding up the affairs of this Legation and for the transfer of the staff and the property of the Legation.

Accept, Excellency, the assurance of my highest consideration.

(*Signé*) KEWAL SINGH,
 Chargé d'affaires *ad interim*
 of India in Portugal.

To His Excellency
 Minister for Foreign Affairs,
 Portugal.

Annexe 35

NOTE DU CONSUL GÉNÉRAL DE L'INDE A GOA AU GOUVER-
 NEUR GÉNÉRAL DE L'ÉTAT DE L'INDE, EN DATE DU
 1^{er} OCTOBRE 1953

The Consul General for India presents his compliments to His Excellency the Governor General of the Portuguese Possessions in India, Goa, and has the honour to state as follows :

It has come to the notice of the Government of India that on a number of occasions Portuguese European officials travelling between the Portuguese territories in India have transitted Indian territory without obtaining visas either from the Consulate-General or other competent Indian authority in accordance with the requirements of the Indian Passport Act. Instances have not been lacking when Portuguese European officials, having gone to Damão from Goa on transit visas have again re-entered Indian territory, and subsequently returned to Damão, without obtaining entry visas. I am required by the Government of India to inform you that this is a serious contravention of the Indian Passport Act.

It has further come to the notice of the Government of India that in many cases certain Portuguese European officials, having entered India either on a transit visa or on an entry visa obtained for purposes of spending their leave in the country, have indulged in various official

activities not permitted to them by virtue of the terms under which these visas are granted. I am directed to inform you that a transit visa in particular is specifically intended to facilitate the travel of the individual concerned to his destination in direct transit. If official work has to be undertaken in India, an entry visa should be asked for specifically for this purpose.

In view of the above-mentioned infringements of the Indian Passport Act, I am directed to request His Excellency to take necessary measures to avoid recurrence of such cases which, if continued, would compel the Government of India to take action against the defaulters according to law.

The Consul General takes the opportunity to renew to His Excellency the expressions of his highest consideration.

Annexe 36

NOTE DU MINISTÈRE DES AFFAIRES EXTÉRIEURES DE
L'INDE A LA LÉGATION DU PORTUGAL A NEW DELHI,
EN DATE DU 3 MARS 1955

Ministry of External Affairs,
New Delhi.
No. 18-19/55-G.P.

Dated, the ^{3rd}/_{4th} March, 1955.

The Ministry of External Affairs present their compliments to the Legation of Portugal in India and have the honour to refer to their Note No. 191, dated the 16th November 1954.

The Government of India reject the argument that the persons in question were not officials when they crossed the Indian territory and that they became so after being recruited in Nagar-Aveli. The argument is hardly convincing in view of the fact that the Police officials have themselves admitted that they were recruited in Goa. During this period Indian permit rules were introduced regulating the entry of Portuguese Officials—both Goan and European. The Portuguese Government realising that the Government of India would not grant permits for the transit through India of additional reinforcements of Police officials they wanted to send to Nagar-Aveli for suppressing the nationalist movement there, resorted to the practice of recruiting them in Goa, giving them money, arranging their movement from Goa to Daman by country crafts, and encouraging them to infiltrate into Nagar-Aveli by illegally transiting through Indian territory.

It is, thus, obvious, that these officials trespassed through Indian territory to take up their appointments in Nagar-Aveli with the explicit knowledge and approval of the Portuguese administration in Goa and Daman. That the Portuguese authorities should have encouraged and directed their own officials to violate Indian regulations is most regrettable, and the Government of India take a serious view of this.

The Government of India also strongly protest against the incorrect accusations which have been repeated by the Portuguese Government

in a vain attempt to confuse the issue in question. It is deplorable that instead of accepting the will of the people for merger and reciprocating India's repeated wish for an honourable and peaceful settlement, the Portuguese Government continue to blame India for encouraging the people of the Portuguese possessions in India to commit the so-called 'aggression', which is entirely incorrect.

The Ministry avail themselves of the opportunity to renew the assurances of their highest consideration.

To Legation of Portugal in India,
New Delhi.

Annexe 37

NOTE DE LA LÉGATION DU PORTUGAL A NEW DELHI AU
MINISTÈRE DES AFFAIRES EXTÉRIEURES DE L'INDE, EN
DATE DU 2 DÉCEMBRE 1953

No. 144.
Proc. 7.7.

The Legation of Portugal present their compliments to the Ministry of External Affairs and have the honour to call their attention to the following matter.

Information has been received from the Governor General of Goa that the Indian authorities have forbidden, from 26th November last, the transit of the Governor of the Daman District, of the European officials and of the car of the Portuguese Police through Indian Union territory, between Daman and Nagar-Aveli, unless they are provided with passports and Indian visae. This measure was taken without previous notification, and was only communicated to the Governor of Daman himself when he was at Vapi on his way to Nagar-Aveli.

The Portuguese Government cannot but express their great surprise that such a sudden and unjustified measure should have been taken, as it is contrary to international practice in similar circumstances and to the tradition accepted between both Governments, and also because it will hamper the administration of the said territories to the prejudice of the local populations. They also feel that the character of this measure, which appears unfriendly, does not reconcile itself with the rules of good neighbourhood and the spirit of good will with which even recently the Portuguese Government considered the problem of the transit of Indian nationals through Portuguese territory nor with the facilities granted for the entry into Portuguese territory of vehicles of the Indian Customs.

Under the circumstances, the Portuguese Government wish to express the hope that the Indian authorities will be able to reconsider the above-mentioned measure in order that both Governments may be able to maintain a practice reciprocally advantageous and which has been followed hitherto.

The Legation take the opportunity to renew to the Ministry the assurances of their highest consideration.

New Delhi, 2nd December, 1953.

The Ministry of External Affairs,
Government of India,
New Delhi.

Annexe 38

NOTE DU MINISTÈRE DES AFFAIRES EXTÉRIEURES DE
L'INDE A LA LÉGATION DU PORTUGAL A NEW DELHI,
EN DATE DU 23 DÉCEMBRE 1953

Ministry of External Affairs,
New Delhi,
No. D. 6886-Eur. 1/53.

Dated the 23 December 1953.

The Ministry of External Affairs present their compliments to the Legation of Portugal in India and with reference to their note No. 144 (Proc. 7,7) dated the 2nd December, 1953, have the honour to state as follows :

2. The Ministry is surprised to note that the Portuguese Legation considers the requirement of the Indian Government that all Portuguese European officials, including the Governor of Daman District, in transit through Indian territory, should be in possession of valid Indian transit visas, as "unjustified", "contrary to international practice", etc. The Legation in its note goes on to characterise this measure as "unfriendly" and against the "rule of good neighbourhood". These accusations come strangely from a country whose administration in the colony of Goa, despite the consideration shown by the Government of India, has taken measures and promulgated laws restricting the rights and privileges traditionally enjoyed by Indian nationals in this territory. These discriminatory measures against Indian nationals have been brought to the notice of the Legation and the Portuguese Government, but so far no satisfactory reply has been forthcoming.

3. Coming to the specific issue of the Governor of Daman requiring an Indian transit visa while travelling through Indian territory, this measure became necessary in view of the abuses of the previous concessions granted by the Government of India. The Ministry would invite the Legation's attention to the conduct of Commandant F. R. Roimba, who was the subject of this Ministry's note No. D. 4754-Eur. 1/53 dated the 30th October 1953. It has come to the notice of the Government of India that Lieut. Melo Gomes, the Governor of Daman, recently entered Indian territory without an entry visa and without informing the nearest police station as required under the previous concessions, and beguiled into Daman from Indian territory some persons who were then kept under arrest in Portuguese territory for no ostensible reason. Portuguese officials indulging in such discourteous and reprehensible

activity against all canons of international courtesy between nations cannot expect the continuance of the concessions previously enjoyed by them. In the case of the Administrator of Silvassá, it would suffice to invite the Legation's attention to this Ministry's note No. D. 3278-Eur. 1/53 dated the 14th July 1953. It will be seen that he had misused the privilege granted to him for issuing permits for the transport of foodgrains, etc. to Daman across Indian territory. No reply has been received to this note.

4. In view of the general unfriendly attitude of the Portuguese India administration and the misuse of the concessions hitherto enjoyed by the Portuguese European officials, the Government of India has been compelled to review its policy and take these measures.

5. The Legation also complain in their note that the measures taken by the Government of India were "sudden". In this connection a copy of a note addressed by the Consul-General for India to the Governor General of Goa is attached. From this it will be seen that ample notice was given to the Portuguese authorities in Goa of the requirement of the Government of India that in future all European Portuguese officials will have to be in possession of valid visas for entry into or transit through India.

6. In order, however, to facilitate the Administration of the Portuguese enclave of Silvassá, and as a very special case, the District Magistrate of Surat is being authorised by the Government of Bombay to grant transit visas to permanent Portuguese European officials of Daman and Silvassá on an application being made to the District authorities. Apart from this the Ministry regret their inability for the reasons mentioned above, to make any further concessions or review their decision in this regard.

The Ministry take this opportunity to renew to the Legation of Portugal the assurances of their highest consideration.

The Legation of Portugal in India,
New Delhi.

Annexe 39

NOTE DE LA LÉGATION DU PORTUGAL A NEW DELHI AU
MINISTÈRE DES AFFAIRES EXTÉRIEURES DE L'INDE, EN
DATE DU 18 JANVIER 1954

No. II.
Proc. 7.7.

The Legation of Portugal present their compliments to the Ministry of External Affairs and have the honour to refer to the Ministry's note No. D.6886-Eur. 1/53, of the 23rd December 1953.

2. After having communicated the contents of the note to the Government of the Portuguese State of India, the Legation are now in a position to clarify certain incidents which appear to have led the Ministry to

believe that some Portuguese officials, while staying in India or crossing Indian territory, had not respected Indian regulations or had tried to abuse the rules of hospitality.

3. Reference was made to the conduct of Captain Romba, Chief of Police in Goa, who was the subject of a previous note from the Ministry—No. D. 4754-Eur. 1/53, dated the 30th October 1953.

In that note there was first a general allegation that he had been responsible for the ill-treatment of Indian nationals visiting Goa, which was, however, only substantiated by recalling the two old incidents of the 1st January 1953, concerning Mr. Sood and his driver, and the car of the Indian Consulate General at Goa, in which Mr. Bhatnagar was travelling. These two incidents, as it may be remembered, were the subject of special investigations held by the Portuguese authorities. The results of those investigations were duly communicated by the Legation to the Ministry, and the blameless part that, in the opinion of the Portuguese authorities, Captain Romba took in them was then fully explained. The Legation would like only to add now that it should not be forgotten that Captain Romba was at the time principally responsible for the police and traffic arrangements in Goa during the Commemorations of the Death of St. Francis Xavier, when many thousands of Indian nationals visited Goa in a short period. It would seem therefore that only two incidents with Indian nationals (the driver of Mr. Sood appears to be a national of Pakistan), during a most special and abnormal situation, should in all fairness be considered as a rather successful record. This the Legation feel themselves entitled to state, whatever may still be the views of the Indian authorities as regards these two incidents, after the full and detailed explanations transmitted to the Ministry on the matter.

Meanwhile, and since the incidents of the 1st January 1953, no other complaints were ever presented against Captain Romba by the Indian Consul General at Goa. However the Ministry's note stated that "it was hoped that the Portuguese Government would be able to restrain the anti-Indian zeal of this officer, but that the expectations of the Government of India have not been fulfilled". Without the slightest desire to enter into an academic controversy on this allegation, the Portuguese authorities at Goa wish only to point out that, even if the erroneous feeling that Captain Romba has an anti-Indian zeal was admitted, the mere fact that the Indian Consul General has not complained afresh about his treatment of Indian nationals, would seem to be sufficient reason for the Indian authorities to be now fully satisfied on this matter.

The Ministry's note, of the 30th October 1953, still accuses Captain Romba of "having indulged in the most reprehensible form of political activity in Bombay, thereby showing a complete disregard of the normal and elementary courtesies expected of a foreign visitor in India". The information received from the Portuguese authorities at Goa on this point is as follows: Captain Romba only passed through Bombay once, when on his way to Daman. On that day he arrived in Bombay at 11 p.m. and went straight to the hotel, which he left the following morning at 7 a.m. to go to the Portuguese Consulate General. After he left the Consulate General he did some shopping accompanied by the Counsellor of the Consulate General, Mr. Braganca, and about 12 noon he continued his journey to Daman. During the short time he stayed in Bombay, he

received the protection of the Bombay police. In effect, his movements were closely followed by a car of the Police force, and the hotel remained all the time under their special vigilance.

He never had any political contacts with anybody during his stay in Bombay, as the Bombay Police, for the reasons above mentioned, should certainly be aware. It was no doubt because no reproach or comment of the sort contained in the Ministry's note could be made against him, that the Bombay authorities were perfectly willing to give him, as late as the 21st October 1953 (his transit through Bombay took place in the month of July), an Indian transit visa for his return trip from Daman, as can be ascertained by the enclosed copy of the letter of that date from Mr. A. T. Bambawale, Passport Officer to the Government of Bombay, to the Portuguese Consul General in that town.

4. As regards the allegation made against the Governor of Daman, Lieut. Mello Gomes, that he had recently entered Indian territory without an entry visa and without informing the nearest Police station, and had "beguiled" into Daman from Indian territory some persons, the authorities in Goa have given the following information.

The Governors of Daman, as well as all the other officials of the District, including the Europeans, had always been allowed, by custom and tradition, to cross the Indian territory between Daman and Nagar-Aveli, and to go to and return from Vapi (railway station which serves Daman) without any formalities of visae or of presenting themselves to the Indian authorities.

It appears that the Ministry in their note wish to refer to the occasion on which Lieut. Mello Gomes went to Vapi to meet three Goans, residents of Bombay, who had decided to visit Daman. The date of that trip was the 11th August 1953 and therefore much before the Indian Consul General addressed his note to the Governor General, dated the 1st October 1953, which in any case was not at the time interpreted to apply also to the very special case of the officials of the District of Daman, as no concrete reference had been made to the previous concessions that for such a long time were enjoyed by them.

On the 11th August 1953, the special concessions for the Portuguese officials of the District of Daman were therefore still in full force; in fact they were only withdrawn by the local authorities of Vapi on the 26th October last, after the Indian Consul General had visited Daman. The other three persons mentioned, who are Goans, obviously went to Daman of their free will, as they had travelled all the way by train from Bombay. Only the attitude they assumed towards the authorities, while in Daman, led to the temporary detention of these three Goans, which could not have been previously foreseen.

5. In the case of the Administrator of Silvassá no complaints were ever received that, during his crossings of Indian territory, he might have not respected Indian regulations or abused the concessions he previously enjoyed for free transit through Indian territory.

As his name was mentioned in the Ministry's note, under reply, in connection with the issuing of permits for the transport of food grains, etc. to Daman across Indian territory, the Legation wish to avail themselves of this opportunity to state that the strictest measures were taken by the authorities of the Portuguese State of India, as soon as they were informed of the contents of the Ministry's note No. D. 3278-Eur. 1753 of the 14th July 1953, in order that the issue of the permits should be absolutely

restricted to the food grains, etc. actually produced in Portuguese territory. It is a matter in which a complete and successful checking has sometimes proved to be rather difficult, but the Portuguese authorities are now most hopeful to have definitely solved that with the new measures. This reply would have been transmitted to the Ministry some time ago, but for the unfortunate fact that a letter addressed to the Legation by the Government of Goa was mislaid in the post. The Legation regret therefore not to have been, on this account, in a position to transmit such a reply at an earlier date, as it was the desire of the Government of Goa to give full and complete satisfaction to the Indian authorities as soon as they knew of their remarks.

6. On the main subject of this note, the Legation would still wish to communicate to the Ministry the following information. After having received the note of the Indian Consul General, of the 1st October 1953, the Government of Goa requested, on the 10th of the same month, to be informed of the concrete cases in which Indian passport regulations had not been respected by Portuguese officials. The Indian Consul General replied, in his note No. VIII/7-8277, of the 12th October 1953, that "many" contraventions of the Indian passport Act had been from time to time transmitted to the Government of Goa, and that the "most recent" had been the entry into Vapi, on the 11th August 1953, of Captain Romba, Commander of the Police, and of Lieut. Mello Gomes, Governor of Daman. It was then ascertained, by the authorities at Goa, that Captain Romba never went to Vapi on that date, and that Lieut. Mello Gomes went for the purpose already mentioned, but when he still enjoyed facilities to do so.

The Indian Consul General had mentioned "many" other contraventions. However only two other complaints had been previously received from the Consul General, by the Government at Goa. In his note No. S-ICG/32/429, of the 15th December 1952, the Consul General had referred to the case of a Police agent who had obtained a transit visa to go from Goa to Daman, and who had gone as far as Bombay and returned to Goa without going to Daman. The Consul General did consider the case a serious infringement of the Indian regulations, as an entry visa and not a transit visa had been requested. The Government at Goa in his reply explained that the police agent had been unable to proceed as far as Daman, as unexpected and urgent duties compelled him to return to Goa before doing so; and requested to be informed of what should be done in similar cases that might happen in the future.

The other complaint of the Consul General was presented on the 25th July 1953, in his note VIII/7-6194, and referred to a sergeant and two Portuguese officers who had entered Indian territory on the 1st June 1953. It was then explained to the Consul General what had happened. A Portuguese sergeant, who had committed some crime, entered the district of Karwar to escape being brought to justice. Two army officers, who pursued and captured him, had obtained *beforehand* for that purpose the consent and good offices of the Indian authorities at the border and of the Police of Karwar. It was a very special and urgent case, which relations of good neighbourhood could easily justify, as was well understood by the local Indian authorities of Karwar.

7. In view of the aforesaid, it can be ascertained that the charges and allegations made against some Portuguese officials in the Ministry's note,

of the 23rd December 1953, are very far from corresponding to the facts. It is therefore to be regretted that those charges and allegations should have been invoked to justify the new measures taken by the Indian authorities as regards the transit of Portuguese European officials between Daman and Nagar-Aveli, which are certainly bound greatly to hamper the administration of the territory of Nagar-Aveli to the detriment and prejudice of the local population.

The Legation of Portugal take this opportunity to renew to the Ministry of External Affairs the assurances of their highest consideration.

New Delhi, 18th January, 1954.

The Ministry of External Affairs,
Government of India,
New Delhi.

Annexe 40

NOTE DE LA LÉGATION DU PORTUGAL A NEW DELHI AU
MINISTÈRE DES AFFAIRES EXTÉRIEURES DE L'INDE, EN
DATE DU 11 FÉVRIER 1954

No. 25.

Procs. 7,7, 6,22 & 8,7.

The Legation of Portugal present their compliments to the Ministry of External Affairs and, further to their note No. 11, of the 18th January last, and still referring to the Ministry's note No. D. 6886-Eur. 1/53, of the 23rd December 1953, have the honour to communicate the following.

2. The Portuguese Government have examined attentively the motives adduced by the Indian Government to justify the restrictive measures for the transit of Portuguese officials through Indian territory and have verified that the same are based exclusively on occasional reasons of mere fact. The Portuguese Government cannot therefore refrain from emphasising that such allegations do not arise from a position of principle. Under the circumstances, and considering that the complete lack of foundation of the charges made against the Portuguese officials was duly analysed and established in the Legation's note mentioned above, the Portuguese Government believe that they should raise the question of principle which is involved.

3. However, and before entering into the appreciation of such a question, the Legation of Portugal believe it still might be useful to clarify fully certain points of fact referred to in the Ministry's note under reply.

4. It is stated in the Indian note that in the Portuguese State of India, despite the interest shown by the Indian Government, measures have been taken and laws promulgated restricting the rights and privileges traditionally enjoyed by Indian nationals resident in the territory.

And it is further stated that these measures, which are classified as discriminatory, have been brought to the notice of the Portuguese Government and of this Legation without a satisfactory reply being obtained so far. As regards these allegations the Legation of Portugal wish to point out the following.

5. The legislation which deals with the entry and the residence of foreigners in the Portuguese State of India as well as the legislation which conditions their activities, is the same which is in force in all other Portuguese provinces. They are therefore measures of a general character, applied indistinctively and it cannot be understood how it is possible to classify them as discriminatory against Indian citizens. Further, and in a spirit of good will and understanding, the authorities of the Portuguese State of India have enforced such laws with the greatest tolerance; and bearing in mind the number of Indian nationals who in Portuguese territory devote themselves to trade, industry and other activities and the constant requests presented by others to be allowed to reside there, it is to be concluded that neither the laws nor the regulations in force in the Portuguese State of India are thought by the persons concerned to be severe or discriminatory. Furthermore, the Consulate General of the Union in Goa has not presented any concrete complaints. For these reasons, the allegations formulated in this matter by the Indian Government cannot be considered as being justified.

6. Contrary to the alleged unfriendly attitude, the Portuguese authorities have tried to show, on different occasions, their good will as regards requests presented by the Indian Union, in keeping with the centuries old and well established Portuguese traditions regarding the way to deal with other countries. Thus, the Indian Government cannot but recognise the good will with which even recently the Portuguese Government took measures to find a satisfactory solution for the problem of the transit through the Portuguese territory of Mozambique of Indian emigrants proceeding to the Rhodesias and Nyasaland; they will recollect that the Portuguese authorities, although considering that the request had not been transmitted to them through the appropriate channel, allowed, without delay, two Indian military planes proceeding from the United States to land at the airport of Lages (Azores Islands); and they could appreciate that, following the request presented by the Indian Government, the Portuguese Delegation to the F.A.O. Conference, recently held in Rome, supported the candidature of India to a seat in the Council of that organization.

7. As regards the question of principle referred to in para. 2 of this note, the Portuguese Government have no doubts, and certainly also the Indian Government will not, that in the sequence of international conceptions consecrated and internationally accepted, a principle of cooperation has been adopted between neighbouring States, with territories in analogous conditions, for the free transit of officials who, when on duty, have to pass through the territory of the other State. The rules of good neighbourhood and of international cooperation, the interest of the local populations which the States have to defend and protect, the need for urgent and immediate measures in case of situations of individual or collective emergency that at any moment may arise—these do not allow restrictive regulations similar to those which the Indian Government seek to impose and for which the Portu-

guese Government do not find any foundation in international practice nor among the juridical principles which govern international life. There is no attempt to establish with the Indian Government a controversy of a doctrinal character. But, in the light of the rules of conduct of the society of States in modern times, the Government of India will certainly agree that overriding reasons of humanity and cooperation impose very often duties and obligations with the aim of avoiding the derogation of another fundamental principle—that of the welfare and even the life of populations for whom the Governments are responsible. It appears therefore to the Portuguese Government that the Indian Government cannot avoid accepting the principle of cooperation above mentioned, with the effect of facilitating the free transit of the Portuguese officials who, in the course of their duties, have to pass through Indian territory. Maintaining a different attitude they would assume a grave responsibility for the damage and prejudice suffered by the populations concerned.

8. In view of the spirit of cooperation and good neighbourhood which inspires the Portuguese State, the Portuguese Government would be prepared to consider eventual objections, duly founded and justified, that the Indian Government might formulate, as regards the transit through their territory of some particular Portuguese official or officials. This of course, as is obvious, would not be considered as admitting any limitation to the right of freely choosing and maintaining their officials in the Portuguese State of India.

9. In the note of the Ministry under reference, the principle of cooperation alluded to in paras. 2 and 3 is ignored, under the apparent pretext of some aspects of fact which are merely incidental. The Portuguese Government however believe that even if the validity of such aspects had to be recognised, that would not be sufficient to annul such a principle.

10. In all the foregoing the Portuguese Government have not forgotten the intention of the Indian Government of giving to the District Magistrate of Surat authorisation to grant visae, on request, to the Portuguese European officials of Daman and Nagar-Aveli. But, although appreciating this measure, which the Indian Government deem to be exceptional, the Portuguese Government cannot help noting that it cannot be considered satisfactory, as it neither constitutes a practical fulfilment of the principle referred to above nor does it meet the needs of administration which, very often, require urgent and immediate action.

11. In view of the aforesaid the Portuguese Government firmly reiterate their conviction that the principle of cooperation to facilitate the transit of officials should be re-established, although subject to local arrangements to be agreed upon between the two Governments, and express their hope that the Indian Government will reconsider the position they have assumed in this matter.

The Legation of Portugal avail themselves of this opportunity to renew to the Ministry of External Affairs the assurances of their highest consideration.

New Delhi, 11th February, 1954.

Ministry of External Affairs,
Government of India,
New Delhi.

*Annexe 41*AIDE-MÉMOIRE PRÉSENTÉ PAR LA LÉGATION DU PORTUGAL
A NEW DELHI AU MINISTÈRE DES AFFAIRES EXTÉRIEURES
DE L'INDE, EN DATE DU 20 JANVIER 1954

No. 12.
Proc. 7.7.

Aide-Mémoire

In the Ministry's note No. D.6886-Eur. 1/53, of the 23rd December 1953, it was stated that the District Magistrate of Surat was being authorised by the Government of Bombay to grant transit visae to permanent Portuguese European officials of the District of Daman, who have to cross Indian territory to go to Nagar-Aveli.

Before the said note was received the Governor General at Goa had requested the Indian Consul General to grant such visae. The latter refused one for Licut. Falcao, of the Nagar-Aveli Police, and has not meanwhile granted any visae for the other Portuguese officials. On his side the District Magistrate of Surat has stated that he has no authority to grant such visae, and that his instructions are only to notify the Central Passport Office, Bombay, of the crossings of Indian territory made by European officials.

A verbal enquiry made to the Ministry as to whether the Indian Consul General could still grant the visae, instead of the District Magistrate of Surat, was answered in the affirmative.

Under the circumstances, it would be greatly appreciated if the Ministry would be good enough to instruct the Consul General to expedite the granting of the visae for those officials, as since the 26th November last no Portuguese European officials of the District of Daman have been able to go from Daman to Nagar-Aveli or vice-versa. This is of course causing great inconvenience to the administration of the territory.

New Delhi, 20th January, 1954.

*Annexe 42*NOTE DE LA LÉGATION DU PORTUGAL A NEW DELHI AU
MINISTÈRE DES AFFAIRES EXTÉRIEURES DE L'INDE, EN
DATE DU 11 FÉVRIER 1954

No. 26.
Proc. 7.7.

The Legation of Portugal present their compliments to the Ministry of External Affairs and have the honour to refer to the Aide-Mémoire No. 12, of the 20th January, 1954, handed by the Minister to His

Excellency the Foreign Secretary, in connection with the granting of transit visae to permanent Portuguese European officials of the District of Daman, who have to cross Indian territory to go to Nagar-Aveli.

After the presentation of the said Aide-Mémoire, the Legation received information to the effect that those visae had been granted by the Indian Consul General in Goa, which was greatly appreciated.

However, on this matter, the case of Lieut. Faicao, of the Nagar-Aveli Police, to whom the Consul General had previously refused a visa, remains to be clarified. As no complaints or charges against that Portuguese official were ever presented by the Indian authorities, the Legation would greatly appreciate it if the refusal of that visa could be reconsidered by the Ministry, pending the re-examination of the basic principles on the question, as requested in the Legation's note No. 25, of this date.

The Legation take this opportunity to renew to the Ministry the assurances of their highest consideration.

New Delhi, 11th February, 1954.

Ministry of External Affairs,
Government of India,
New Delhi.

Annexe 43

LETTRE DU MINISTRE DU PORTUGAL A NEW DELHI A
M. HARISHWAR DAYAL, DU MINISTÈRE DES AFFAIRES
EXTÉRIEURES DE L'INDE, EN DATE DU 24 AVRIL 1954

No. 57.
Proc. 7.7.

24th April 1954.

Dear Mr. Dayal,

I am writing in connection with the recent measures which have introduced the system of permits for all Portuguese officials who, in the course of their duties, have to enter or cross Indian territory.

It appears that the Indian Consul General has informed the authorities at Goa that for the officials of the Daman and Nagar-Aveli administration the permits will be granted by the District Magistrate at Surat ; for the officials of the Diu administration, by the Collector of Sorath, in Junagath.

The Governor of Daman is greatly concerned with the unavoidable delays involved for the obtention of the permits at Surat. Such delays, as you know, are most inconvenient for the administration of the territory of Nagar-Aveli. However, as they can also gravely affect the health of those officials who may have to come urgently from Nagar-Aveli to the hospital at Daman, it was thought that the Indian authorities might agree that the permits for the officials of Daman and Nagar-Aveli be granted instead and respectively at the Police stations of Vapi and Lavacha. Could you kindly find out if such a

suggestion could be accepted, bearing in mind the humanitarian reasons that inspire it ?

With best thanks in anticipation and kindest regards,

I am, Yours sincerely,

(Signed) VASCO VIEIRA GARIN,
Minister of Portugal.

Shri Harishwar Dayal, I.C.S.,
Ministry of External Affairs,
Government of India,
New Delhi.

Annexe 44

COMMUNIQUÉ DE PRESSE DU GOUVERNEMENT DE L'INDE,
EN DATE DU 22 JUILLET 1954

Press note

In a communiqué issued in Lisbon today, the Portuguese Foreign Office have stated that communications between Portuguese Settlement of Daman and the Portuguese enclaves of Nagar-Aveli and Dadra have been cut off ; that a regiment of Marhatta Infantry had surrounded Dadra and that between Daman and Nagar-Aveli considerable Indian armed forces have been placed. The communiqué also claims that the situation in the Portuguese colonies in India is "perfectly calm" in contrast "with the extreme tension in the surrounding areas".

This statement is completely incorrect. Communications have not been cut between Daman and Nagar-Aveli, nor are there any Indian army personnel near Daman or on the frontiers of Goa or Diu. The Government of India have however learnt today that a group of Goans have entered the village of Dadra and have been met with violence by the Portuguese authorities.

The Government of India had, as early as October 1953, prohibited the transit of armed Portuguese police or military personnel across Indian territory in accordance with their policy of not permitting foreign troops on Indian territory. In view of the progressive strengthening of armed forces by the Portuguese in their colonies in India, the Government of India have only taken the normal precaution of posting additional police along the frontiers to prevent a disturbance of the peace which appeared likely in view of the provocative policy of political suppression followed by the Portuguese authorities.

Since 1950, India has made repeated attempts to obtain a peaceful and friendly settlement of the future of the Portuguese possessions in this country with the Portuguese Government. Every effort has been made to explain that the movement of the Goans for union of these pockets with India was a part of a historical process which could not be reversed after the independence of India. The Portuguese Government have continued obdurately to refuse to face realities and used every form of violence to suppress the growing forces of nationalism within their colonies in India. Freedom of speech and assembly has been denied to the people

and there is complete censorship. Even the most moderate demand is counteracted with arrests, beatings and deportation.

The Portuguese Government have also brought a large number of African and Portuguese troops to Goa with a view to intimidate the people there. For instance, today in a small island of Diu, hardly 12 miles by 3 miles, the Portuguese have a military force of over 400 African and European troops. In Daman which has a population of less than 20,000 there is a military force of over 100 in addition to the police.

In February this year, an eminent surgeon of Goa, Dr. Gaitonde, was arrested and deported to Portugal for having protested at a small gathering against a statement that Goa was Portugal. Not content with this the Portuguese on the 18th of June this year launched a new campaign of repression and have arrested over 40 Goans, both Hindus and Catholics, including a Catholic priest. These persons were arrested on mere suspicion of holding nationalist views favouring merger of Goa with India. They have been harshly treated and, from information available with the Government, it appears that the intention of the Portuguese authorities is to destroy by these measures the mental and physical well-being of the detainees. This is the "perfect calm" that exists in these Portuguese colonies.

The Government of India have repeatedly warned the Portuguese Government against taking such repressive measures and that any consequences flowing from their actions would be entirely their own responsibility.

July 22, 1954.

Annexe 45

NOTE DU MINISTÈRE DES AFFAIRES EXTÉRIEURES DE
L'INDE A LA LÉGATION DU PORTUGAL A NEW DELHI,
EN DATE DU 3 FÉVRIER 1954

Ministry of External Affairs,
New Delhi,
No. D.635-Eur. 1/54.

Dated the 3rd February, 1954.

The Ministry of External Affairs present their compliments to the Portuguese Legation in India and have the honour to state that with immediate effect transshipment through India of arms and ammunition of all categories from and to the Portuguese possessions in India is prohibited. This prohibition will be applicable also in the case of Portuguese civil and military personnel with the following exceptions :

- (i) The Governor General of Goa ;
- (ii) Diplomatic and de carrière consular officials of the Portuguese Government accredited to the Government of India.

2. The Legation is also informed that the F.M. pistol belonging to Col. Lopes which was detained by the Indian Customs authorities, will be handed over to the appropriate Portuguese authorities in Goa.

3. The Ministry take this opportunity to renew to the Portuguese Legation the assurances of their highest consideration.

The Legation of Portugal in India,
New Delhi.

Annexe 46

NOTE DE LA LÉGATION DU PORTUGAL A NEW DELHI AU
MINISTÈRE DES AFFAIRES EXTÉRIEURES DE L'INDE, EN
DATE DU 11 DÉCEMBRE 1953

No. 146.
Proc. 7,7.

The Legation of Portugal present their compliments to the Ministry of External Affairs and, further to their note No. 144, of the 2nd December, 1953, on the difficulties which have arisen for the transit of officials and vehicles between Daman and Nagar-Aveli, have the honour to call the Ministry's attention to the fact that the Indian authorities are now requiring all official Portuguese vehicles, with the exception of the motor car of the Governor of Daman, to pay a deposit of 80 % of their value in order to be allowed to enter the territory of the Indian Union.

In view of the considerations presented in the aforesaid note, the Portuguese Government would appreciate it if the Indian Government could reconsider this matter and withdraw the new requirement now imposed, as well as the other measures previously taken and which are hampering the administration of the territory of Nagar-Aveli to the prejudice of the local population.

The Legation take this opportunity to renew to the Ministry the assurances of their highest consideration.

New Delhi, 11th December, 1953.

The Ministry of External Affairs,
Government of India,
New Delhi.

Annexe 47

NOTE DU CONSUL GÉNÉRAL DE L'INDE A GOA AU GOUVER-
NEUR GÉNÉRAL DE L'ÉTAT DE L'INDE, EN DATE
DU 17 JUILLET 1954

Consulate General of India, Goa.
No. S/26/211.

17th July 1954.

The Consul General of India presents his compliments to His Excellency the Governor General, Goa, and has the honour to state that the Government of India have decided to make certain changes in the concessions hitherto granted to the Portuguese Administration of Daman and Nagar-Aveli. These changes involve the withdrawal of some concessions and modifications in others and take place with immediate effect. I have the honour to indicate below the changes :

- (1) Medicines from Daman to Nagar-Aveli will be passed free of duty only after a detailed list has been supplied by His Excellency the Governor of Daman in advance to the Consul General of India, Goa, and the Collector of Central Excise, Bombay; and approved by the Consul General.
- (2) The Administrator of Nagar-Aveli will cease to be exempt from the payment of duty on the imports of wines.
- (3) The Vicar of Silvassá will be allowed to import every year, free of duty, 36 bottles of mass wine when covered by a certificate from the Administrator of Nagar-Aveli certifying that it is for religious purposes and not intended for consumption in Indian territory. This certificate must bear the attestation of the Consul General of India.
- (4) Articles of provision of small value intended for the Administrator, Nagar-Aveli, will cease to be passed free, and he will be treated on the same footing as other Portuguese officials.
- (5) Articles which hitherto came within the purview of the concession granted in Government Order R.D. No. 12685/686—Confidential, dated 23rd December 1916 to the Administrator, Nagar-Aveli, will not be passed free of duty.
- (6) Baggage of a Government official of rank or an officer in the Army or Navy will cease to be passed free of duty.
- (7) The liquor seized as illicit by Portuguese officers of Nagar-Aveli and being conveyed in their charge from one detached portion of Nagar-Aveli to another en route to the Court which is to adjudicate on it, will be subject to confiscation by the police at Lavacha.
- (8) The transport of firearms ammunition and military stores by a Portuguese officer, or intended for the Portuguese India Government, passing through Indian territory will be prohibited.

The Consul General takes this opportunity to renew the assurances of his highest consideration.

His Excellency the Governor General, Goa.

(Signé) V. H. C.

Annexe 48

NOTE DE LA LÉGATION DU PORTUGAL A NEW DELHI AU
 MINISTÈRE DES AFFAIRES EXTÉRIEURES DE L'INDE, EN
 DATE DU 24 AVRIL 1954

No. 56.

Proc. 7.7.

The Legation of Portugal present their compliments to the Ministry of External Affairs and, further to their note No. 146, of the 11th December 1953, to which the Legation has not received a reply, wish to call the Ministry's attention to the increasing difficulties and restrictive measures imposed by the authorities of the Bombay Province on motor traffic between Daman and Nagar-Aveli.

2. According to the latest decisions, the heavy motor vehicles (lorries, etc.) are obliged to deposit the sum of Rs. 5,000/- and to furnish a security bond, for the value of the vehicle, valid for a month, and to pay taxes of Rs. 15/- and Rs. 1/8/- for each entry into Daman. The light motor vehicles are subject to a similar regime, the only difference being that the amount of the deposit is Rs. 2,000/-, and the period of validity of the bond, 15 days. It should be emphasized that such measures have been adopted even though the vehicles concerned are registered both in Daman and in the Province of Bombay, in accordance with an old custom.

3. The Legation of Portugal, under instructions of their Government, have to lodge a protest against these new restrictive measures, which are clearly impeding traffic, not only going into Daman, from the Indian Union, but mainly between Daman and Nagar-Aveli. Such measures have radically altered the practice traditionally followed in these matters, as regards the said territories and they are hampering in an unjustifiable way the life of the innocent local population.

New Delhi, 24th April, 1954.

Ministry of External Affairs,
 Government of India,
 New Delhi.

Annexe 49

NOTE DE LA LÉGATION DU PORTUGAL A NEW DELHI AU
 MINISTÈRE DES AFFAIRES EXTÉRIEURES DE L'INDE, EN
 DATE DU 23 JUILLET 1954

No. 97.

Proc. 7.7.

The Legation of Portugal present their compliments to the Ministry of External Affairs and, under instructions from their Government, received while still unaware of the serious events which were taking place at Dadra, have the honour to communicate to the Ministry that

the Portuguese Government have been informed : that all communications with Damão have been cut off by the Indian authorities ; that approaching the isolated territories of Dadra and Nagar-Aveli has been totally prohibited ; that the territory of Dadra is practically surrounded by a regiment of Marhatta infantry ; that between Damão and Nagar-Aveli considerable Indian armed forces have been placed ; that Indian troops have been digging excavations along the frontier ; that the presence and movements of civilian groups (so-called "volunteers" whose real meaning and origin are well known), which corresponds to a technique of disguised aggression from which the world has already suffered considerably, have been noticed.

All this information reached the Portuguese Government, following other disquieting activities by the Indian Union around those territories which lately have been at an accelerated tempo, although the situation in the Portuguese territories is perfectly calm.

While hoping that the Government of the Indian Union will act in accordance with the pacifist principles they proclaim to have, and will refrain from any attack, more or less disguised, on the sovereign rights of Portugal which she ever firmly defends, the Legation, on behalf of the Portuguese Government, launch a strong protest against such activities which cannot be justified by any provocation on the part of Portugal, and have again to demand the attention of the Indian Government to the actions of the pseudo-volunteers covered by forces of the Indian Union, the consequences of which fall under her responsibility. The Legation will soon contact the Ministry again to deal with the grave aggression perpetrated at Dadra, according to to-day's reports, as soon as instructions from the Portuguese Government are received.

The Legation avail themselves of the opportunity to renew to the Ministry the assurances of their highest consideration.

New Delhi, 23rd July, 1954.

Ministry of External Affairs,
Government of India,
New Delhi.

Annexe 50

NOTE DE LA LÉGATION DU PORTUGAL A NEW DELHI AU
MINISTÈRE DES AFFAIRES EXTÉRIEURES DE L'INDE, EN
DATE DU 24 JUILLET 1954

No. 98.

Proc. 7.7.

The Legation of Portugal present their compliments to the Ministry of External Affairs and have the honour to communicate that the Portuguese Territory of Dadra has been the object of armed aggression coming from the neighbouring territory of the Indian Union.

As a result of the successive measures taken by the Government of the Union to impose hindrances on the communications between Damão and Dadra and Nagar-Aveli, against which protests have been made so often because these impediments are offensive to the most elementary

principles of good relationship and neighbourliness between States, and chiefly on account of the last measures taken by the Union, i.e. cutting off these communications, the Portuguese Government is not yet aware of the details of what has happened and what still is happening. They know, however, that the aggression—whatever appearance it may be given—has made victims, and the outcome of it was the usurpation of the territories that belong only to the Portuguese sovereignty. They also know that the Government of the Indian Union—with preparations of a military character with which they have anticipated, or to say the least, have facilitated that aggression in a region where nothing could justify such measures and in the neighbourhood of perfectly pacific territories—have taken upon themselves particular responsibility for the grave events which have occurred.

In these terms, and on express instructions of the Portuguese Government, the Legation present to the Government of the Indian Union the most formal protest against the facts related; declare that the state of violent usurpation that at this moment does exist, cannot in any way impair the sovereignty and the rights of Portugal in connection with the territory victim of aggression; and demand from the Government of the Indian Union the grant of the necessary transit facilities to the Portuguese armed forces and authorities staying at Damão, to enable them to go to Dadra for the purpose of re-establishing the order which has been disrupted and to drive out the invaders.

This will be much less than the facilities accorded by the same Government to the said invaders to perpetrate their aggressive acts.

On the other hand, the Portuguese Government reserves the right to take this matter up again, depending on information that, meanwhile, they may obtain about the sad event at Dadra, and avail themselves of this opportunity to affirm that they have always expressed their desire of maintaining good neighbourliness with the adjoining territories, which have been rejecting it.

They are, however, intransigent regarding the defence, by all the means at their disposal, against every and any incursion which anybody may attempt against any place under the Portuguese national sovereignty.

The Legation avail themselves of the opportunity to renew to the Ministry the assurances of their highest consideration.

New Delhi, 24th July, 1954.

Ministry of External Affairs,
Government of India,
New Delhi.

Annexe 51

NOTE DE LA LÉGATION DU PORTUGAL A NEW DELHI AU
MINISTÈRE DES AFFAIRES EXTÉRIEURES DE L'INDE, EN
DATE DU 26 JUILLET 1954

No. 101.

Proc. 77.

The Legation of Portugal present their compliments to the Ministry of External Affairs and have the honour to communicate the following:

According to rumours reaching the Portuguese Government, acts of aggression are reportedly being committed against portions of territory of Nagar-Aveli on the lines of what took place in such lamentable conditions as regards Dadra. These rumours originate in news despatches sent from Bombay ; in view of the severance of all communications carried out by the Indian Union (against which the Portuguese Government have already answered, and maintained, a strong protest) it has been impossible to ascertain what is in fact happening.

It is evidently indispensable that delegates of the Governor of the District of Damão receive the facilities and assurances enabling them to go without delay to Nagar-Aveli, in order to come into contact with the now isolated Portuguese population and be in a position to judge of the situation examining the facts and taking elementary administrative measures in the exercise of the authority belonging to the Portuguese State. If the Union Government should object, without justification, to a more numerous group of delegates, their number could be reduced to three. On the other hand (and this point is independent of the former) it would be particularly useful if the mission composed of these delegates also examined what happened and is happening in Dadra, although it is not indispensable that their route in transit to Nagar-Aveli pass by the Portuguese territory of Dadra.

The Government of the Indian Union proclaimed their adherence to the international principles of respect for the rights of others, which support passage of delegates of the legitimate government. And, further, it seems, or rather it is obvious, that the Union Government could hardly be said to be in fair position in its conduct regarding these incidents, if it is refused to permit the journey, either expressly or by more or less ingenious practical impediments put in the way of a permission representing the most elementary, harmless and proper of concessions. The Government of the Indian Union would certainly not want to take upon themselves, on the international plane, the confession of guilt which such a refusal would unequivocally imply.

The Portuguese Government accordingly hold it to be their right and their duty formally to demand from the Indian Union the immediate concession of a transit authorisation, both for the outward and the return journey, for a limited number of delegates of the Government of Damão, as set out above.

The Legation make it a point of stressing that the step they are now taking in no way affects the demand for the transit of Portuguese authorities and armed forces from Damão in order to re-establish order and expel the invaders in Dadra, a demand made in an earlier Note dated the 24th instant. They seize the opportunity, rather, of confirming the absolute necessity of the transit in question.

And because all these representations have an obviously urgent character, the Legation trust that the Government of the Indian Union will reply without the slightest delay.

In view of this manifest urgency, a delay in answering would mean a refusal on the part of the Government of the Indian Union, from which the Portuguese Government would reserve the right to draw the proper conclusions.

As the Government of the Indian Union will be the most interested in seeing the uprightness of their attitude confirmed, they will surely not raise any objection (and this constitutes an independent request)

to the delegates of the Governor of Damão being accompanied by a photographer in case there are, within the Portuguese territory to be observed, things which ought to be recorded in this form.

Authorisation is also requested (and this, too, constitutes a separate request) for delegates to take a wireless set to Nagar-Aveli, which will enable the authorities of this enclave, to-day unable to communicate by spoken word with the rest of the world, to correspond with Damão without any wires crossing Union territory or any material burden for her.

In closing, it should be added that the delegates of the Portuguese Government would accomplish their mission unarmed, provided that the authorities of the Union guarantee them the measures of protection necessary to reach Nagar-Aveli and return to Damão without being molested.

The Legation avail themselves of this opportunity to renew to the Ministry assurances of their highest consideration.

New Delhi, 26th July, 1954.

Ministry of External Affairs,
Government of India,
New Delhi.

Annexe 52

NOTE DU MINISTÈRE DES AFFAIRES EXTÉRIEURES DE
L'INDE A LA LÉGATION DU PORTUGAL A NEW DELHI, EN
DATE DU 28 JUILLET 1954

No. D.6313-Eur.1/54,
Ministry of External Affairs,
New Delhi.

July 28, 1954.

The Ministry of External Affairs present their compliments to the Legation of Portugal in India and have the honour to refer to their notes No. 98 and 101 (Proc. 7.7) dated the 24th and 26th July, respectively.

2. These notes, which are improperly worded, have accused the Government of India of having cut communications between Damão, Dadra and Nagar-Aveli; of deploying the Indian army on the border; and of facilitating "aggression" in connection with the happenings in Dadra which have resulted in the people of this area declaring their liberation from Portuguese rule.

3. The Portuguese note of the 24th July demands the grant of necessary facilities to Portuguese armed forces to enable them to re-establish order and drive out the so-called invaders from Dadra. It states that the grant of the facilities asked for would be less than "the facilities accorded by the Government of India to these invaders". In the note of the 26th July, after making further accusations, the

Portuguese Government demand permission for a delegation from Daman to proceed to Dadra and Nagar-Aveli across Indian territory.

4. The Government of India categorically reject the allegations made in the Portuguese notes. They strongly protest against the false accusations which have been made against them by the Portuguese Government.

5. Communications have not been cut, nor are there any Indian army personnel on the frontier of Goa, Daman or Diu. In view, however, of the large concentrations of Portuguese police and armed forces and the alarming increase in smuggling across the border into India from these settlements, the Government of India were compelled, as far back as October 1953, to post additional police in the neighbouring Indian territory. The attempts of the Portuguese Government in press communiques, protest notes and the calculated press campaign in Goa and Lisbon, to attribute the recent happenings in Dadra to the Government of India show that the Portuguese Government for their own purposes desire to confuse world opinion over the actual situation prevailing in the Portuguese colonies in this country.

6. The developments in Dadra are the result of the repressive policy of the Portuguese authorities and the frustration of Goans who, failing to obtain satisfaction of their legitimate demands for freedom, have taken recourse to peaceful direct action. The Government of India have noted that the press in Goa which is subject to rigid censorship has been printing banner head-lines such as "More than 1000 Indian troops surrounded Dadra and fighting against 6 policemen killed 4 of them"; "self-styled liberator committed acts of armed violence"; "strong cordon of Marhatta infantry surrounded our territory"; etc. These statements in a Government controlled press which is not permitted to publish anything without pre-censorship can only mean that the Portuguese Government desire to create further tension and uncertainty by giving an incorrect account of the happenings in Dadra.

7. From the information now available with the Government of India, it appears that some unarmed Goans entered the territory of Dadra where they were fired upon by a Portuguese police officer who was armed with an automatic weapon. The inhabitants of Dadra supporting the movement for liberation from Portuguese control, angered by this violent act, over-powered the police force of 32 men. In the resulting melee, one officer was killed and another grievously injured. The latter was handed over to the Indian authorities across the border, who for humanitarian reasons admitted the injured police officer in the hospital at Bulsar. The Government of India now learn that this officer has succumbed to his injuries.

8. While regretting the loss of life, the Government of India are constrained to observe that the Portuguese authorities, for reasons of their own, are trying to give the affair in Dadra the appearance of a battle and are making propaganda by all means at their command to create a war hysteria in Portugal as well as in the Portuguese colonies in this country. The reality is just the contrary. The very fact that 32 Portuguese police personnel armed with automatic weapons surrendered to a small body of unarmed men goes to show that the latter had the overwhelming support of the local population.

9. The Government of India emphatically reject the demand for transit of Portuguese troops and police through Indian territory. They

do not and cannot permit the movement of foreign troops and police on Indian soil, and they certainly cannot be a party to the suppression of a genuine nationalist movement for freedom from foreign rule in any part of the Portuguese establishments in India. This was made absolutely clear by the Foreign Secretary to the Charge d'Affaires of Portugal in Delhi when the latter handed over the note of the 24th July.

10. With regard to the demand for facilities for the sending of a delegation, the Government of India wish to remind the Portuguese Government of the grave situation created by their policy and actions. Large numbers of Goans and Indians have been arrested for holding nationalist views and for their patriotic sentiments towards the Indian Union. The arrested persons have been detained without trial for several weeks and have been subjected to brutal and inhuman treatment and sometimes physical torture in the Portuguese jails. This policy of repression in the Portuguese settlements continues unabated. The Portuguese Government in Daman is reported to have ordered forced conscription of one member from each family resident in the territories under Portuguese control. Panic has seized the population of Daman and a thousand or more persons have fled from Daman to Indian territory during the last few days. The Portuguese Government have refused to take heed of the repeated warning of the Government of India to desist from taking such repressive measures. The grave situation in which the Portuguese authorities now find themselves, as a result of these measures, is entirely of their own making. The tension which they have deliberately created by taking such measures has had serious repercussions in India where a large number of refugees have taken shelter to escape the effects of this repression. This tension is bound to increase if Portuguese officials are permitted to go across Indian territory for the purposes mentioned in the note. The passage of these officials across Indian territory might also lead to other undesirable consequences in view of the strong feelings which have been aroused by the repressive actions of the Portuguese authorities. In these circumstances, therefore, the Government of India regret that they cannot entertain the demand of the Portuguese authorities for facilities to enable them to send a delegation from Daman to Dadra and Nagar-Aveli across Indian territory.

11. The Portuguese Government have made repeated protestations of their desire to maintain good neighbourly relations with India. The Government of India suggest that the Portuguese Government should give proof of their good intentions by putting an end to the repressive policies that they are pursuing and desist from their campaign of hatred and vilification of India. The Portuguese Government must no doubt be aware that their repressive policies are out of tune with the developments that are taking place in the modern world and more particularly in Asia. Instead of making statements about defending their colonies in India, they should accept the will of the people for merger and reciprocate India's repeated wish for an honourable and peaceful settlement.

12. The Government of India have made it clear that they cannot accept the continuance of foreign rule over any part of India. The natural destiny of the Portuguese pockets in India lies with the Indian Union and the Portuguese Government should recognise this fact and take steps to facilitate a peaceful and honourable settlement. The Government of India regret that the Portuguese Government have ignored the

demand of the people and are pursuing methods which must inevitably intensify conflict and tension. The situation which now confronts them is wholly the result of their misguided policy. If they continue to follow this policy and indulge in acts of repression in the hope of suppressing the nationalist movement, the responsibility for the results which must follow will rest wholly with them.

The Ministry take this opportunity to renew to the Legation of Portugal the assurances of their highest consideration.

Legation of Portugal,
New Delhi.

Annexe 53

NOTE DE LA LÉGATION DU PORTUGAL A NEW DELHI AU
MINISTÈRE DES AFFAIRES EXTÉRIEURES DE L'UNION
INDIENNE, EN DATE DU 6 SEPTEMBRE 1954

The Legation of Portugal presents its compliments to the Ministry of External Affairs and has the honour to transmit herewith the following communications from the Government of Portugal.

1. With sole reference to the subject dealt with in its note No. 2 of 30th August—access to the Portuguese territories of Dadra and Nagar-Aveli, still cut off and in the hands of bodies of armed men who came from the Indian Union—the Portuguese Government notes that the Government of the Indian Union maintains its refusal to give Portuguese authorities (no matter when, and be it but a three-men delegation) the right of transit to these territories. The Portuguese Government further records that the Government of the Indian Union holds that the violent occupation of the territories, accompanied by acts of positive brigandage and crimes of killing and serious bodily injuries, was not carried out by bodies of armed men from the Union. It also records that in support of this last assertion the Union Government states that it does not permit, and has not permitted in the past, any illegal transit of persons across the frontier or violations of it.

2. As a result, the position of the Government of the Indian Union is the following:

- (a) It recognizes, as was inevitable, that the territories of Dadra and Nagar-Aveli are subject to Portuguese Sovereignty, being separated from the Indian Union by frontier which the latter respects and declares itself incapable of violating;
- (b) It claims it neither had, nor has, any part in the illicit events which have taken place in those territories and in the course of which persons foreign to the legitimate constituted authority attacked and subverted it;

(c) But on the other hand it has refused, until now, to cooperate in any way with the Portuguese Government in order to permit this manifestly illegitimate state of affairs to be remedied.

3. The Portuguese Government judges that such a refusal is contrary to the obligations of international law and the standards of co-existence between States, thus involving a serious responsibility for the Union Government. The Portuguese Government has already said it, and asserts it anew, as it protests against an attitude which is incompatible with the purposes of understanding and the readiness to reach peaceful solutions by which the Government of the Indian Union professes to be moved.

4. The Portuguese Government cannot cease insisting on receiving access to the territories which belong to it. It should not be thought that long diplomatic notes and affirmations of theory, in any case invalidated by facts, can conceal the violent usurpation which subsists or remove the need for remedying the situation. Precisely because there are accomplished violations and because an illegitimate situation arising from the use of force continues to exist, the settlement of the difference by peaceful means demands and presupposes that, in the first place, the authorities of the injured country be again granted unhindered and normal access to the territories which were, and continue to be, the victims of violence.

5. So long as these facilities are not granted, however, immediate action is necessary to throw more light on the situation. Accordingly, and because the motive put forward by the Government of the Indian Union for refusing transit facilities resides in the claim that the state of excitement of its people would not permit even Portuguese delegates to pass through in conditions of security (Indian note of 20th July), the Portuguese Government requests the Government of the Indian Union to authorise the access to Dadra and Nagar-Aveli of a few delegates of third countries chosen by Portugal—in regard to whom this popular excitement cannot even be alleged—in order to proceed, inside the Portuguese territories, to examine the situation in accordance with the mandate that will be given them by the Portuguese Government.

6. As it is a question of territories separated from the Indian Union by an inviolable frontier, it is obvious that the fact of their being entered by delegates from third countries, because the State which exercises sovereignty in them so wills, is something which only falls within the competence of the latter State. It is hence made clear that the request formulated in the foregoing paragraph covers solely the fact of transit across surrounding Indian territory. It is also made clear that for the same reasons this resorting to nationals of third countries has nothing to do with the appointment of impartial observers by mutual agreement, for the purpose of observing circumstances in the territories of both States connected with territorial violations.

7. Neither is it necessary to add, therefore, that the present request in no way affects the Portuguese proposals already set forth and open to the acceptance of the Indian Union without time limit, in accordance with Note No. 1 of 30th August. They are distinct and independent matters.

The Legation of Portugal avails itself of the opportunity to renew to the Ministry the assurances of its highest consideration.

New Delhi, 6th September, 1954.

The Ministry of External Affairs,
Government of India,
New Delhi.

Annexe 54

NOTE DU MINISTÈRE DES AFFAIRES EXTÉRIEURES DE
L'INDE A LA LÉGATION DU PORTUGAL A NEW DELHI,
EN DATE DU 10 SEPTEMBRE 1954

Ministry of External Affairs,
New Delhi.

The Ministry of External Affairs present their compliments to the Portuguese Legation and have the honour to reply as follows to their note of September 6th :

1. The Government of India regret that the Portuguese Government have repeated the allegation that armed bands from India have occupied Dadra and Nagar-Aveli. This allegation has been categorically denied by the Government of India in a series of notes. The Government of India have also stated that they do not permit—and have not permitted in the past—any illegal movement of persons across the frontier, or violations of the frontier. As their position has been clearly explained, they do not consider that any useful purpose will be served by continuing this controversy.

2. In an earlier note, the Portuguese Government stated that a "dangerous situation" has arisen in or around the Portuguese Possessions. They suggested that there should be an impartial observation of facts. The Government of India, in their desire to promote a peaceful solution, readily agreed with this suggestion in principle. They invited the Portuguese Government to send representatives to Delhi to discuss ways and means of implementing the agreed principle.

3. The Government of India regret that the Portuguese Government have failed to send their representatives to Delhi. The proposed negotiations have been delayed as the Portuguese Government have continued to insist that matters which, in accordance with normal practice, should form the subject of negotiations should be agreed to in advance. The Government of India consider that the Portuguese Government's attitude is not conducive to that full, frank and free discussion which alone could guarantee the success of the proposed negotiations.

4. In their latest note, the Portuguese Government have taken up a new position. Instead of impartial observation, which has already been agreed to in principle, they have suggested that observation of facts, in so far as Dadra and Nagar-Aveli are concerned, should be carried out by observers appointed exclusively by them. They have stated that

as transit facilities have not been allowed to Portuguese officials or the Portuguese police force, they propose to appoint observers of their own choice from third countries "to throw light on the situation". They have also stated that this proposal has "nothing to do" with the proposal for impartial observation.

5. The Government of India have repeatedly explained their reasons for not allowing transit facilities to Portuguese officials or the Portuguese police force. In view of the existing situation, they are not prepared to modify their decision. As regards transit facilities for foreign nationals, the Government of India wish to point out that all applicants for such facilities have to comply with the ordinary passport regulations. The Government of India do not accept the claim of the Portuguese Government that they have the right to demand transit or passport facilities for nationals of other countries.

6. The Government of India would again suggest that the proposal for impartial observation, which has already been agreed to in principle, should be adhered to by the Portuguese Government. Their invitation to the Portuguese Government to send their representatives to Delhi for the proposed negotiations is still open. If the Portuguese Government are, however, disinclined for any reason to proceed with the proposed negotiations, it would be appropriate for them to make a clear statement to that effect to avoid further misunderstanding, instead of making new demands which deviate from the agreed principle, while professing to keep the door open for genuine negotiations.

The Ministry of External Affairs avail themselves of the opportunity to renew to the Portuguese Legation the assurances of their highest consideration.

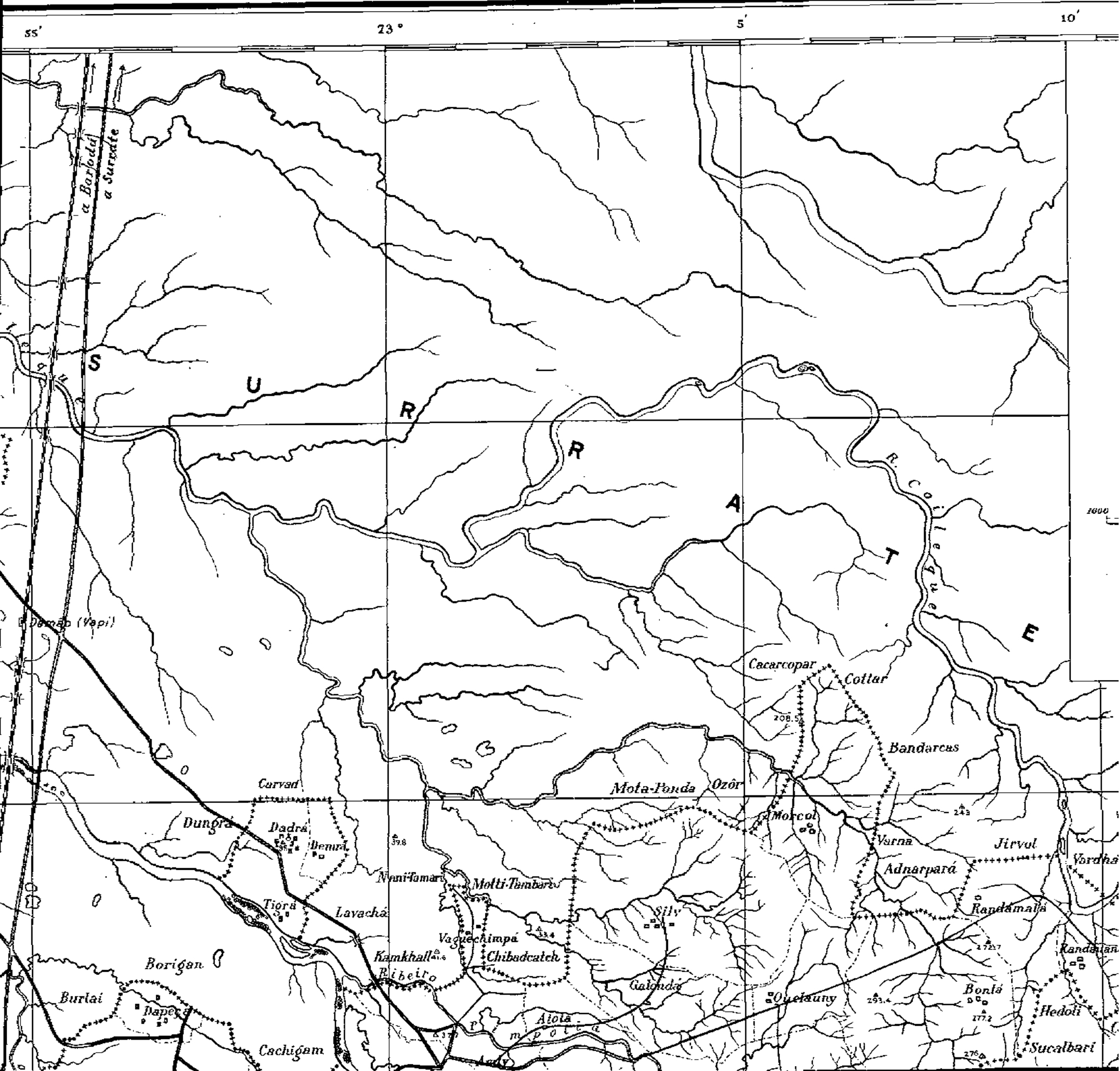
10th September 1954.

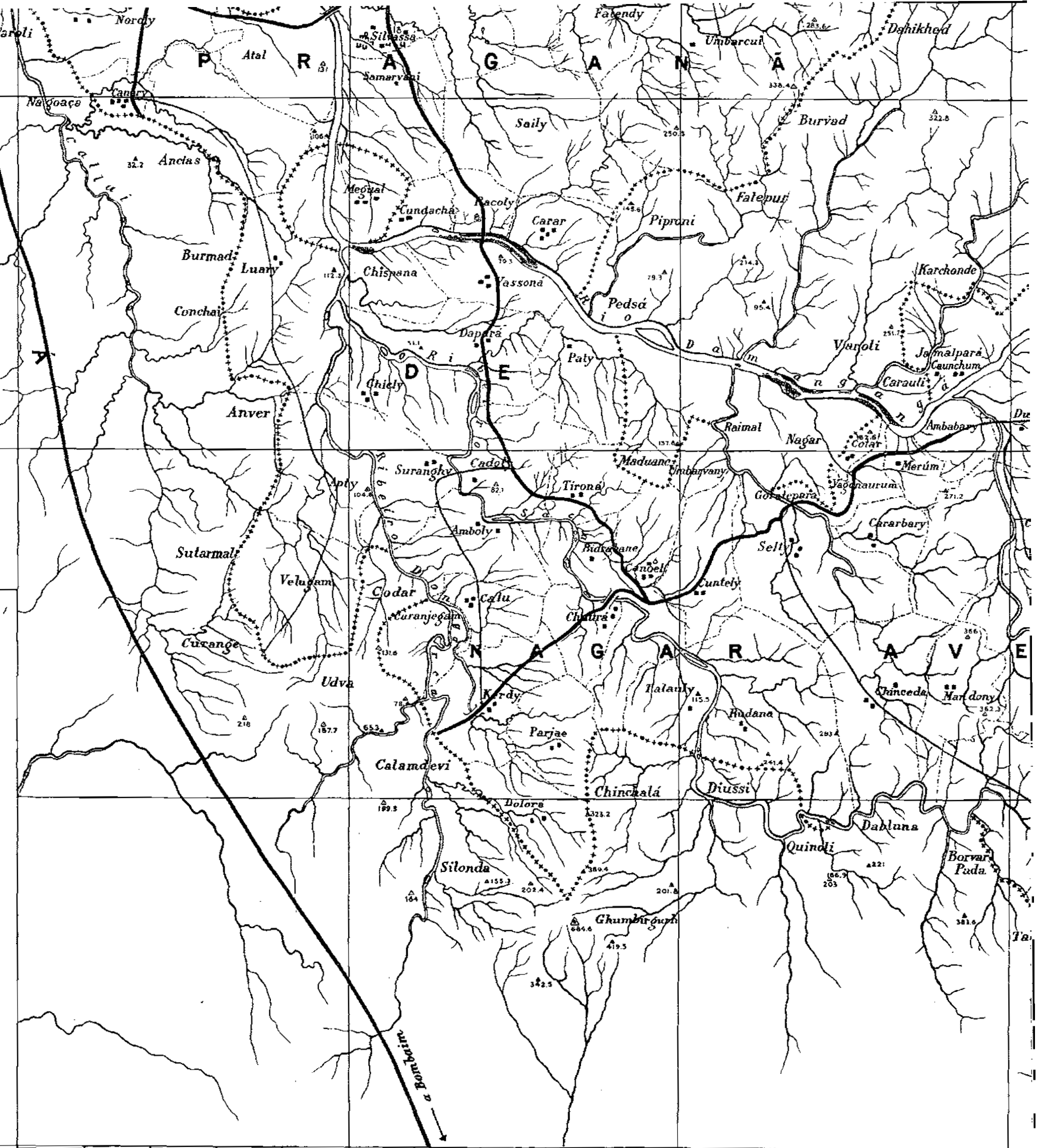
The Legation of Portugal,
New Delhi.

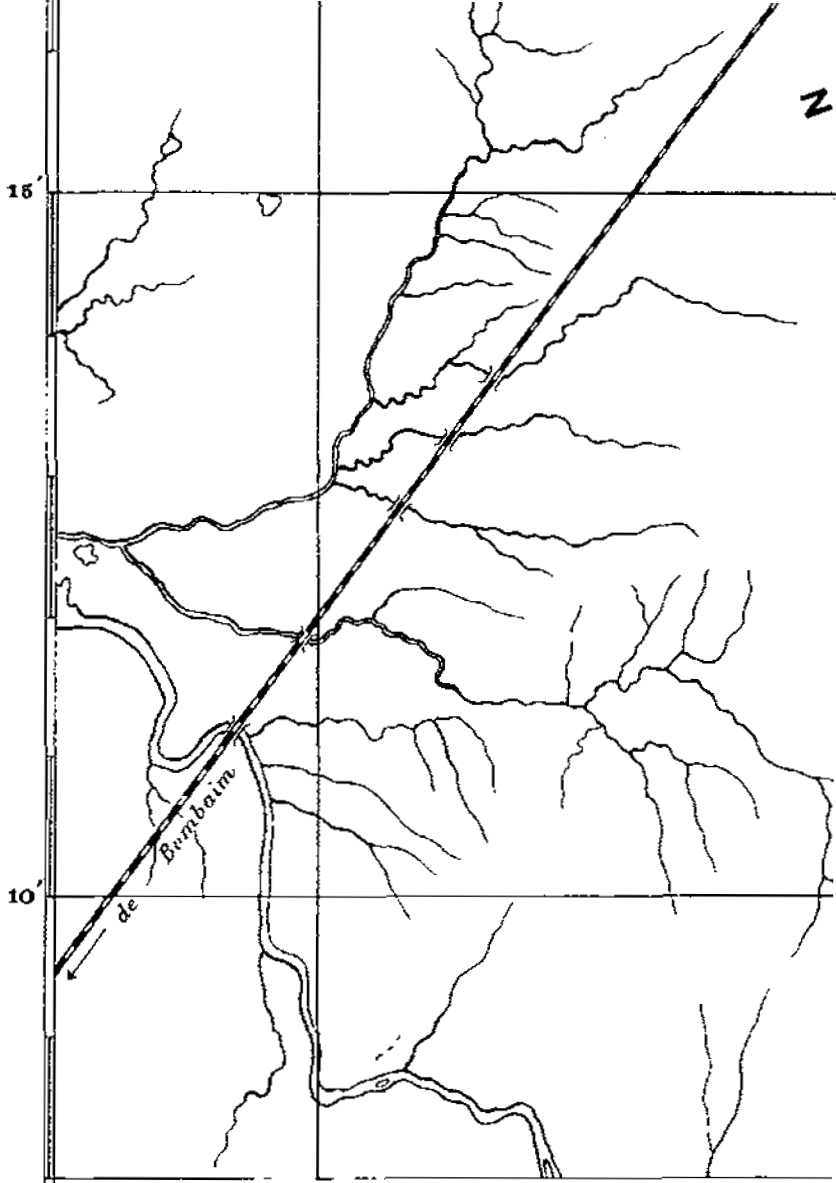
AFFAIRE DU DROIT DE PASSAGE SUR TERRITOIRE INDIEN

(PORTUGAL C. INDE)

MEMOIRE DU GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE PORTUGAISE

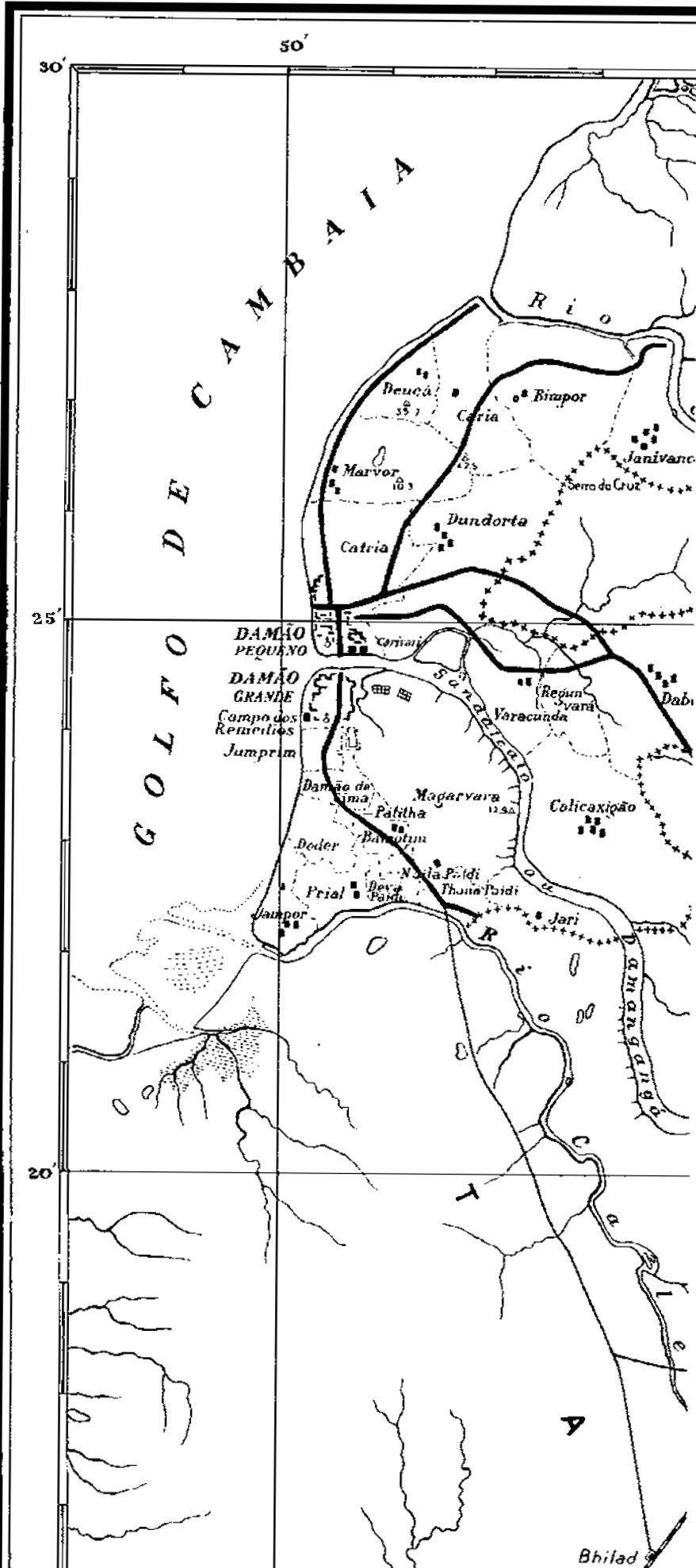


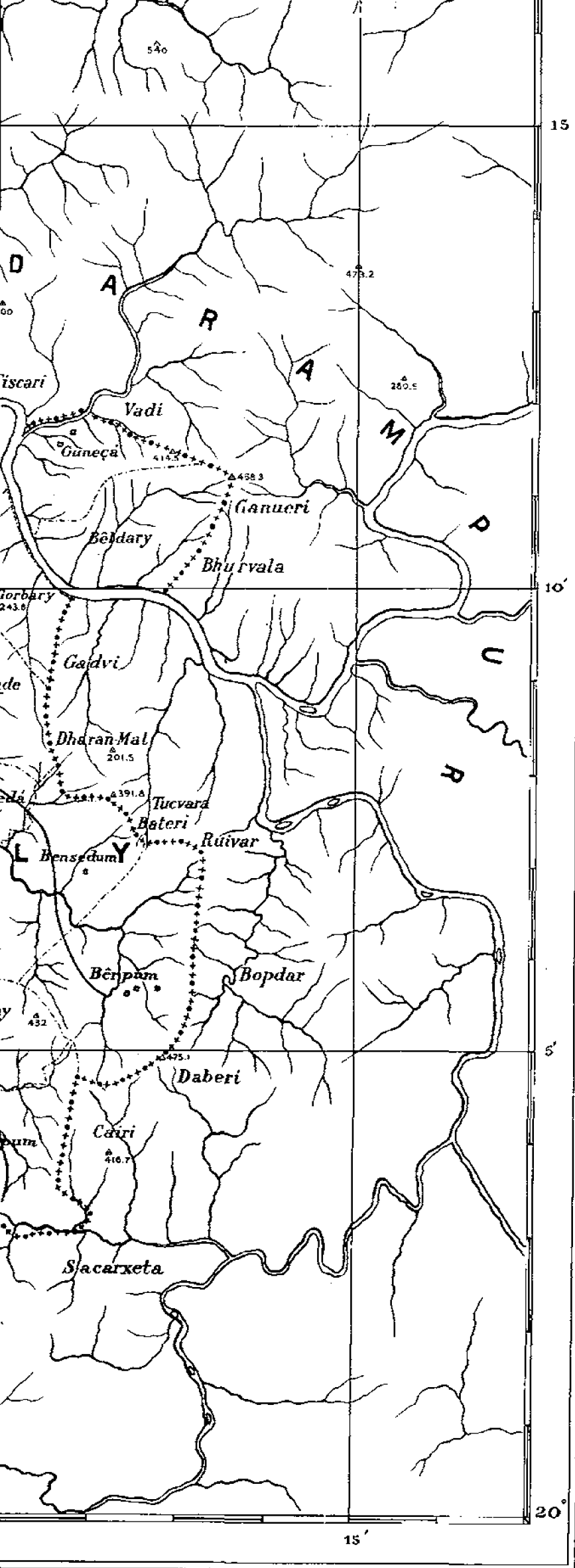




Légende

| | | | |
|--------------------------------|-------|----------------------|--|
| <i>Frontière de territoire</i> | +++++ | <i>Pierres</i> | |
| <i>Borne de frontière</i> | . | <i>Habitations</i> | |
| <i>Limite d'Aldeia</i> | ----- | <i>Eglise</i> | |
| <i>Chemin de fer</i> | | <i>Route</i> | |
| <i>Point trigonométrique</i> | △ | <i>Chemin</i> | |
| <i>Altitude en metres</i> | 147 | <i>Cours d'eau</i> | |
| <i>Marécage</i> | | <i>Marais-Salant</i> | |





15'

30'



ÉTAT PORTUGAIS DE L'INDE

CARTE

DU

DISTRICT DE DAMÃO

Échelle $\frac{1}{100:000}$

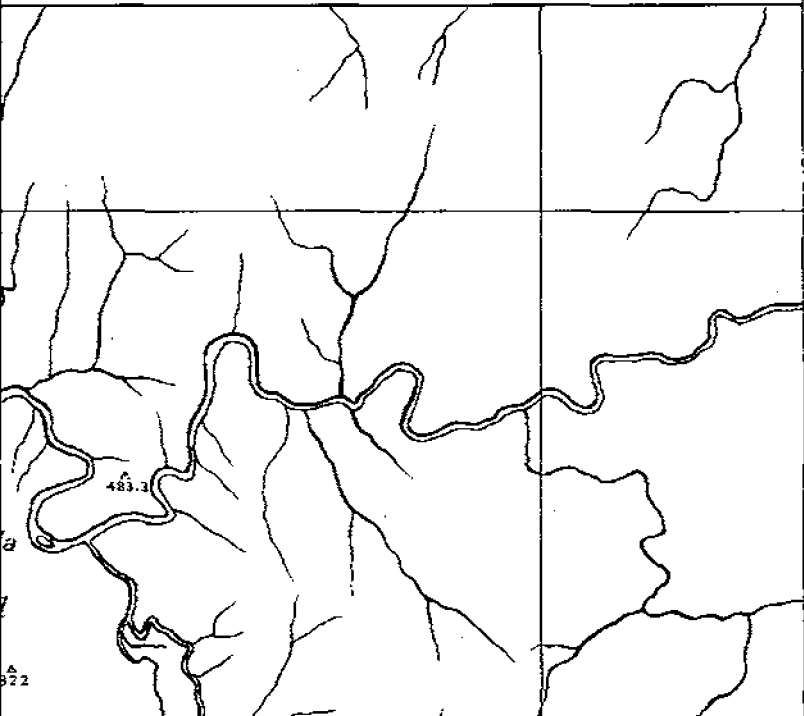


25'

Coordonnées du point trigonométrique
de la Serra do Cruz dans l'Aldeia
Dundortid dans le Damão

Latitude N. 20° 26' 20",1
Longitude E. (Gr. 72° 52' 34",2

20'



483.3

322

G U P T A ' S
SPECIAL TEA

(Rs. 2/4- & Rs. 2/8- per pound)
Retail & Wholesale Depot.
224, Harrison Rd., Calcutta.
PHONE—33—3781

Hindusthan Star

ISSUED SIMULTANEOUSLY FROM DELHI AND CALCUTTA

ESTD. IN 1937, VOL. XVII, NO. 302

DELHI, TUESDAY, AUGUST 3, 1954

TRICOLOUR OVER SELVASA

Portuguese Officers Flee With Money

LIBERATORS WELCOMED

VAPI, AUG. 2.—Selvasa, the administrative headquarters of the Portuguese enclave of Nagar Haveli, was liberated today. The Indian tricolour was hoisted over the office of the Administrator and the police station at midday.

WITH the liberation of Selvasa today nearly a third of the 42,000 population of Nagar Haveli enclave has now been freed from Portuguese domination.

All resistance was reported to have ended this morning and when about 100 volunteers of the Azad Gomantak Dal marched into Selvasa town from three sides at 9-30 a.m. they found that all the three white officers in Selvasa had fled.

According to details available here of "Operation Liberation" about 200 volunteers armed with weapons converged on the town from three directions and took over the police station and other key points after a brief encounter with Portuguese police.

A dozen Portuguese policemen made a bayonet charge on the volunteers who replied with fire from their weapons. Two Portuguese policemen were seriously injured, it was stated while one volunteer received slight injury in the eye.

The volunteers then peacefully occupied the police station and the Magistrate's court within half an hour.

Selvasa town was calm this afternoon. Its five thousand inhabitants had offered the Dal volunteers their full co-operation.

The Dal then called a conference of all the village patels in the liberated territory of Selvasa to set up a new administration in the area.

The three Portuguese officers, Captain Fideigo, Administrator, Captain Pageto, the Police Chief, and Mr. Falcao, the Magistrate, who fled Selvasa town are understood to have carried with them some arms and ammunition and Rs. 1,80,000 from the Treasury which the liberation volunteers found empty on occupation.

Dal volunteers set free two women whom they had detained yesterday.

News of the liberation of Selvasa came after a 48-hour suspense during which the volun-

Continued on Page 5 Col. 2

Selvasa Fall Volunteer

Continued from page 1
teers were reported to
countered resistance
work of liberation.

SEARCH FOR OFF

The Dal volunteers
night combing the town
bouring villages for the
cials who fled the town
being "freed", after 14
they were in hiding ne
bly in the Village Salie
from here. They were
ing for 165 policemen
were believed to have
hiding with their arm
earlier arrested 35
There were 200 police
town.

Sri V. N. Lavande, D
said at the administra
here that there was a
hood of these policemen
and attacking the town.

Volunteers have c
rifles, 200 bayonets and
vers and a number of
was stated, besides a h
of ammunition.

Meanwhile security
ments on the Indian
border which were tig
terday, were made mo
today. Persons from
side were not permitt
Portuguese territory.
Press reporters who t
to Selvasa from Vapi
back.—P.T.I.

Volunteers Pois

Capture Ogl

RAJKOT, AUG. 2.—
to Praja Socialist sou
more than 50 volun
ready at Una to capti
a Portuguese enclave
Indian border.

They are awaiting
tions in this connec
the Goa National
leaders.—U.P.I.



Hindusthan Star

ISSUED SIMULTANEOUSLY FROM DELHI AND CALCUTTA

ESTD. IN 1937, VOL. XVII, NO. 291

DELHI, FRIDAY, JULY 23, 1954

LIBERATION OF PORTUGUESE POCKETS, BEGINS

DADRA VILLAGE FREED

POLICE OPEN FIRE ON VOLUNTEERS

SURAT, JULY 22.—The first chunk of Portuguese territory in India was "liberated" today when a group of 35 volunteers of the United Front of Goans, rallying local support, entered the village of Dadra in the isolated Portuguese enclave of Nagar Haveli in Damaun.

THE liberation volunteers met with resistance from a group of Damaun (Portuguese) police stationed in the village, who it is alleged, opened fire.

In the skirmish that followed three volunteers and three policemen including a Sub-Inspector were injured. It was later reported that the police official succumbed to his injuries.

The volunteers overcame the police resistance and marched into the village in the early hours of this morning and later Mr. Francis Mascarenhas, President of the United Front, hoisted the Indian tricolour over the village and the people saluted the flag to the strains of the Indian National Anthem.

The volunteers had completely occupied the village by this afternoon. With the help of the local population, they arrested 32 Portuguese policemen stationed at Dadra, and seized from them one sten gun, six revolvers and some other arms.

Indian police on the Portuguese border strengthened their patrolling "with a view to keep law and order," and an official said that "not a single policeman or officer crossed into the Portuguese territory."

Police patrolling on the Indian side of the frontier has been increased round Vapi. Indian town eight miles from Dadra village.

The Portuguese settlement of Damaun, of which Dadra is a part, lies on the borders of Surat and Thana districts of Bombay State, about 100 miles north of Bombay.

The settlement consists of Damaun port proper, on the gulf of Cambay and Nagar Haveli, an enclave of about 70 villages including Dadra, separated from the port town by a narrow stretch of Indian territory.

The settlement, about 148 square miles in extent, has a population of about 60,000.

Continued on Page 5, Col. 6

Portuguese Pocket Liberated

Continued from Page 1 Col. 2

A spokesman of the United Front said several volunteers have been camping in this area, studying the topography and mapping out their scheme of action carefully all by themselves. Four days ago, the volunteers began making active preparations. The first attempt to enter Dadra was made on Tuesday night, but the volunteers had to return early yesterday morning as they could not locate the exact village.

They started last night just before midnight and within half an hour faced the Portuguese police squad patrolling on the Dadra border. The Portuguese police opened fire on the volunteers without warning, but however local population came to their aid and the police were over-powered. The volunteers, accompanied by the local people, marched to the Dadra panchayat where the Portuguese policemen were disarmed and arrested. All the village officials willingly submitted to the volunteers.

Mr. Mascarenhas addressing the 500 people assembled there said "we have come in purely with the intention of liberating the people from the yoke of the foreigners."

He said that "immediately preparations are ready, the volunteers will march into Selvasa, adjoining Portuguese territory."

Volunteers during the day began recruiting the local people of Dadra for "the liberation army which will have to face about 200 policemen guarding Selvasa territory."

Volunteers said that "the liberation force" which marched into Dadra did not bring any equipment with them and whatever they had in their possession at present was "captured from the Portuguese police."

DELHI EDITION

REGD. NO. D. 42

ard

KĀJAL-KĀLĪ
FOUNTAIN PEN INK



THE ONLY INK WITH
"LIQUINE"
SUPERIOR SOLVENT.
DISSOLVES ALL PEN-TROUBLE!

INDIA'S FIRST
1924

PHONE: 33-1419
CHEMICAL ASSOCIATION (CAL)
35, CANNING ST., CALCUTTA-1

AIR SURCHARGE FOR JAMMU AND
KASHMIR SIX PIES

PRICE 2½ ANNAS

Appendice 2 à l'annexe 1

ESE

S

T

F

More
organise
exhausti
specially

In spite
that he
nothing
nothing
ments an
cognizanc
tative de
(vide Sp
Mr. Neh
hypocrisy
thing and
in Dadra
are credit
The Por
speech al

It has
that the
convincin
to be con
many of
misled b
emanatin
trouble t
impeacha
interest in

T

As is w
forces in
ideologica
up into s
names, N
People's
National
Dal, etc.-
why the
impact or
otherwise
little par
way and
ordination
law unto

Now th
groups, I
decided to
to say, of
set up 10
of Dadra
Indian te
by interve
a band o
but three
than lakh
not with
double-ba
people in

The rai
July 20,
small gar
split itself
two route
post and
happened
dark night
a junction
vous outs
anything,
organisers,
not discon
venture, b
attack on

But the
the garris
probably
Rosario g
people and
the post.
the darkne
outcry, wh
that they
is more,
also took
any resista
their chief
arms, whic
in the arm
left in the
Rosario an

These tw
fire on the
able in the
wound one
the fire wit
as the fire
visible tar
shot dead a
od—the la
after of his
fled in pa
next day.
Bombay an

Neither
that of Bor
organising,
arms used
available b

Liberation Council

BULLETIN

ONE ANNA

About Dadra And Nagar Aveli

Political Propaganda Countered

elapsed since Dadra and Nagar Aveli fell to the raids of the main Goan parties. Yet they continue to provide material for tirades, not only against Goan nationalists, but against Mr. Nehru and the Government of India.

Mr. Nehru's public denial of the Government's responsibility for these developments had no previous effect of our own authority to the same effect (Goa, Bulletin 1), and is indicted for cynical as he preaches one thing and does another. The violence against Nagar Aveli and his Government, and his Government's premier in his last charge.

It becomes necessary to be published, not for an obstinately refusal for the sake of the men who have been the victims of political propaganda. We have taken the facts from the men who had no other what is not true.

GOA AFFAIR

the Goan nationalist movement, due to personal or unfortunate splits, bearing different names (Goa), Goan Front of Goans, Goans, Gomantak, one of the reasons has not made the mind which might be expected. These divisions go their own way, one may say, a splinter of the Front of Goans, but they could do, so that. The goal they had was the capture of an enclave in off from Damaun land. They enlisted 22 in number, all no deadlier weapon than being armed with twelve-bore guns, for which many licenses.

and for the night of surprise. The group of parties which followed surrounded the police by surprise. It so two parties in the mark, never made to their rendezvous without effecting great chagrin of the lure, however, did so as to give up the decided to renew the night.

attempt had alerted the Chief number of local as a watch round raiders came up in, they raised a big and these people helter-skelter. What boys in the post without offering reasons best known to been left without found locked up only two defenders therefore, the Chief Fernandes.

GOVT

thirteen guns opened fire and managed to return. These returned guns they had, and offered a more seriously wounded two or three days the guards who had themselves up the later brought to base.

ment of India nor hand in initiating, out the raid. The supplied or made Government or

(Continued from page 3, col. 2)

Tales of heroism have been circulated in Goa and purveyed to Lisbon—of brave men fighting heroically against overwhelming odds until all their ammunition was spent and they had to surrender to superior force, consisting of Indian armed forces camouflaged as Goan volunteers. This is a fiction concocted to save the face of the Portuguese and to keep up the morale of the people. The fact is that there was no fighting, except that the Portuguese force fired a few shots and dispersed a mob of Varlis who were on the other side of a river and who were demanding their surrender. The fact is that no Union forces, open or secret, were on the scene, and that the surrender of the officers was made at the frontier to the Indian police stationed there. It seems unbelievable, but it is the plain truth. The explanation of this mystery is that the officers in command were victims of a bluff. They were persuaded that a large Indian army was marching in, and that resistance was futile. So of resistance there was not even a token, and of heroism less than nothing. It is a pity to explode a glorious myth, but then they have asked for it.

TALES OF ATROCITIES

What about the tales of atrocities broadcast by the authorities? There were no murders, no rapes, no looting. It is true that the men of the People's Party humiliated the landlords by making them beg pardon from the Varlis for their harsh treatment. It is also true that food was commandeered for the use of the volunteers. The People's Party men, communist though they were, did no harm to the Pilar missionaries working in Nagar Aveli. They asked the Varlis if the priests had done them any harm, and on being told they had done none, they were assured that no harm would accrue to them. It is no less true than some members of the Gomantak Dal did threaten and man-handle one of the missionaries, which certainly deserves condemnation. But it is understood that an apology was later offered by the leader for this misbehaviour.

What is the position now? Is anarchy reigning there as Premier Salazar contends in his speech? Well, as soon as the Portuguese forces laid down their arms, measures were taken to clear the District of both the parties engaged in the liberation, and the Varlis returned to their homes and avocations. It is but natural that a certain amount of disorganisation should have occurred during the transitional period, and the setting of the administrative machine, almost completely disrupted, into working order should have taken some time. But things have long settled down, and law and order are fully maintained. Indeed, it is to the credit of all parties and the local people as well, that such a revolutionary change has been carried out with a minimum of disturbance. Things are today, to say the least, not worse than they were under the Portuguese.

NAGAR AVELI

The capture of Dadra by the United Front and the sensation thus created put some other groups on their mettle. They too were no believers in *satyagraha* or non-violence, and they did not wish to be out of the picture. Dadra was an enclave which had fallen without much of a struggle. There was another similar enclave and a bigger prize, Nagar Aveli. There was no doubt a much larger force available for defence in this district, and they were well-armed. Even granting that the small resistance offered in Dadra might possibly encourage the belief that Nagar Aveli also might yield without a hard fight, this, however, could not be relied on, and it needed no small courage to try to capture the place without arms.

The Goan People's Party, a well-knit group with communist leanings, was first in the field. They managed to engage the mass-support of Varlis, an aboriginal tribe which forms the bulk of the local population. They naturally found ready support in these miserable slaves, ground down between the upper and nether stones of selfish landlords and heartless money-lenders, for whose protection or uplift the Portuguese had never lifted so much as a finger. Neither the Goans nor the Varlis had any guns to fight with, and could easily have been swept off with "a whiff of grape-shot." The astonishing thing is that the Portuguese force withdrew from Silvassa, the administrative centre, without firing a shot, nor did they offer any resistance to the aggressors, nor to the volunteers of Gomantak Dal who had effected entry from another side. There is no evidence that the volunteers of the Dal had any more lethal weapons than 'lathis.'

(Continued on page 4, col. 2)

DELHI EDITION

**ELECTRIC
Overhead Travelling
CRANES**

ALL TYPES & SIZES

K. G. Khosla & Co.
1 ORIGINAL ROAD BHARGUNAG NEW DELHI

The

LARGEST C

VOL. XXXI. NO. 212

to
gi
th
to
ac
er
to
ra
in
te
ar
in
vo
qu
th
R
P
n
ol
L
r
s
ti
h
to
h
s
F
y
c
e

Hindustan Times

EDITION IN NORTHERN, NORTH-WESTERN AND CENTRAL INDIA



NEW DELHI: MONDAY, AUGUST 2, 1954

PRICE TWO AND A HALF ANNAS

few Clamped On ll Goa Towns

'ITING' IN PROGRESS AT SELVASA

KARWAR, Aug. 1.

Arfew has been clamped down on all important in the Portuguese settlement of Goa, according ers arriving here from Goa. Strong military re patrolling the frontiers, they said. assengers added they saw Negro soldiers dig- ies on both the flanks of the Paingini bridge, on road link between Karwar and Goa, about six the border.

ports reaching Vapi Selvasa, seat of the n of the Portuguese agar Haveli, said the t yet been fully "libe-

rts indicated that was in progress right own between volun- Azad Gomantak Dal ce police. nteers had this morn- ted" Piparia. The had captured large t arms and ammuni- rtuguese police during on the town.

the Goan People's

n Pondicherry: Page 9

nteers with a large Warlis were marching from the neighbouring ge which they libe- turday.

VILLAGES FREED
leader in an interview ' reached Selvasa in, ould give all possible ' Gomantak Dal volun- berate" the town. is have on their way ore unnamed villages. ntial rains and ' the ers have made all ap- Selvasa difficult. rvari Parulekar, Leftist r, who is guiding the eration" movement, ling to information s on back page col. 6

Freedom Fight In Portuguese India

Continued from page 1 col. 7
reaching her in Udwa, the Warlis and the volunteers were meeting with limited resistance and the volunteers who "captured" Piparia had recovered four rifles and large quantities of ammunition from Portuguese police.

Mrs Parulekar, who is now camping in Udwa, said according to her plans the volunteers and the Warlis were to "liberate" the entire south half of Nagar Haveli before launching a "mass attack" on Selvasa. This attack was scheduled for Tuesday next.

FALL OF SELVASA

"It is quite possible that the movement gained tempo and the volunteers were able to capture Selvasa ahead of schedule," she said commenting on reports of the fall of the town to liberation forces.

The main objective of the Warlis in "liberation" of Portuguese territories was to end "slave labour that is prevalent there," Mrs Parulekar said.

She had told the volunteers that immediately on "liberation" the administration of villages should be passed on to village panchayats and volunteers should not attempt at land distribution or rent adjustments, she added.—P.T.I.

Coelho Arrives In Bombay

BOMBAY, Aug. 1.—Mr Vincent Coelho, whose recognition as the Indian Consul-General in Goa has been withdrawn by the Portuguese Government, arrived here today by train accompanied by his family.

Mr Coelho will leave for New Delhi tomorrow to report to the Government of India on the happenings in Goa.

Mr Coelho told Pressmen at the station that of late there was large-scale exodus of Indians from Goa. There were a large number of Goans in the train in which he travelled to Belgaum.

The Indian diplomat said that on the Goa-Indian border he saw armoured cars and military trucks on the Goa side which he did not think could be described as a "friendly act."

Mr Coelho said he was sorry to have left Goa without even meeting his friends.—P.T.I.

Tel: HINDSTAND New Delhi. Post Box 294, New Delhi.
Phone: 45181 (3 Lines) & 4488Z.

IRON & STEEL

Joints, Angles, Flats are available
at less than controlled rates.

Enquire

S. DEY & BROTHER

18, MAHARSHI DEBENDRA ROAD
Cal.-7, (Darmahata Street)
Phone :-JORASANKO-4491

Di

ESTD. IN 1937, VOL. XVII, NO. 301

me
vi
Se
lar
mt
po
to
Pa
nu
on
ing
lit
th
we
th
"I

Dusthan Standard



ISSUED SIMULTANEOUSLY FROM DELHI AND CALCUTTA

DELHI, MONDAY, AUGUST 2, 1954.

AIR SURCHARGE FOR JAMMU AND KASHMIR SIX PIES

PRICE 2½ ANNAS

Selvasa On Verge Of Falling

Fighting Raging In Heart Of Town

PI, AUG. 1.—Reliable reports reaching today from Selvasa, seat of administration of Portuguese enclave of Nagar Haveli, said the town has not yet been fully "liberated". Reports indicated that "fighting" was in progress right inside the town between the members of the Azad Gomantak Dal and the Portuguese police.

Volunteers had this morning occupied Piparia, a village on the outskirts of Selvasa.

Volunteers had captured quantities of arms and ammunition from the Portuguese during their march on the town.

Meanwhile, the Goan Peoples' Liberation Army volunteers with a large contingent of Warlis were marching from the neighbouring village of Piparia which they reached on Saturday.

The leader said that if Selvasa fell on time they would give all possible help to the Azad Gomantak Dal volunteers to liberate the town.

Warlis have on their way to Selvasa.

Continued On Page 5, Col. 4

Fighting Raging In Selvasa

Continued from page 1. Col. 7
freed four more unnamed villages.

Torrential rains and the swollen rivers have made all approaches to Selvasa difficult.

Sm. Godavari Parulekar, the Leftist Warli leader, who is guiding the G.P.P. "liberation" movement said according to information reaching her in Udwa, the Warlis and the volunteers were meeting with limited resistance.

AIM OF LIBERATION

Sm. Parulekar, who is now camping in Udwa, said according to her plans the volunteers and the Warlis were to "liberate" the entire south half of Nagar Haveli enclave before launching a "mass attack" on Selvasa. This attack was scheduled for Tuesday next.

"It is quite possible that the movement gained tempo and the volunteers were able to capture Selvasa ahead of schedule," she said, commenting on reports of the fall of the town to liberation forces.

The main objective of the Warlis in "liberation" of the Portuguese territories was to end "slave labour that is prevalent there", Sm. Parulekar said.

She had told the volunteers that immediately on "liberation" the administration of the villages should be passed on to the village panchayats and the volunteers should not attempt at land distribution or rent adjustments, she added.—P.T.I.

11 Policemen Arrested

SURAT, AUGUST 1.—Eleven Portuguese policemen of Damaun who had crossed over to Indian territory in "plain clothes" were taken into custody by Indian police today.

The arrested persons have been brought to Vapi.—P.T.I.